



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
 Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 15 mars 1958

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, March 15th, 1958

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délaï pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délaï expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
41502 — 1-52-o

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
41502 — 1-52-o

Lettres patentes

(P.G. 10305-58)

Acme Hotel Supplies Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf janvier 1958, constituant en corporation: Edward Abraham Adeland, marchand, Hannah Jacobs Adeland, ménagère, épouse séparée de biens dudit Edward Abraham Adeland et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de Montréal, Raph Brotman, marchand, Sara Adeland Brotman, ménagère, épouse séparée de biens dudit Raph Brotman et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, Peter Brotman, marchand, tous trois de la ville de Hampstead et David Mortimer Notkin, avocat, de Westmount, pour les objets suivants:

Fabriquer et exercer le commerce de fournitures et accessoires d'hôtels, restaurants et hôpitaux; acquérir et négocier des propriétés immobilières, sous le nom de "Acme Hotel Supplies Company", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000

Letters Patent

(A.G. 10305-58)

Acme Hotel Supplies Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of January, 1958, incorporating: Edward Abraham Adeland, merchant, Hannah Jacobs Adeland, housewife, wife separate as to property of the said Edward Abraham Adeland, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of Montreal, Ralph Brotman, merchant, Sara Adeland Brotman, housewife, wife separate as to property of the said Ralph Brotman, and duly authorized by him for the purpose of these presents, Peter Brotman, merchant, all three of the town of Hampstead, and David Mortimer Notkin, advocate, of Westmount, for the following purposes:

To manufacture and deal in hotel, restaurant and hospital equipment and supplies; to acquire and deal with immoveable property, under the name of "Acme Hotel Supplies Company", with a total capital stock of \$100,000, divided

actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, 2,000 actions privilégiées catégorie "A" d'une valeur au pair de \$10 chacune et 7,000 actions privilégiées catégorie "B" d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf janvier 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295 P. FRENETTE.

(P.G. 10374-58)

Albert Lamoureux et Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois janvier 1958, constituant en corporation: Albert Lamoureux, Jean Lamoureux, agents, de Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, et Jacques Lamoureux, avocat, de Lachine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents d'assurances, sous le nom de "Albert Lamoureux et Fils Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 15886, Boulevard Gouin, ouest, paroisse de Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois janvier 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295-o P. FRENETTE.

(P.G. 10414-58)

Alker Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre février 1958, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de Westmount, Theodore H. Shapiro, avocat, et Jean McFarlane, teneuses de livres, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, construction, portefeuille et placements, sous le nom de "Alker Corp.", avec un capital-actions divisé en 102 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses activités sera \$510.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre février 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295 P. FRENETTE.

(P.G. 10393-58)

Almet Findings Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois février 1958, constituant en corporation: Eli Michael Berger, Donald Kujan, avocats, Rhoda Cohen, Margaret Johnston et Sylvia Teitlebaum, secrétaires, filles majeures, et usant

into 1,000 common shares of a par value of \$10 each, 2,000 preferred class "A" of a par value of \$10 each and into 7,000 preferred class "B" shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of January, 1958.

P. FRENETTE,
47295-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10374-58)

Albert Lamoureux et Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of January 1958, incorporating: Albert Lamoureux, Jean Lamoureux, agents, of Ste. Geneviève-de-Pierrefonds, and Jacques Lamoureux, advocate, of Lachine, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Albert Lamoureux et Fils Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 15886 Gouin Boulevard, west, parish of Sainte Geneviève-de-Pierrefonds, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of January 1958.

P. FRENETTE,
47295 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10414-58)

Alker Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of February, 1958, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Theodore H. Shapiro, advocate, and Jean McFarlane, bookkeeper, spinster of the full age of majority, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction, holding and investment company, under the name of "Alker Corp.", with a capital stock divided into 102 shares without nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be \$510.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of February, 1958.

P. FRENETTE,
47295-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10393-58)

Almet Findings Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of February, 1958, incorporating: Eli Michael Berger, Donald Kujan, advocates, Rhoda Cohen, Margaret Johnston and Sylvia Teitlebaum, secretaries, filles majeures et usant de leurs droits,

de leurs droits, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de quincaillers, sous le nom de "Almet Findings Limited", avec un capital total de \$100,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 900 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois février 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295 P. FRENETTE.

(P.G. 10290-58)

Ameublements Dorion Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf janvier 1958, constituant en corporation: J.-Albert Castonguay, marchand, Berthe Lalonde, comptable, fille majeure, tous deux de Dorion, et Annette Daignault, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de meubles et de nouveautés, sous le nom de "Ameublements Dorion Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dorion, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf janvier 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295-o P. FRENETTE.

(P.G. 10153-58)

Association des Terrains de Jeux et des Loisirs du Village de Pointe-Claire

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq février 1958, constituant en corporation sans capital-actions: William-A. Legault, Joseph-Maurice Arpin, Édouard Paiement, Philippe Brunet, industriels, Léo Garneau, assistant-gérant, Paul Schetagne, Charles Tremblay, gérants, Robert Legault, Marcel-G. Legault, commis, et Roger Desrochers, comptable, tous de Pointe-Claire, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs; former et diriger un club sportif, sous le nom de "Association des Terrains de Jeux et des Loisirs du Village de Pointe-Claire".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq février 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295-o P. FRENETTE.

(P.G. 10272-58)

**Bando Oil & Minerals Corporation
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre février

all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as ironmongers, under the name of "Almet Findings Limited", with a total capital stock of \$100,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 900 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of February, 1958.

P. FRENETTE,
47295-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10290-58)

Ameublements Dorion Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of January, 1958, incorporating: J.-Albert Castonguay, merchant, Berthe Lalonde, accountant, spinster, both of Dorion, and Annette Daignault, secretary, spinster of Montreal, for the following purposes:

To carry on an industry and business dealing in furniture and novelties, under the name of "Ameublements Dorion Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Dorion, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of January, 1958.

P. FRENETTE,
47295 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10153-58)*

Association des Terrains de Jeux et des Loisirs du Village de Pointe-Claire

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1958, to incorporate as a corporation without share capital: William-A. Legault, Joseph-Maurice Arpin, Édouard Paiement, Philippe Brunet, industrialists, Léo Garneau, assistant-manager, Paul Schetagne, Charles Tremblay, managers, Robert Legault, Marcel-G. Legault clerks, and Roger Desrochers, accountant, all of Pointe-Claire, for the following purposes:

To establish and direct a recreation center; to form and direct a sports club, under the name of "Association des Terrains de Jeux et des Loisirs du Village of Pointe-Claire".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1958.

P. FRENETTE,
47295 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10272-58)

**Bando Oil & Minerals Corporation
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bear-

1958, constituant en corporation: John Austin Murphy, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Arthur Quesnel, commis, Francis Joseph Dolan, comptable, Mildred Murphy, ménagère et Eleanor Hart, préposée aux statistiques, toutes deux filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à faire des explorations, forer, développer, produire, affiner, fabriquer, emmagasiner, munir de conduits, transporter, acheter, vendre et faire le commerce de gaz naturels, pétrole, huile, leurs produits et sous-produits, sous le nom de "Bando Oil & Minerals Corporation" (No Personal Liability), avec un capital total de \$5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre février 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295 P. FRENETTE.

(P.G. 10415-58)

Bekmer Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre février 1958, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de Westmount, Theodore H. Shapiro, avocat, et Jean McFarlane, teneuse de livres, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, construction, portefeuille et placements, sous le nom de "Bekmer Corp.", avec un capital-actions divisé en 102 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses activités sera \$510.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre février 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295 P. FRENETTE.

(P.G. 10333-58)

Bestland Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente janvier 1958, constituant en corporation: Perry D. Lande, marchand, Ann Druzin, secrétaire, fille majeure, et Solomon Vineberg, notaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Bestland Investment Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4 est, rue Notre-Dame, suite 504, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente janvier 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295 P. FRENETTE.

ing date the fourth day of February, 1958, incorporating: John Austin Murphy, advocate and Queen's Counsel, Arthur Quesnel, clerk, Francis Joseph Dolan, accountant, Mildred Murphy, housekeeper, and Eleanor Hart, statistician, both spinsters of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of prospecting, drilling, developing, producing, refining, manufacturing, storing, piping, transporting, buying, selling and dealing in natural gas, petroleum, oil and their products and by-products, under the name of "Bando Oil & Minerals Corporation" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$5,000,000, divided into 5,000,000 shares of a par value of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of February, 1958.

P. FRENETTE,
47295-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10415-58)

Bekmer Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of February, 1958, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Theodore H. Shapiro, advocate, and Jean McFarlane, bookkeeper, spinster of the full age of majority, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction, holding and investment company, under the name of "Bekmer Corp.", with a capital stock divided into 102 shares without nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be \$510.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of February, 1958.

P. FRENETTE,
47295-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10333-58)

Bestland Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January, 1958, incorporating: Perry D. Lande, merchant, Ann Druzin, secretary, spinster, and Solomon Vineberg, notary, all of Montréal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Bestland Investment Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 4 Notre Dame Street, East, Suite 504, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of January, 1958.

P. FRENETTE,
47295-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10435-58)

Betty Kane Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq février 1958, constituant en corporation: Irwing Gliserman, Moe Ackman, avocats et Annette Katz, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et exercer le commerce de vêtements et accessoires pour dames et jeunes filles, sous le nom de "Betty Kane Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq février 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295 P. FRENETTE.

(A.G. 10435-58)

Betty Kane Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1958, incorporating: Irwin Gliserman, Moe Ackman, advocates, and Annette Katz, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in women's and girls' wearing apparel and accessories, under the name of "Betty Kane Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 500 common shares of \$10 each and into 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1958.

P. FRENETTE,
47295-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10277-58)

Blouin Électrique Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq février 1958, constituant en corporation: Maurice Blouin, maître-électricien, Georges-A. Demontigny, entrepreneur, tous deux des Trois-Rivières, et J.-Cyrias Blouin, agent industriel de Champlain, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs-électriciens; exercer le commerce d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de "Blouin Électrique Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq février 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295-o P. FRENETTE.

(A.G. 10277-58)

Blouin Électrique Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1958, incorporating: Maurice Blouin, master-electrician, Georges-A. Demontigny, contractor, both of Trois-Rivières, and J.-Cyrias Blouin, industrial agent of Champlain, for the following purposes:

To carry on business as electrical contractors; to carry on business dealing in electrical apparatus and accessories, under the name of "Blouin Électrique Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1958.

P. FRENETTE,
47295 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10442-58)

Borletti Sewing Machine Sales Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six février 1958, constituant en corporation: Milton L. Klein, avocat, Claire Lubin et Iown Lanteigne, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de pièces de machinerie, machines à coudre, pièces, remplacements et accessoires, appareils et appliques électriques, meubles et fournitures, porcelaine et coutellerie, tapis, peinture, textiles, papeterie, toiles, literie, aliments et produits alimentaires, sous le nom de "Borletti Sewing Machine Sales Corporation", avec un capital total de \$30,000, divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune et 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six février 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295 P. FRENETTE.

(A.G. 10442-58)

Borletti Sewing Machine Sales Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of February, 1958, incorporating: Milton L. Klein, advocate, Claire Lubin and Iown Lanteigne, secretaries, spinsters, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in machinery parts, sewing machines, parts, replacements and equipment, electrical appliances and fixtures, furniture and furnishings, china and cutlery, rugs, paints, textiles, stationery, linens, beddings, food and food products, under the name of "Borletti Sewing Machine Sales Corporation", with a total capital stock of \$30,000, divided into 150 common shares of \$100 each and into 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of February, 1958.

P. FRENETTE,
47295-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10268-58)

Bosco Automobile Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq février 1958, constituant en corporation: Luc Bolduc, agent d'affaires, Réjeanne St-Louis Bolduc, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Luc Bolduc, et dûment autorisée par lui, et Étienne Dussault, notaire, tous de Magog, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'automobiles et autres moyens de transport, d'appareils électriques et électroniques; faire affaires comme garagistes et quincailliers; exercer le commerce du transport de passagers et de marchandises, sous le nom de "Bosco Automobile Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Magog, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq février 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295-o P. FRENETTE.

(A.G. 10268-58)

Bosco Automobile Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1958, incorporating: Luc Bolduc, business agent, Réjeanne St-Louis Bolduc, housewife, wife contractually separate as to property of the said Luc Bolduc, and duly authorized by him, and Étienne Dussault, notary, all of Magog, for the following purposes:

To operate an industry and business dealing in automobiles and in other means of transportation, electrical and electronic apparatus; to carry on business as garage-keepers and hardware dealers; to carry on a business dealing in the transportation of passengers and merchandise, under the name of "Bosco Automobile Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Magog, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1958.

P. FRENETTE,
47295 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10391-58)

Central Bowling Academy Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois février 1958, constituant en corporation: Milton L. Klein, avocat, Arthur D. Ruby, Lewis J. Manolson, comptables agréés, et Iown Lanteigne, sténographe, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des salles de quilles, restaurants et comptoirs lunch, sous le nom de "Central Bowling Academy Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois février 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295 P. FRENETTE.

(A.G. 10391-58)

Central Bowling Academy Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of February, 1958, incorporating: Milton L. Klein, advocate, Arthur D. Ruby, Lewis J. Manolson, chartered accountants, and Iown Lanteigne, stenographer, all of Montreal, for the following purposes:

To operate bowling alleys, snack bars and restaurants, under the name of "Central Bowling Academy Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of February, 1958.

P. FRENETTE,
47295-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10335-58)

Concord Mills Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente janvier 1958, constituant en corporation: Issie Schawl, gérant, Arthur Ofer, contremaître, tous deux de Montréal et Irwing Finkelberg, étudiant en droit, d'Outremont, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de manufacturiers, marchands et distributeurs de houppes, houppes taillées et/ou chenille, cotonnades, soieries, lainages, rayons, fils et toutes sortes de vêtements, sous le nom de "Concord Mills Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune et 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

(A.G. 10335-58)

Concord Mills Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January, 1958, incorporating: Issie Schawl, manager, Arthur Ofer, foreman, both of Montreal, and Irwing Finkelberg, law-student, of Outremont, for the following purposes:

To carry on trade and business as manufacturers, dealers and distributors of tufting, clipped tufting and/or chenille, cotton goods, silks, woollens, rayons, yarns and all kinds of wearing apparel, under the name of "Concord Mills Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 150 common shares of \$100 each and into 250 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à 5790 rue Darlington, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente janvier 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295 P. FRENETTE.

(P.G. 10019-58)

Cromwell Holding Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois février 1958, constituant en corporation: Jack Greenstein, avocat, de la ville de Côte St-Luc, Lillian Lazare, Jeannette Mol et Harriet Jeshion, toutes trois secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, de construction, d'amélioration et de placements, sous le nom de "Cromwell Holding Corporation", avec un capital total de \$10,000, divisé en 150 actions ordinaires catégorie "A" d'une valeur au pair de \$10 chacune, 150 actions catégorie "B" d'une valeur au pair de \$10 chacune et 70 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois février 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295 P. FRENETTE.

(P.G. 10462-58)

Dependable Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept février 1958, constituant en corporation: Samuel Chait, avocat, John Hamilton, secrétaire, tous deux de Montréal et Harry L. Aronovitch, avocat, de la Ville de Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme entrepreneurs généraux et agents d'immeubles, sous le nom de "Dependable Construction Inc.", avec un capital total de \$30,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,700 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept février 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295 P. FRENETTE.

(P.G. 10242-58)

Eastern Townships Machine Works Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept février 1958, constituant en corporation: Gérard Lemieux, industriel, Madeleine Lemieux, ménagère, épouse séparée de biens dudit Gérard Lemieux, et Fernand Lemieux, mécanicien, tous de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'articles en fer, de machinerie, de pièces métalliques et de matériaux

The head office of the company will be at 5790 Darlington Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of January, 1958.

P. FRENETTE,
47295-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10019-58)

Cromwell Holding Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of February, 1958, incorporating: Jack Greenstein, advocate of the town of Côte St. Luc, Lillian Lazare, Jeannette Mol and Harriet Jeshion, all three secretaries, filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction, improvement and investment company, under the name of "Cromwell Holding Corporation", with a total capital stock of \$10,000, divided into 150 Class "A" common shares of a par value of \$10 each, 150 Class "B" shares of a par value of \$10 each and into 70 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of February, 1958.

P. FRENETTE,
47295-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10462-58)

Dependable Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1958, incorporating: Samuel Chait, advocate, John Hamilton, secretary, both of Montreal, and Harry L. Aronovitch, advocate, of the Town of Côte St. Luc, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and real estate agents, under the name of "Dependable Construction Inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 300 common shares of a par value of \$10 each and into 2,700 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of February, 1958.

P. FRENETTE,
47295-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10242-58)

Eastern Townships Machine Works Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1958, incorporating: Gérard Lemieux, industrialist, Madeleine Lemieux, housewife, wife separate as to property of the said Gérard Lemieux, and Fernand Lemieux, mechanic, all of Sherbrooke, for the following purposes:

To deal in iron ware, machinery, metallic parts and building materials, under the name of

de construction, sous le nom de "Eastern Townships Machine Works Ltd.", avec un capital total de \$60,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le sept février 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295-o P. FRENETTE.

"Eastern Townships Machine Works Ltd.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of February, 1958.

P. FRENETTE,
47295 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14145-57)

Entreprises Paul Brodeur Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze février 1958, constituant en corporation: Paul Brodeur, entrepreneur, Léonne Lépine, ménagère, épouse commune en biens dudit Paul Brodeur, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de St-Hyacinthe, et Marcel Rivard, comptable, de La Providence, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Entreprises Paul Brodeur Limitée", avec un capital total de \$50,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2305, rue Duverray, Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le douze février 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295-o P. FRENETTE.

(A.G. 14145-57)

Entreprises Paul Brodeur Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of February 1958, incorporating: Paul Brodeur, contractor, Léonne Lépine, housewife, wife common as to property of the said Paul Brodeur, and duly authorized by him for the purposes therein, both of St. Hyacinthe, and Marcel Rivard, accountant, of La Providence, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "Entreprises Paul Brodeur Limitée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 4,000 common shares of a par value of \$10 each and 100 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 2305 Duverray Street, Saint Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of February 1958.

P. FRENETTE,
47295 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10032-58)

Expert Candy Mfg. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize et un janvier 1958, constituant en corporation: Edward G. Tarrage, Gérard Hébert, avocats et Jeanette Desjarvins, sténographe, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et exercer le commerce de bonbons, chocolats, pâtisseries, biscuits, noix, maïs soufflé, confitures, et fruits secs, sous le nom de "Expert Candy Mfg. Ltd.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize et un janvier 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295 P. FRENETTE.

(A.G. 10032-58)

Expert Candy Mfg. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of January, 1958, incorporating: Edward G. Tarrage, Gérard Hébert, advocates, and Jeanette Desjarvins, stenographer, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in candy, chocolates, confectionery, biscuits, nuts, popcorn, jam and dry fruits, under the name of "Expert Candy Mfg. Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal North, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of January, 1958.

P. FRENETTE,
47295-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14280-57)

Garage Bellehumeur Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre février 1958, constituant en corporation: René Bédard, avocat, de Noranda, Roger Vincent, avocat, et Simone Séguin, secrétaire, fille majeure, tous deux de Rouyn, pour les objets suivants:

(A.G. 14280-57)

Garage Bellehumeur Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of February, 1958, incorporating: René Bédard, advocate, of Noranda, Roger Vincent, advocate, and Simone Séguin, secretary, spinster, both of Rouyn, for the following purposes:

Exercer l'industrie et le commerce d'automobiles et autres moyens de transport; faire affaires comme garagistes, sous le nom de "Garage Bellehumeur Ltée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 12,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune et en 8,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lorrainville, district judiciaire de Témiscamingue. — Daté du bureau du Procureur général, le quatre février 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295-o P. FRENETTE.

(P.G. 10332-58)

Gittleson Holdings Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente janvier 1958, constituant en corporation: Leonard Liverman, Julius Briskin, avocats, Jack Klineberg, notaire, Max Shrier, gérant, et Annie McNance, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de "Gittleson Holdings Incorporated", avec un capital total de \$498,740, divisé en 37 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, 37 actions, catégorie "A", d'une valeur au pair de \$10 chacune et 49,800 actions, catégorie "B", d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente janvier 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295 P. FRENETTE.

(P.G. 13977-57)

Glencairn Development Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois février 1958, constituant en corporation: William James McQuillan, George Norman Broderick, avocats et Elsie Chappell, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, de construction et d'amélioration, sous le nom de "Glencairn Development Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois février 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295 P. FRENETTE.

(P.G. 10219-58)

Graphic Finishers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois février 1958, constituant en corporation: Rywen Kon, marchand, Dora Kon, ménagère, épouse séparée de biens dudit Rywen Kon en

To carry on an industry and business dealing in automobiles and in other means of transportation; to carry on business as garage-keepers, under the name of "Garage Bellehumeur Ltée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 12,000 common shares of a par value of \$5 each and into 8,000 preferred shares of a par value of \$5 each.

The head office of the company will be at Lorrainville, judicial district of Temiscamingue. — Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of February, 1958.

P. FRENETTE,
47295 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10332-58)

Gittleson Holdings Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January, 1958, incorporating: Leonard Liverman, Julius Briskin, advocates, Jack Klineberg, notary, Max Shrier, manager, and Annie McNance, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Gittleson Holdings Incorporated", with a total capital stock of \$498,740, divided into 37 common shares of a par value of \$10 each, 37 class "A" shares of a par value of \$10 each and into 49,800 class "B" shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of January, 1958.

P. FRENETTE,
47295-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13977-57)

Glencairn Development Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of February, 1958, incorporating: William James McQuillan, George Norman Broderick, advocates, and Elsie Chappell, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Glencairn Development Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 preferred shares of a par value of \$100 each and into 100 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of February, 1958.

P. FRENETTE,
47295-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10219-58)

Graphic Finishers Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of February, 1958, incorporating: Rywen Kon, merchant, Dora Kon, housewife, wife separate as to property of the said Rywen Kon, in virtue

vertu des Lois de la République de Pologne, tous deux de Montréal, Harry Bernstein, marchand, et Rita G. Bernstein, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Harry Bernstein, tous deux de St-Laurent, pour les objets suivants:

Entreprendre le commerce qui consiste à acheter et vendre des produits de papier, la machinerie utilisée dans le métier de l'imprimerie et s'occuper de l'entreprise qui consiste à traiter et convertir le papier et faire le commerce de produits nécessaires à l'industrie de l'imprimerie, sous le nom de "Graphic Finishers Inc.", avec un capital total de \$45,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 957 rue Amherst, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois février 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295 P. FRENETTE.

(P.G. 14107-57)

Henri Jacob & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre février 1958, constituant en corporation: Maurice Tessier, avocat, Lucien Sasseville, greffier de la Cour de Magistrat, et Paula Marmen, député-protonotaire, fille majeure, tous de Rimouski, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de liqueurs douces, sous le nom de "Henri Jacob & Fils Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$50 chacune, 200 actions privilégiées classe "A" de \$50 chacune et en 200 actions privilégiées classe "B" de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre février 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295-o P. FRENETTE.

(P.G. 10331-58)

Homeland Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente janvier 1958, constituant en corporation: Arthur I. Bronstein, William I. Miller, avocats et Mildred Rosen, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains et de construction, sous le nom de "Homeland Construction Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dict judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente janvier 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295 P. FRENETTE.

(P.G. 13933-57)

Hôtel New Vendôme Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

of the laws of the Republic of Poland, both of Montreal, Harry Bernstein, merchant, and Rita G. Bernstein, housewife, wife contractually separate as to property of the said Harry Bernstein, both of St. Laurent, for the following purposes:

To engage in the business of buying and selling paper products, machinery used in the printing trade and to engage in the enterprise of processing and converting paper and printing products for the printing industry, under the name of "Graphic Finishers Inc.", with a total capital stock of \$45,000, divided into 250 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 957 Amherst Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of February, 1958.

P. FRENETTE,
47295-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14107-57)

Henri Jacob & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of February, 1958, incorporating: Maurice Tessier, advocate, Lucien Sasseville, clerk of the Magistrate's Court, and Paula Marmen, deputy-prothonotary, spinster, all of Rimouski, for the following purposes:

To carry on an industry and business dealing with soft drinks, under the name of "Henri Jacob & Fils Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$50 each, 200 preferred class "A" of \$50 each and into 200 preferred class "B" of \$50 each.

The head office of the company will be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of February, 1958.

P. FRENETTE,
47295 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10331-58)

Homeland Construction Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the thirtieth day of January, 1958, incorporating: Arthur I. Bronstein, William I. Miller, advocates, and Mildred Rosen, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land and construction company, under the name of "Homeland Construction Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of January, 1958.

P. FRENETTE,
47295-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13933-57)

Hôtel New Vendôme Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du cinq février 1958, constituant en corporation: Elie Courey, hôtelier, Jean Ann Hanna, épouse contractuellement séparée de biens dudit Elie Courey, et Christine Courey, épouse contractuellement séparée de biens de Yvan Brûlé, tous de Shawinigan, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, taverniers, aubergistes et restaurateurs, sous le nom de "Hôtel New Vendôme Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 800 actions communes de \$25 chacune et en 800 actions privilégiées de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Shawinigan, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq février 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295-o P. FRENETTE.

(P.G. 10417-58)

House of Originals Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre février 1958, constituant en corporation: Irwin Gliserman, Moe Ackman, avocats, Maurice Goll, comptable, et Doreen Weldon, secrétaire, fille majeure, usant de ses droits, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Confectionner et faire le commerce d'articles vestimentaires et accessoires pour dames, sous le nom de "House of Originals Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre février 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295 P. FRENETTE.

(P.G. 10342-58)

Industrial Cable and Tool Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un janvier 1958, constituant en corporation: Daniel Kingstone, avocat, Gloria Bell et Benita Smith, sténographes, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits, articles et marchandises, fabriqués en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits d'iceux, mercerie, produits alimentaires et de beauté, produits de la terre, de la mer et de la forêt, sous le nom de "Industrial Cable and Tool Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un janvier 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295 P. FRENETTE.

Province of Quebec, bearing date the fifth day of February 1958, incorporating: Elie Courey, hotel-keeper, Jean Ann Hanna, wife contractually separated as to property of the said Elie Courey, and Christine Courey, wife contractually separate as to property of Yvan Brûlé, all of Shawinigan, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keepers, tavern-keepers, inn-keepers and restaurant keepers, under the name of "Hôtel New Vendôme Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 800 common shares \$25 each and into 800 preferred shares of \$25 each.

The head office of the company will be at Shawinigan, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1958.

P. FRENETTE,
47295 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10417-58)

House of Originals Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of February, 1958, incorporating: Irwin Gliserman, Moe Ackman, advocates, Maurice Goll, accountant, and Doreen Weldon, secretary, fille majeure usant de ses droits, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in women's wearing apparel and accessories, under the name of "House of Originals Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of February, 1958.

P. FRENETTE,
47295-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10342-58)

Industrial Cable and Tool Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of January, 1958, incorporating: Daniel Kingstone, advocate, Gloria Bell and Benita Smith, stenographers, spinsters, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products of same; haberdashery, food and beauty products, land, sea and forest products, under the name of "Industrial Cable and Tool Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each and into 1,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of January, 1958.

P. FRENETTE,
47295-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10352-58)

Industrial Hardware Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente janvier 1958, constituant en corporation: L.-Bernard Lachapelle, marchand, Violette Giguère Lachapelle, ménagère, épouse séparée de biens dudit L.-Bernard Lachapelle, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Guy Lachapelle, marchand, et Dorila Roy, ménagère, épouse séparée de biens dudit Guy Lachapelle, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme quincailliers, sous le nom de "Industrial Hardware Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions communes de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 140, rue Bernar^l, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente janvier 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295-o P. FRENETTE.

(A.G. 10352-58)

Industrial Hardware Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January, 1958, incorporating: L.-Bernard Lachapelle, merchant, Violette Giguère Lachapelle, housewife, wife separate as to property of the said L.-Bernard Lachapelle, and duly authorized by him for these present purposes, Guy Lachapelle, merchant, and Dorila Roy, housewife, wife separate as to property of the said Guy Lachapelle, and duly authorized by him for these present purposes, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as hardware dealers, under the name of "Industrial Hardware Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 140, Bernard Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of January, 1958.

47295 P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10297-58)

I. Rubin & Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept janvier 1958, constituant en corporation: Israel Rubin, Hyman Rubin, marchands, Fanny Rubin, épouse séparée de biens dudit Israel Rubin, Max Rubin, gérant, Irving Rubin, commis, Philip Rosen, comptable, Laura Frishling, secrétaire, fille majeure, et usant de ses droits, et Philip S. Garonce, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands de vêtements, tailleurs, drapiers, bonnetiers, modistes, costumiers et fourreurs, sous le nom de "I. Rubin & Company", avec un capital total de \$80,000, divisé en 2,400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 5,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept janvier 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295 P. FRENETTE.

(A.G. 10297-58)

I. Rubin & Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of January, 1958, incorporating: Israel Rubin, Hyman Rubin, merchants, Fanny Rubin, wife separate as to property of the said Israel Rubin, Max Rubin, manager, Irving Rubin, clerk, Philip Rosen, accountant, Laura Frishling, secretary, fille majeure et usant de ses droits, and Philip S. Garonce, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as clothiers, tailors, drapers, hosiers, milliners, costumiers and furriers, under the name of "I. Rubin & Company", with a total capital stock of \$80,000, divided into 2,400 common shares of a par value of \$10 each and into 5,600 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of January 1958.

47295-o P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14236-57)

Jean-Roch Gariépy Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze février 1958, constituant en corporation: Jean-Roch Gariépy, entrepreneur, Antonia Morand, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean-Roch Gariépy, tous deux de Montréal, et Roger Pigeon, avocat, de Pointe-aux-Trembles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et comme agents d'immeubles, sous le nom de "Jean-Roch Gariépy Inc.",

(A.G. 14236-57)

Jean-Roch Gariépy Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of February 1958, incorporating: Jean Roch Gariépy, contractor, Antonia Morand, housewife, wife separate as to property of the said Jean Roch Gariépy, both of Montreal, and Roger Pigeon, advocate, of Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and real estate agents, under the name of "Jean-Roch Gariépy Inc.", with a total

avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze février 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295-o P. FRENETTE.

(P.G. 14174-57)

J. Élie Gagnon Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre février 1958, constituant en corporation: J.-Élie Gagnon, commerçant, Irénée Gagnon, commis, et Bertrand Gagnon, avocat, tous de Dolbeau, pour les objets suivants:

Sujet aux dispositions de la Loi des liqueurs alcooliques, chapitre 255 S.R.Q., 1941, exercer, dans les limites de la province, le commerce d'agent distribuer pour le compte d'une brasserie, sous le nom de "J. Élie Gagnon Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions communes de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dolbeau, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre février 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295-o P. FRENETTE.

(P.G. 14009-57)

Joseph Couture Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq février 1958, constituant en corporation: Joseph Couture, entrepreneur-plombier, Gemma Côté, ménagère, épouse dudit Joseph Couture, mariée sous le régime de la séparation de biens, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Léonce Côté, avocat et conseil en loi de la Reine, tous de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme plombiers et couvreurs; exercer l'industrie et le commerce d'appareils électriques, sous le nom de "Joseph Couture Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1530, rue Cabana, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq février 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295-o P. FRENETTE.

(P.G. 10157-58)

Kislev Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept janvier 1958, constituant en corporation: Icko Hertz, imprimeur, Elka Edelstein, ménagère, épouse séparée de biens de Joseph Edelstein, Pynchas Greenbaum, opérateur,

capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of February 1958.

P. FRENETTE,
47295 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14174-57)

J. Élie Gagnon Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of February, 1958, incorporating: J.-Élie Gagnon, merchant, Irénée Gagnon, clerk, and Bertrand Gagnon, advocate, all of Dolbeau, for the following purposes:

Subject to the provisions of the Alcoholic Liquor Act, chapter 255, R.S.Q., 1941, within the limits of the Province of Quebec, carry on the business of distributing agent for a brewery, under the name of "J. Élie Gagnon Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Dolbeau, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of February, 1958.

P. FRENETTE,
47295 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14009-57)

Joseph Couture Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1958, incorporating: Joseph Couture, master plumber, Gemma Côté, housewife, wife of said Joseph Couture, married under the regime of separation as to property, and duly authorized by him for the purposes therein, and Léonce Côté, advocate and Queen's Counsel, all of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as plumbers and roofers; carry on the trade and business of electrical apparatus, under the name of "Joseph Couture Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1530 Cabana Street, Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1958.

P. FRENETTE,
47295 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10157-58)

Kislev Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of January, 1958, incorporating: Icko Hertz, printer, Elka Edelstein, housewife, wife separate as to property of Joseph Edelstein, Pynchas Greenbaum, operator, and Moszek

et Moszek Rosenfeld, charpentier, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, construction et développements, sous le nom de "Kislev Investment Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept janvier 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295 P. FRENETTE.

(P.G. 10318-58)

Laminex Products Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier février 1958, constituant en corporation: Charles Douglas Johnston, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Jean Leahy, Edward Anthony Price, avocats, et Denise Angers, secrétaire, fille majeure, tous de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme soudeurs, machinistes, fondeurs, électriciens, travailleurs du bois, métal et plastique et aussi comme entrepreneurs généraux, sous le nom de "Laminex Products Limited", avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 800 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier février 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295 P. FRENETTE.

(P.G. 14267-57)

L'Association Forestière de la Rive Sud Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre février 1958, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Charles Gagnon, commerçant, de Québec, J.-Rosaire Pelletier, agronome, de Ste-Anne-de-la-Pocatière, Edgar Beaulieu, gérant, employé du Ministère des Terres et Forêts, de Rivière-du-Loup, Hervé Lizotte, de Notre-Dame-du-Lac, et Paul-Henri Côté, de Cabano, tous deux ingénieurs-forestiers, pour les objets suivants:

Groupier en association les personnes intéressées à la protection et à la conservation des ressources naturelles, et particulièrement de la forêt, de la faune et du gibier, sous le nom de "L'Association Forestière de la Rive Sud Incorporée".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre février 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295-o P. FRENETTE.

Rosenfeld, carpenter, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Kislev Investment Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and into 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of January, 1958.

P. FRENETTE,
47295-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10318-58)

Laminex Products Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of February, 1958, incorporating: Charles Douglas Johnston, advocate and Queen's Counsel, Jean Leahy, Edward Anthony Price, advocates, and Denise Angers, secretary, spinster, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as welders, machinists, foundrymen, electricians, workers in wood, metal and plastics and as general contractors, under the name of "Laminex Products Limited", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 800 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of February, 1958.

P. FRENETTE,
47295-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14267-57)

L'Association Forestière de la Rive Sud Incorporée

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of February, 1958, to incorporate as a corporation without share capital: Jean-Charles Gagnon, merchant of Quebec, J.-Rosaire Pelletier, agronomist, of Ste. Anne-de-la-Pocatière, Edgar Beaulieu, manager, employee of the Department of Lands and Forests, of Rivière-du-Loup, Hervé Lizotte, of Notre-Dame-du-Lac, and Paul-Henri Côté, of Cabano, both forest engineers, for the following purposes: *

To group into an association those persons who are interested in the protection and conservation of natural resources, more particularly in the forest, fauna and game, under the name of "L'Association Forestière de la Rive Sud Incorporée".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of February, 1958.

P. FRENETTE,
47295 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14234-57)

Les Entreprises Nanco Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente janvier 1958, constituant en corporation: Henri-Paul Lemay, de Montréal, Paul-Edouard Ross, de Verdun, tous deux avocats, et Ghislaine Gagné, secrétaire, fille majeure, de Laval-des-Rapides, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction; exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Les Entreprises Nanco Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 390 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 601, Côte Vertu, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente janvier 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295-o P. FRENETTE.

(A.G. 14234-57)

Les Entreprises Nanco Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January, 1958, incorporating: Henri-Paul Lemay, of Montreal, Paul-Edouard Ross, of Verdun, both advocates, and Ghislaine Gagné, secretary, spinster, of Laval-des-Rapides, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors; to operate an investment company, under the name of "Les Entreprises Nanco Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and into 390 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 601, Côte Vertu, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of January, 1958.

P. FRENETTE,
47295 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10230-58)

Les Entreprises Portneuf Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six février 1958, constituant en corporation: Lucien Houde, Louis-Philippe Trottier, industriels, René Trottier, entrepreneur, et Roland Bertrand, comptable, tous de Grondines, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Les Entreprises Portneuf Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Grondines, comté de Portneuf, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le six février 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295-o P. FRENETTE.

(A.G. 10230-58)

Les Entreprises Portneuf Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of February 1958, incorporating: Lucien Houde, Louis Philippe Trottier, industrialists, René Trottier, contractors, and Roland Bertrand, accountant, all of Grondines, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "Les Entreprises Portneuf Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Grondines, county of Portneuf, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of February 1958.

P. FRENETTE,
47295 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12792-57)

Les Publications Interprovinciales Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix février 1958, constituant en corporation: Paul-Emile Ally, avocat, Léon Grondin, médecin, et Claude Hamelin, secrétaire, tous de Sorel, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs et publicistes, sous le nom de "Les Publications Interprovinciales Inc.", avec un capital total de \$150,000, divisé en 2,500 actions communes de \$10 chacune, 11,000 actions privilégiées classe "A" de \$10 chacune et en 1,500 actions privilégiées classe "B" de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 53, rue Georges, Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le dix février 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295-o P. FRENETTE.

(A.G. 12792-52)

Les Publications Interprovinciales Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of February 1958, incorporating: Paul-Emile Ally, advocate, Léon Grondin, physician, and Claude Hamelin, secretary, all of Sorel, for the following purposes:

To carry on business as printers and publicists, under the name of "Les Publications Interprovinciales Inc.", with a capital total of \$150,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each, 11,000 preferred shares Class "A" of \$10 each and 1,500 preferred shares Class "B" of \$10 each.

The head office of the company will be at 53 George Street, Sorel, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of February 1958.

P. FRENETTE,
47295 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10330-58)

Man-Rose Sportswear Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente janvier 1958, constituant en corporation: Leonard Liverman, Julius Briskin, avocats, Jack Klineberg, notaire, et Max Shrier, administrateur, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Confectionner et faire le commerce d'articles vestimentaires et textiles, sous le nom de "Man-Rose Sportswear Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente janvier 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295 P. FRENETTE.

(A.G. 10330-58)

Man-Rose Sportswear Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January, 1958, incorporating: Leonard Liverman, Julius Briskin, advocates, Jack Klineberg, notary, and Max Shrier, executive, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel and textiles, under the name of "Man-Rose Sportswear Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and into 100 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of January, 1958.

P. FRENETTE,
47295-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10433-58)

Metropolitan Drive Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq février 1958, constituant en corporation: Samuel Leon Mendelsohn, Conseil en Loi de la Reine, de Westmount, Leo Rosentzweig, de Montréal, et Manuel Shacter, de Dorval, tous avocats, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Metropolitan Drive Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 8,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq février 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295 P. FRENETTE.

(A.G. 10433-58)

Metropolitan Drive Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1958, incorporating: Samuel Leon Mendelsohn, Queen's Counsel, of Westmount, Leo Rosentzweig, of Montreal, and Manuel Shacter, of Dorval, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Metropolitan Drive Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 8,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1958.

P. FRENETTE,
47295-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14160-57)

Meubles Bellehumeur (Val d'Or) Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre février 1958, constituant en corporation: Jacques Bellehumeur, de Senneterre, Wilfrid Duguay et Léo Bélisle, de Val-d'Or, tous marchands, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles et de nouveautés, sous le nom de "Meubles Bellehumeur (Val d'Or) Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val-d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre février 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295-o P. FRENETTE.

(A.G. 14160-57)

Meubles Bellehumeur (Val d'Or) Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of February, 1958, incorporating: Jacques Bellehumeur, de Senneterre, Wilfrid Duguay and Léo Bélisle, of Val d'Or, all merchants, for the following purposes:

To carry on a business dealing in furniture and novelties under the name of "Meubles Bellehumeur (Val d'Or) Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of February, 1958.

P. FRENETTE,
47295 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10308-58)

Mobro Corporation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 10308-58)

Mobro Corporation Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf janvier 1958, constituant en corporation: Alan G. Gold, Sidney Cutler, de Montréal, et Murray Lapin, de la ville de Hampstead, tous avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de produits, articles ou marchandises fabriquées en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits d'iceux, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, livres et revues, travaux artistiques, produits chimiques et de beauté, produits de la terre, de la mer et de la forêt et aussi transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Mobro Corporation Ltd.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf janvier 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295 P. FRENETTE.

(P.G. 10026-58)

Newman's Tool Agency Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept février 1958, constituant en corporation: Allan Marcus, David Kirshenblatt, de Montréal, et Abel Selick, de Ville Mont-Toyal, tous avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de machinerie, moteurs, outils, instruments, ferronnerie, quincaillerie et bijouterie, sous le nom de "Newman's Tool Agency Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept février 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295 P. FRENETTE.

(P.G. 10394-58)

New Way Restaurant Equipment and Store Fixtures Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un janvier 1958, constituant en corporation: Fernand Guertin, d'Outremont, Claude Beauchemin, de Westmount, tous deux avocats, et Germaine Audet, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'ameublements; faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "New Way Restaurant Equipment and Store Fixtures Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un janvier 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295-o P. FRENETTE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of January, 1958, incorporating: Alan B. Gold, Sidney Cutler, of Montreal, and Murray Lapin, of the town of Hampstead, all advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in products, articles and merchandise made, in whole or in part of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, works of art, chemical and beauty products, land, sea and forest products; to carry on the business of an investment company, under the name of "Mobro Corporation Ltd.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of January, 1958.

P. FRENETTE,
47295 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10026-58)

Newman's Tool Agency Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1958, incorporating: Allan Marcus, David Kirshenblatt, of Montreal, and Abel Selick, of the town of Mount Royal, all advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in machinery, engines, tools, implements, hardware, kitchenware and jewellery, under the name of "Newman's Tool Agency Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of February, 1958.

P. FRENETTE,
47295-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10394-58)

New Way Restaurant Equipment and Store Fixtures Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of January, 1958, incorporating: Fernand Guertin, of Outremont, Claude Beauchemin, of Westmount, both advocates, and Germaine Audet, secretary, spinster, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in furniture; carry on business as general building contractors, under the name of "New Way Restaurant Equipment and Store Fixtures Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of January, 1958.

P. FRENETTE,
47295 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10338-58)

Olympia Realties Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente janvier 1958, constituant en corporation: Zoltan Balogh, Rostyslaw Zerebesky, de Montréal, et Jean Sylka, d'Outremont, tous agents d'immeubles, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme agents d'immeubles et entrepreneurs généraux, sous le nom de "Olympia Realties Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$50 chacune et 600 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5215 Avenue du Parc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente janvier 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295 P. FRENETTE.

(A.G. 10338-58)

Olympia Realties Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January, 1958, incorporating: Zoltan Balogh, Rostyslaw Zerebesky, of Montreal, and Jean Sylka, of Outremont, all Real Estate Agents, for the following purposes:

To carry on business as real estate agents and general contractors, under the name of "Olympia Realties Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$50 each and into 600 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company will be at 5215 Park Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of January, 1958.

P. FRENETTE,
47295-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10350-58)

Oslind Properties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois février 1958, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de Westmount, Theodore H. Shapiro, avocat, Jean McFarlane, teneuse de livres, et Leah Engel, secrétaire, toutes deux filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Oslind Properties Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois février 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295 P. FRENETTE.

(A.G. 10350-58)

Oslind Properties Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of February, 1958, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Theodore H. Shapiro, advocate, Jean McFarlane, bookkeeper, and Leah Engel, secretary, both spinsters of the full age of majority, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Oslind Properties Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of February, 1958.

P. FRENETTE,
47295-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10034-58)

Overhead Door Company of Quebec Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq février 1958, constituant en corporation: Duncan Kenneth MacTavish, du village de Rockliffe Park, Gordon Fripp Henderson, d'Ottawa, tous deux Conseils en Loi de la Reine, et Ronald Charles Merriam, avocat, d'Ottawa, tous de la province d'Ontario, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de portes montantes sous le nom de "Overhead Door Company of Quebec Limited", avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq février 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295 P. FRENETTE.

(A.G. 10034-58)

Overhead Door Company of Quebec Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1958, incorporating: Duncan Kenneth MacTavish, of the village of Rockliffe Park, Gordon Fripp Henderson, of Ottawa, both Queen's Counsel, and Ronald Charles Merriam, solicitor, of Ottawa, all of the Province of Ontario, for the following purposes:

To manufacture and deal in upward acting doors, under the name of "Overhead Door Company of Quebec Limited", with a total capital stock of \$5,000, divided into 5,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1958.

P. FRENETTE,
47295-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10398-58)

P. Bellerose Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre février 1958, constituant en corporation: Rose-Aimée Poudrette, sténographe, de Boucherville, Hélène Tessier, comptable, et Isabelle Lemay, sténographe, toutes deux de Montréal, toutes célibataires majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme tanneurs; exercer l'industrie et le commerce de chaussures et d'articles de cuir, sous le nom de "P. Bellerose Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 250 actions communes d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 750 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre février 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295-o P. FRENETTE.

(A.G. 10398-58)

P. Bellerose Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Provincial of Quebec, bearing date the fourth day of February, 1958, incorporating: Rose Aimée Poudrette, stenographer, of Boucherville, Hélène Tessier, accountant, and Isabelle Lemay, stenographer, both of Montreal, all unmarried, of full age of majority, for the following purposes:

To carry on business as tanners; carry on the trade of and deal in footwear and leather goods, under the name of "P. Bellerose Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 250 common shares of a par value of \$100 each and 750 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of February, 1958.

P. FRENETTE,
47295 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10296-58)

Phaeton Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit janvier 1958, constituant en corporation: Avram H. Garmaise, comptable, Bernard H. Litwack, étudiant, et Max Garmaise, notaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Phaeton Realities Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit janvier 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295 P. FRENETTE.

(A.G. 10296-58)

Phaeton Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of January, 1958, incorporating: Avram H. Garmaise, accountant, Bernard H. Litwack, student, and Max Garmaise, notary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Phaeton Realities Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of January, 1958.

P. FRENETTE,
47295-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10341-58)

Pinegrove Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six février 1958, constituant en corporation: Daniel Kingstone, avocat, Gloria Bell et Benita Smith, sténographes, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de développement, sous le nom de "Pinegrove Development Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six février 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295 P. FRENETTE.

(A.G. 10341-58)

Pinegrove Development Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of February, 1958, incorporating: Daniel Kingstone, advocate, Gloria Bell and Benita Smith, stenographers, spinsters, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and development company, under the name of "Pinegrove Development Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each and into 1,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of February, 1958.

P. FRENETTE,
47295-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10266-58)

Pont Viau Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un janvier 1958, constituant en corporation: Abraham Shuster, Bernard Diamond, avocats, de Montréal, et Irving Finkelberg, étudiant en droit, d'Outremont, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux, agents d'immeubles et courtiers d'assurances, sous le nom de "Pont Viau Realities Inc.", avec un capital actions, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un janvier 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295 P. FRENETTE.

(A.G. 10266-58)

Pont Viau Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of January, 1958, incorporating: Abraham Shuster, Bernard Diamond, advocates, of Montreal, and Irving Finkelberg, law-student, of Outremont, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, realty agents and insurance brokers, under the name of "Pont Viau Realities Inc.", with a capital stock divided into 500 common shares of a par value of \$10 each and into 3,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of January, 1958.

P. FRENETTE,
47295-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10307-58)

Port Service Equipment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf janvier 1958, constituant en corporation: Milton L. Klein, avocat, Arthur D. Ruby, comptable, et Iown Lanteigne, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de rebuts, ferraille, déchets, articles de seconde main, automobiles et camions; et ceux de garagistes et entrepreneurs généraux, sous le nom de "Port Service Equipment Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf janvier 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295 P. FRENETTE.

(A.G. 10307-58)

Port Service Equipment Inc.

Notice is hereby given that under Part II of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of January, 1958, incorporating: Milton L. Klein, advocate, Arthur D. Ruby, accountant, and Iown Lanteigne, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in scrap, scrap metal, junk, second-hand articles, automobiles and trucks; to carry on business as garage keepers and general contractors, under the name of "Port Service Equipment Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of January, 1958.

P. FRENETTE,
47295-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10389-58)

Printex Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois février 1958, constituant en corporation: Roman Abraham Stieglitz, manufacturier, Alan B. Gold, avocat, tous deux de Montréal et Murray Lapin, avocat, de la ville de Hampstead, pour les objets suivants:

Fabriquer et exercer le commerce de tissus et produits textiles, sous le nom de "Printex Company", avec un capital total de \$75,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune et 70,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5740 Boulevard Décarie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois février 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295 P. FRENETTE.

(A.G. 10389-58)

Printex Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of February, 1958, incorporating: Roman Abraham Stieglitz, manufacturer, Alan B. Gold, advocate, both of Montreal, and Murray Lapin, advocate, of the town of Hampstead, for the following purposes:

To manufacture and deal in fabrics and fabric products, under the name of "Printex Company", with a total capital stock of \$75,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$5 each and into 70,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 5740 Decarie Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of February, 1958.

P. FRENETTE,
47295-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10295-58)

Proval Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit janvier 1958, constituant en corporation: Avram H. Garmaise, comptable, Bernard H. Litwack, étudiant, et Max Garmaise, notaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, et de construction, sous le nom de "Proval Realities Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit janvier 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295 P. FRENETTE.

(A.G. 10295-58)

Proval Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of January, 1958, incorporating: Avram H. Garmaise, accountant, Bernard H. Litwack, student, and Max Garmaise, notary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Proval Realities Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of January, 1958.

P. FRENETTE,
47295-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10299-58)

Rosebun Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit janvier 1958, constituant en corporation: Joseph Samuel Caplan, avocat, de Montréal, Roberta Millicent Ickman, étudiante, fille majeure, et Rose Center Ickman, ménagère, épouse commune en biens de Edward Ickman et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de la ville de Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de "Rosebun Investment Corp.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit janvier 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295 P. FRENETTE.

(A.G. 10299-58)

Rosebun Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of January, 1958, incorporating: Joseph Samuel Caplan, advocate, of Montreal, Roberta Millicent Ickman, student, spinster and using of their rights, and Rose Center Ickman, housewife, wife common as to property of Edward Ickman and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of the town of Cote St. Luc, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Rosebun Investment Corp.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of January, 1958.

P. FRENETTE,
47295-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10253-58)

Saxonia Realty Services Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois janvier 1958, constituant en corporation: Jerry Convoy, marchand, Lillian Lazare, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, et Jack Greenstein, avocat, de la ville de Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à procurer un service de renseignements sur propriétés immobilières, agir comme agents d'immeubles, courtiers et courtiers d'assurances, sous le nom de "Saxonia Realty Services Inc.", avec un capital total de \$6,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 30 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois janvier 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295 P. FRENETTE.

(A.G. 10253-58)

Saxonia Realty Services Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of January, 1958, incorporating: Jerry Convoy, merchant, Lillian Lazare, secretary, spinster of the full age of majority, both of Montreal, and Jack Greenstein, advocate, of the town of Cote St. Luc, for the following purposes:

To carry on the business of real estate services, real estate agents, brokers and insurance brokers, under the name of "Saxonia Realty Services Inc.", with a total capital stock of \$6,000, divided into 300 common shares of a par value of \$10 each and into 30 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of January, 1958.

P. FRENETTE,
47295-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10386-58)

Shafter Bros. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois février 1958, constituant en corporation: Charles Shafter, marchand, Hyman Steinberg, vendeur, tous deux de Montréal, et Saul Lehrer, vendeur, d'Outremont, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de meubles, fournitures de maison, nécessités pour le ménage, appareils de radio, réfrigérateurs, accessoires électriques, machinerie, quincaillerie, peintures, métaux et ferraille, vernis teintures et substances chimiques, sous le nom de "Shafter Bros. Ltd.", avec un capital total de \$250,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois février 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295 P. FRENETTE.

(A.G. 10386-58)

Shafter Bros. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the the third day of February, 1958, incorporating: Charles Shafter, merchant, Hyman Steinberg, salesman, both of Montreal, and Saul Lehrer, salesman, of Outremont, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture, house furnishings, household requisites, radios, refrigerators, electrical appliances, machinery, hardware, paints, metals and scrap metals, varnishes, dyes and chemicals, under the name of "Shafter Bros. Ltd.", with a total capital stock of \$250,000, divided into 5,000 common shares of \$10 each and into 20,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of February, 1958.

P. FRENETTE,
47295-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10395-58)

Sivan Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois février 1958, constituant en corporation: Benny Frochter, nettoyeur, Elka Edelstein, ménagère, épouse séparée de biens de Joseph Edelstein, et Lipman Rafj, vendeur, tous de Montréal, pour les objets suivants:

• Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Sivan Investment Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois février 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295 P. FRENETTE.

(A.G. 10395-58)

Sivan Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of February, 1958, incorporating: Benny Frochter, cleaner, Elka Edelstein, housewife, wife separate as to property of Joseph Edelstein, and Lipman Rafj, salesman, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Sivan Investment Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and into 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of February, 1958.

P. FRENETTE,
47295-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10392-58)

Steel Mart Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois février 1958, constituant en corporation: Milton L. Klein, avocat, Arthur D. Ruby, comptable agréé, et Iown Lanteigne, sténographe, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de rebuts, ferraille, déchets, articles de seconde-main, automobiles et matériaux de construction; et ceux de garagistes et entrepreneurs généraux, sous le nom de "Steel Mart Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois février 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295 P. FRENETTE.

(A.G. 10392-58)

Steel Mart Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of February, 1958, incorporating: Milton L. Klein, advocate, Arthur D. Ruby, chartered accountant, and Iown Lanteigne, stenographer, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in scrap, scrap metal, junk, second-hand articles, automobiles and building materials; to carry on business as garage keepers and general contractors, under the name of "Steel Mart Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of February, 1958.

P. FRENETTE,
47295-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10365-58)

Steve Transport Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six février 1958, constituant en corporation: Allan Mareus, David Kirshenblatt, de Montréal et Abel Selick, de Ville Mont-Royal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du transport de passagers et marchandises; faire le commerce de fruits, légumes et aliments, sous le nom de "Steve Transport Co. Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six février 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295 P. FRENETTE.

(A.G. 10365-58)

Steve Transport Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of February, 1958, incorporating: Allan Marcus, David Kirshenblatt, of Montreal, and Abel Selick, of the town of Mount Royal, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of transporting passengers and goods; to deal in fruits, vegetables and foodstuffs, under the name of "Steve Transport Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of February, 1958.

P. FRENETTE,
47295-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10329-58)

St. James Development Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente janvier 1958, constituant en corporation: Louis Tannenbaum, Daniel Lazare et John Liberman, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, et de construction, sous le nom de "St. James Development Co. Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$1 chacune et 1,990 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 265 ouest, rue Craig, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente janvier 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295 P. FRENETTE.

(A.G. 10329-58)

St. James Development Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January, 1958, incorporating: Louis Tannenbaum, Daniel Lazare and John Liberman, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "St. James Development Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 100 common shares of \$1 each and into 1,990 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 265 Craig Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of January, 1958.

P. FRENETTE,
47295-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10396-58)

Teveth Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente janvier 1958, constituant en corporation: Icko Hertz, imprimeur, Elka Edelstein, ménagère, épouse séparée de biens de Joseph Edelstein, Benny Frochter, nettoyeur, et Moszek Rosenfeld, charpentier, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Teveth Investment Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente janvier 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295 P. FRENETTE.

(A.G. 10396-58)

Teveth Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January, 1958, incorporating: Icko Hertz, printer, Elka Edelstein, housewife, wife separate as to property of Joseph Edelstein, Benny Frochter, cleaner, and Moszek Rosenfeld, carpenter, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Teveth Investment Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and into 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of January, 1958.

P. FRENETTE,
47295-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10387-58)

The Jamieson Paint and Chemical Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois février 1958, constituant en corporation: Walter B. Jamieson, Brodie Jamieson, de Montréal et Jack Wiener, de St-Laurent, tous marchands, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à miner, fondre et fabriquer du plomb et autres métaux et plomb corrosif; fabriquer et faire le commerce de peintures, couleurs, produits chimiques, vernis, huiles accessoires et matériaux de peintres et décorateurs, sous le nom de "The Jamieson Paint and Chemical Corp.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois février 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295 P. FRENETTE.

(A.G. 10387-58)

The Jamieson Paint and Chemical Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of February, 1958, incorporating: Walter B. Jamieson, Brodie Jamieson, of Montreal, and Jack Wiener, of St. Laurent, all merchants, for the following purposes:

To deal in mining, smelting and manufacturing of lead and other metals and corroding lead; to manufacture and deal in paints, colours, chemicals, varnishes, oils and painters' and decorators' supplies and materials, under the name of "The Jamieson Paint and Chemical Corp.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and into 400 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of February, 1958.

P. FRENETTE,
47295-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10441-58)

Trans-Continental Steel Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq février 1958, constituant en corporation: Gilles Cossette, avocat, Pauline Laplante, secrétaire, fille majeure, tous deux d'Outremont, Marcel Deschamps, financier, de Roxboro, et Richard Gauthier, comptable, de Laval-des-Rapides, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction; exercer l'industrie et le commerce du fer, de l'acier, de la fonte et de leurs produits ou sous-produits, sous le nom de "Trans-Continental Steel Corp.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 25,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 170, rue Dorchester, est, suite 120, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq février 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295-o P. FRENETTE.

(A.G. 10441-58)

Trans-Continental Steel Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1958, incorporating: Gilles Cossette, advocate, Pauline Laplante, secretary, spinster, both of Outremont, Marcel Deschamps, financier, of Roxboro, and Richard Gauthier, accountant, of Laval-des-Rapides, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors; to carry on the industry and business dealing in iron, steel, cast iron and in their products or by-products, under the name of "Trans-Continental Steel Corp.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 25,000 common shares of a par value of \$1 each and into 5,000 preferred shares of a par value of \$5 each.

The head office of the company will be at 170 Dorchester St. East, suite 120, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1958.

P. FRENETTE,
47295 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14264-57)

Triangle Development Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un janvier 1958, constituant en corporation: Pierre Lauzon, Jacques Rousseau, de Montréal, et Claude Goulet, de Ville Mont-Royal, tous comptables, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, construction et développement, sous le nom de "Triangle Development Corporation", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 8255 boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 14264-57)

Triangle Development Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of January, 1958, incorporating: Pierre Lauzon, Jacques Rousseau, of Montreal, and Claude Goulet, of the town of Mount Royal, all accountants, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and development company, under the name of "Triangle Development Corporation", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 8255 St. Lawrence Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un janvier 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295 P. FRENETTE.

(P.G. 10390-58)

Vildex Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois février 1958, constituant en corporation: Milton L. Klein, avocat, Arthur D. Ruby, comptable agréé, et Iown Lanteigne, sténographe, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Vildex Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois février 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295 P. FRENETTE.

(P.G. 10357-58)

Windsor Shoe Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un janvier 1958, constituant en corporation: Herman Edelstein, Leonard Herman et Herbert H. Silver, tous manufacturiers de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de chaussures et vêtements, sous le nom de "Windsor Shoe Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un janvier 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295 P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of January, 1958.

P. FRENETTE,
47295-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10390-58)

Vildex Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of February, 1958, incorporating: Milton L. Klein, advocate, Arthur D. Ruby, chartered accountant, and Iown Lanteigne, stenographer, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Vildex Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of February, 1958.

P. FRENETTE,
47295-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10357-58)

Windsor Shoe Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of January, 1958, incorporating: Herman Edelstein, Leonard Herman and Herbert H. Silver, all manufacturers, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in footwear and clothing, under the name of "Windsor Shoe Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of January, 1958.

P. FRENETTE,
47295-o Acting Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 12606-57)

**L. G. Beaubien Cie
L. G. Beaubien Co.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du seize janvier 1958, à la compagnie "L. G. Beaubien Cie — L. G. Beaubien Co.", modifiant les dispositions de ses lettres patentes de constitution en corporation en ce qui concerne, notamment, les conditions et privilèges se rapportant aux actions.

Daté du bureau du Procureur général, le seize janvier 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295-o P. FRENETTE.

Supplementary Letters Patent

(A.G. 12606-57)

**L. G. Beaubien Cie
L. G. Beaubien Co.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the sixteenth day of January 1958, to the company "L. G. Beaubien Cie — L. G. Beaubien Co.", modifying the provisions of its letters patent respecting among other things, the conditions and privileges pertaining to the company's shares.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of January 1958.

P. FRENETTE,
47295 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12764-57)

Maison L. G. Beaubien Incorporé

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du seize janvier 1958, à la "Maison L. G. Beaubien Incorporée", augmentant son capital: le capital-actions additionnel étant divisé en 5,000 actions privilégiées de \$100 chacune, et le montant avec lequel ladite compagnie continuera ses opérations étant fixé à non moins de \$70,000.

Daté du bureau du Procureur général, le seize janvier 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295-o P. FRENETTE.

(A.G. 12764-57)

Maison L. G. Beaubien Incorporé

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the sixteenth day of January 1958, to "Maison L. G. Beaubien Incorporée", increasing the company's capital stock: the additional share capital being divided into 5,000 preferred shares of \$100 each, and the amount with which the said company shall continue its operations being fixed at not less than \$70,000.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of January 1958.

P. FRENETTE,
47295 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13856-57)

Société de Placements Renault Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente et un décembre 1957, à la compagnie "Société de Placements Renault Ltée", 1° subdivisant ses 250 actions privilégiées, Classe "A", de \$100 chacune en 2,500 actions privilégiées, Classe "A", de \$10 chacune; 2° subdivisant et convertissant ses 990 actions privilégiées, Classe "B", de \$100 chacune en 9,900 actions privilégiées, Classe "B", de \$10 chacune; 3° convertissant 2,500 desdites actions privilégiées de Classe "B" de \$10 chacune en 2,500 actions de la Classe "A" de \$10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295-o P. FRENETTE.

(A.G. 13856-57)

Société de Placements Renault Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated December thirty-one, 1957, to the company "Société de Placements Renault Ltée", 1. subdividing its 250 preferred shares, Class "A", of \$100 each into 2,500 preferred shares, Class "A", of \$10 each; 2. subdividing and converting its 990 preferred shares, Class "B", of \$100 each into 9,900 preferred shares, Class "B", of \$10 each; 3. converting 2,500 of the said preferred shares of Class "B" of \$10 each into 2,500 shares of Class "A" of \$10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of December, 1957.

P. FRENETTE,
47295 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13741-57)

Winer & Chazonoff Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du treize janvier 1958, à la compagnie "Winer & Chazonoff Inc.", subdivisant ses 400 actions ordinaires de \$100 chacune en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le treize janvier 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47295-o P. FRENETTE.

(A.G. 13741-57)

Winer & Chazonoff Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated January thirteen, 1958, to the company "Winer & Chazonoff Inc.", subdividing its 400 common shares of \$100 each into 4,000 common shares of \$10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of January, 1958.

P. FRENETTE,
47295 Acting Deputy Attorney General.

Département du Travail

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie des Arts Graphiques de Québec et du District, établi en exécution du décret numéro 141 du 8 février 1951, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 193 du 7 mars 1958, section "D", le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondés de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des

Department of Labour

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Graphic Arts Industry of Quebec and district, formed under decree number 141 of February 8th, 1951, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 193 of March 7, 1958, par "D", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees govern-

salariés assujettis audit décret, suivant le mode et le taux ci-après désignés.

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mars 1958 au 1er mars 1959 inclusivement; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 141 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés des deux sexes assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 141 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1%, basée sur une rémunération moyenne de \$60.00 par semaine. Tout employeur ou employeur professionnel qui pratique lui-même l'un ou l'autre des métiers visés par le décret est, de plus, considéré comme un artisan, aux fins du présent règlement.

c) Les salariés régis par le décret numéro 141 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1% de leur salaire fixe et pourcentage.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; l'artisan est soumis aux mêmes obligations en ce qui concerne le paiement de sa propre cotisation.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie des Arts Graphiques de Québec et du district, pour la période comprise entre le 1er mars 1958 et le 1er mars 1959.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DES ARTS GRAPHIQUES DE QUÉBEC ET DU DISTRICT

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mars 1958 et le 1er mars 1959.

ed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned.

1. Assessments

The period of levy extends from March 1, 1958 to March 1, 1959; inclusive; it shall be laid as follows:

a) The professional employers governed by the decree number 141, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{4}$ of 1% of the regular wages and the percentages paid to their male and female employees subject to the said decree.

b) The artisans governed by the decree number 141, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{4}$ of 1% based on an average weekly remuneration of \$60.00. Every employer or professional employer who plies himself any one of the trades governed by the decree shall also be considered as an artisan for the purposes of the present by-law.

c) The employees governed by the decree number 141, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{4}$ of 1% of their regular wages and their percentages.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms on which the following particulars shall be given: the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall see that these reports be filled and forwarded to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the date of expiration of the period for which the said report is requirable. Artisans are subject to the same obligations for the payment of their own assessments.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Graphic Arts Industry of Quebec and District, for the period between March 1, 1958 and March 1, 1959.

THE JOINT COMMITTEE OF THE GRAPHIC ARTS INDUSTRY OF QUEBEC AND DISTRICT

Estimate of the receipts and disbursements for the period between March 1, 1958 and March 1, 1959.

Recettes :
 Cotisations (¼ de 1%) :

Employeurs professionnels.....	\$ 5,600.00
Salariés.....	5,600.00
Artisans.....	550.00
	<hr/>
	\$11,750.00

Receipts:
 Assessments (¼ of 1%) :

Professional employers.....	\$ 5,600.00
Employees.....	5,600.00
Artisans.....	550.00
	<hr/>
	\$11,750.00

Déboursés:

Salaires.....	\$ 8,000.00
Frais de voyage.....	1,500.00
Loyer de bureau.....	500.00
Timbres.....	300.00
Commissions de banque.....	25.00
Frais légaux.....	1,200.00
Papeterie et fournitures.....	1,000.00
Vérification des livres.....	125.00
Rémunération des contrôleurs et des examinateurs.....	1,000.00
Jetons de présence aux membres du Comité.....	1,600.00
Frais généraux.....	1,000.00
	<hr/>
	\$16,250.00
Déficit prévu à être comblé par la réserve.....	4,500.00
	<hr/>
	\$11,750.00

Expenses:

Salaries.....	\$ 8,000.00
Travelling expenses.....	1,500.00
Office rent.....	500.00
Postage.....	300.00
Bank commissions.....	25.00
Legal fees.....	1,200.00
Stationery and equipment.....	1,000.00
Audition.....	125.00
Checkers' and examiners' remuneration.....	1,000.00
Attendance fees to the members of the Committee.....	1,600.00
General expenses.....	1,000.00
	<hr/>
	\$16,250.00
Estimated deficit to be covered by reserve.....	4,500.00
	<hr/>
	\$11,750.00

Le Sous-ministre du Travail,
 GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
 Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,
 Québec, le 15 mars 1958. 47312-o

Department of Labour,
 Québec, March 15, 1958. 47312-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses du district de Saint-François, établi en exécution du décret numéro 255 du 5 mars 1953, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil, numéro 193 du 7 mars 1958 (Section "E"), le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

The Honourable Minister of Labour hereby gives notice that the Barbers and Hairdressers Parity Committee of St. Francis district, formed under decree No. 255 of March 5, 1953, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 193 of March 7, 1958, (Part "E"), in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Cotisation

1. Assessments

La période de cotisation s'étend du 1er mars 1958 au 1er mars 1959; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy extends from March 1st, 1958 to March 1st, 1959; this levy is applied as follows:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 255 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

a) Professional employers governed by the said decree, No. 255 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll as regards employees governed by the said decree.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 255 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% basée sur une rémunération hebdomadaire moyenne de \$50.00.

b) Artisans governed by the said decree, No. 255 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the average wage rate of \$50.00 per week.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 255 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

c) Employees governed by the said decree, No. 255 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. Mode de perception

2. Mode of collection

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all the particulars required by the Parity

les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié sans mise en demeure au préalable.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses du district de St-François, pour la période comprise entre le 1er mars 1958 et le 1er mars 1959.

LE COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS, COIFFEURS ET COIFFEUSES DU DISTRICT DE ST-FRANÇOIS
Siège Social: Sherbrooke P.Q.

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mars 1958 et le 1er mars 1959.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$ 738.00
Salariés	738.00
Artisans	1,377.00
Honoraires d'examens	100.00
	<hr/>
	\$2,953.00

Déboursés:	
Salaires:	
Secrétaire	\$1,300.00
Inspecteur	500.00
Loyer du bureau	120.00
Frais légaux	100.00
Papeterie, impressions, timbres téléphone et télégrammes	270.00
Vérification des livres	40.00
Frais de déplacement du président et des membres	200.00
Bureau d'examineurs	100.00
Publicité	160.00
Jetons de présence	160.00
Dépenses diverses et imprévues	3.00
	<hr/>
	\$2,953.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, le 15 mars 1958. 47312-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes conformément aux dispositions de la Loi de la convention

Committee shall be given. Professional employers shall collect at the end of each week, from the wages of every one of their employees, the sums owed to the Parity Committee.

Professional employers shall complete their report, sign it and file it with the Parity Committee every month. The Committee has the right to require that the said report be sworn to when it deems it advisable.

The assessments laid by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

The report, together with the assessments, shall be filed with the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which it is requireable.

3. Financial report

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Barbers and Hairdressers Parity Committee of St. Francis district for the period between March 1st, 1958, and March 1st, 1959.

BARBERS AND HAIRDRESSERS PARITY COMMITTEE OF ST. FRANCIS DISTRICT
Head Office: Sherbrooke, P.Q.

Estimate of receipts and disbursements for the period between March 1st, 1958 and March 1st, 1959.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional Employers	\$ 738.00
Employees	738.00
Artisans	1,377.00
Examination fees	100.00
	<hr/>
	\$2,953.00

Disbursements:	
Salaries:	
Secretary	\$1,300.00
Inspectors	500.00
Office rent	120.00
Legal fees	100.00
Stationery, printing, postage, telephone and telegrams	270.00
Audition	40.00
Travelling expenses of president and members	200.00
Board of Examiners	100.00
Publicity	160.00
Meeting expenses	160.00
Various and unforeseen expenses	3.00
	<hr/>
	\$2,953.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, March 15, 1958. 47312-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act

collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire de l'industrie du camionnage de l'île de Montréal, établi en exécution du décret numéro 913 du 16 juin 1948, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 193 du 7 mars 1958, section "B", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés, assujettis audit décret suivant la méthode et le taux ci-après:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 15 mars 1958 au 15 mars 1959; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 913 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 913 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour leur métier ou occupation.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 913 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 25 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministère du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'industrie du camionnage de l'île de Montréal, pour la période comprise entre les 15 mars 1958 et le 15 mars 1959.

(R.S.Q., 1941, chapitre 163 and amendments), that the Trucking Industry Parity Committee for the Island of Montreal, formed under decree number 913 of June 16, 1948, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 193 of March 7, 1958, par "B", to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees, governed by the said decree, according to the method and rate hereafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy shall extend from March 15, 1958, to March 15, 1959; this levy shall be applied as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 913 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll for the employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 913 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages established in the decree for their trade or occupation.

c) The employees governed by the said decree, number 913 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which shall be indicated all particulars required by the said Parity Committee. The professional employer shall complete and sign his report, and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments laid upon his employees by means of a deduction from the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 25th day of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The Committee has the right to demand sworn reports when deemed advisable.

The levy laid by the present by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, five (5) days notice shall be given to him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Trucking Industry Parity Committee for the Island of Montreal, for the period between March 15, 1957 and March 15, 1959.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DU
CAMIONNAGE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL

Estimé des recettes et des déboursés probables
pour la période comprise entre le 15 mars 1958
et le 15 mars 1959.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels, sala- riés et artisans.....	\$98,000.00
Pénalités.....	500.00
	\$98,500.00
<i>Déboursés:</i>	
Salaires:	
Administration et bureau.....	\$30,000.00
Inspecteurs.....	20,000.00
Loyer.....	2,100.00
Éclairage.....	200.00
Taxes.....	75.00
Assurances.....	500.00
Assurance-groupe (maladie-accident)	1,750.00
Papeterie.....	3,500.00
Dépenses de voyages.....	4,000.00
Dépenses d'automobiles.....	3,500.00
Frais légaux.....	5,000.00
Téléphone et télégrammes.....	1,800.00
Poste.....	1,000.00
Vérification.....	1,200.00
Frais de banque.....	50.00
Dépenses générales.....	6,000.00
Ameublement et équipement.....	4,000.00
Jetons de présence aux délégués.....	3,000.00
Frais de déplacement aux délégués.....	3,000.00
Jetons de présence (comité assu- rance).....	1,500.00
Frais de déplacement (comité assu- rance).....	1,500.00
	\$93,675.00
Surplus prévu.....	4,825.00
	\$98,500.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 15 mars 1958 47312-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint de la chapellerie pour dames et enfants dans la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 142, du 22 janvier, 1947, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 194 du 7 mars 1958, section "F", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements) à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 15 février 1958 au 15 février 1959; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 142 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés.

PARITY COMMITTEE OF THE TRUCKING
INDUSTRY FOR THE ISLAND OF MONTREAL

Estimate of the receipts and disbursements for
the period between March 15, 1958 and
March 15, 1959.

<i>Receipts:</i>	
Assessment (½ of 1%):	
Professional employers, employees and artisans.....	\$98,000.00
Penalties.....	500.00
	\$98,500.00
<i>Disbursements:</i>	
Salaries:	
Office and management.....	\$30,000.00
Inspectors.....	20,000.00
Rent.....	2,100.00
Lighting.....	200.00
Taxes.....	75.00
Insurance.....	500.00
Groupe insurance (sickness-accident)	1,750.00
Stationery.....	3,500.00
Travelling expenses.....	4,000.00
Automobile expenses.....	3,500.00
Legal fees.....	5,000.00
Telephone and telegrams.....	1,800.00
Postage.....	1,000.00
Audition.....	1,200.00
Bank charges.....	50.00
General expenses.....	6,000.00
Furniture and equipment.....	4,000.00
Meeting expenses of delegates.....	3,000.00
Travelling expenses of delegates.....	3,000.00
Meeting expenses (Insurance Com- mittee).....	1,500.00
Travelling expenses (Insurance Com- mittee).....	1,500.00
	\$93,675.00
Estimated surplus.....	4,825.00
	\$98,500.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 15, 1958. 47312-0

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Millinery and Women's and Children's Headwear Industry for the Province of Quebec, established under decree number 142, of January 22, 1947, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 194 of March 7, 1958, part "F", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the following method and rate:

1. Levy

The period of levy shall extend from February 15, 1958, to February 15, 1959, and apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree No. 142, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to one-half of one percent (½ of 1%) of the fixed wages and of the percentages paid to their employees.

b) Les salariés régis par le décret numéro 142 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur salaire fixe et pourcentage.

b) The employees governed by the decree No. 142, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to one-half of one percent (½ of 1%) of their regular wages and their percentages.

2. Mode de perception

2. Mode of collection

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces formules soient remplies et retournées au Comité paritaire à tous les mois.

The professional employer shall have these forms filled in and returned to the Parity Committee every month.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

The professional employer shall collect at the end of each week from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

Le rapport de chaque employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

The report of every professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The Committee may have the said report sworn to every time it deems it advisable.

Le rapport accompagné des cotisations, doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant celui pour lequel il est exigible.

The report, together with the levies, shall be sent to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following that for which the report is requirable.

3. Rapport financier

3. Financial Report

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

In pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31, June 30, September 30, and December 31.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité Conjoint de la Chapellerie pour dames et enfants dans la province de Québec, pour la période comprise entre le 15 février 1958 et le 15 février 1959.

Hereto annexed is an estimate of the probable receipts and disbursements of the Joint Committee of the Millinery and Women's and Children's Headwear Industry for the period between February 15, 1958, and February 15, 1959.

LE COMITÉ CONJOINT DE LA CHAPELLERIE POUR DAMES ET ENFANTS DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC

JOINT COMMITTEE OF THE MILLERY AND WOMEN'S AND CHILDREN'S HEADWEAR INDUSTRY FOR THE PROVINCE OF QUEBEC

État des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 15 février 1958 et le 15 février 1959.

Estimate of receipts and disbursements for the period comprised between February 15th, 1958 and February 15th, 1959.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$10,750.00
Salariés.....	10,750.00
	<u>\$21,500.00</u>
<i>Déboursés:</i>	
Salaires:	
Secrétaire.....	\$ 875.00
Bureau.....	5,000.00
Inspecteur et inspecteur adjoint....	5,200.00
Dépenses générales, frais de déplacement et autres de l'inspecteur....	2,000.00
Rémunération pour l'administration....	4,000.00
Vérification des livres.....	300.00
Frais légaux.....	250.00
Loyer, téléphone et électricité.....	1,900.00
Dépenses de bureau, timbres, papeterie, impression, frais généraux, etc....	1,065.00
Taxes d'affaires et d'eau.....	110.00
Ameublement.....	600.00
Dépenses diverses.....	200.00
	<u>\$21,500.00</u>

<i>Receipts:</i>	
Levies (½ of 1%):	
Professional employers.....	\$10,750.00
Employees.....	10,750.00
	<u>\$21,500.00</u>
<i>Disbursements:</i>	
Salaries:	
Secretary.....	\$ 875.00
Office.....	5,000.00
Inspector and deputy-inspector....	5,200.00
Inspector's general, automobile and other expenses.....	2,000.00
Administration remuneration....	4,000.00
Auditor's fees.....	300.00
Legal fees.....	250.00
Rent, telephone, light services.....	1,900.00
Office expenses, stamps, stationery, printing, general expenses, etc.....	1,065.00
Water and business taxes.....	110.00
Furniture.....	600.00
Miscellaneous expenses unforeseen..	200.00
	<u>\$21,500.00</u>

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 15 mars 1958.

Department of Labour,
Quebec, March 15, 1958.

47312-0

47312-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire du commerce de la quincaillerie, district de Québec, établi en exécution du décret numéro 1090, du 7 mars 1940, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 192 du 7 mars 1958, section "C", le tout conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 16 mars 1958 au 16 mars 1959; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 1090 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires, bonis ou allocations payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret numéro 1090 et amendements doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, bonis et allocations.

c) Les artisans régis par le décret numéro 1090 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le salarié le moins rémunéré, suivant leur emploi, tel que stipulé dans le décret numéro 1090 et amendements.

2. Mode de perception

Les cotisations sont payables entre le 1er et le 10 de chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes dues au Comité paritaire, à titre de prélèvement.

À chaque mois, l'employeur professionnel doit fournir au Comité paritaire un rapport détaillé indiquant, sur les formules mises à sa disposition par ledit Comité paritaire, les nom, prénoms et adresses de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé.

Ce rapport dûment signé par l'employeur professionnel doit être accompagné des cotisations payables au Comité paritaire par ledit employeur professionnel et par ses salariés; toutes ces sommes doivent être payées en deniers ayant cours légal dans la province de Québec.

Le Comité paritaire a le droit d'exiger l'assermentation des rapports mensuels des employeurs professionnels chaque fois qu'il le juge à propos.

L'artisan doit payer sa cotisation au Comité paritaire avant le 10 de chaque mois.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire du Commerce de

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that, the Joint Committee of the Hardware Trade, Quebec District, formed under decree number 1090, of March 7, 1940, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 192 of March 7, 1958, part "C", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from March 16, 1958, to March 16, 1959, and is laid as follows:

a) The professional employers governed by the decree number 1090, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages, bonuses or allocations paid to their employees governed by the said decree.

b) The employees governed by the decree number 1090, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, bonuses or allowances.

c) The artisans governed by the decree number 1090, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wage rate established for employees, according to their category, as stipulated in the decree number 1090, and amendments.

2. Mode of collection

The assessments are payable every month, between the 1st and the 10th day of each month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the assessments owed to the Parity Committee.

Every month, the professional employer shall forward to the Parity Committee a complete report indicating, on forms supplied by the said Committee, the name in full and address of every employee in his employ, his qualification or classification, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of the work and the wages paid.

This report, duly signed by the professional employer, shall be sent together with the assessments payable to the Parity Committee by the said professional employer and by his employees. All such sums shall be paid with money that is current in the Province.

The Parity Committee has the right to exact sworn monthly reports from professional employers when deemed advisable.

Artisans shall pay their assessments to the Parity Committee before the 10th of the month.

3. Financial Report

Under the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Herety annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of

la Quincaillerie, district de Québec, pour la période comprise entre le 16 mars 1958 et le 16 mars 1959.

the Hardware Trade, Quebec District, for the period comprised between March 16, 1958 and March 16, 1959.

COMITÉ PARITAIRE DE COMMERCE DE LA
QUINCAILLERIE DISTRICT DE QUÉBEC

JOINT COMMITTEE OF HARDWARE TRADE
QUEBEC DISTRICT

Estimé des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 16 mars 1958 et le 16 mars 1959.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between March 16, 1958, and March 16, 1959.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$3,250.00
Salariés.....	3,250.00
	\$6,500.00

Receipts:

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers.....	\$3,250.00
Employees.....	3,250.00
	\$6,500.00

Déboursés:

Salaires:	
Secrétariat et inspection.....	\$4,500.00
Frais de déplacement:	
Inspection.....	125.00
Bureau des Examineurs.....	350.00
Loyer et éclairage.....	200.00
Frais judiciaires et professionnels.....	375.00
Impression et papeterie.....	200.00
Poste, téléphone et télégrammes.....	100.00
Intérêts, échange et agios.....	10.00
Jetons de présence.....	400.00
Taxes d'affaires et d'eau.....	10.00
Assurance et cautionnement.....	7.50
Divers.....	222.50
	\$6,500.00

Disbursements:

Salaries:	
Secretary's office and inspection.....	\$4,500.00
Travelling expenses:	
Inspection.....	125.00
Board of examiners.....	350.00
Rent and lighting.....	200.00
Judicial and professional fees.....	375.00
Printing and stationery.....	200.00
Postage, telephone and telegraph.....	100.00
Interest, exchange and agios.....	10.00
Meeting expenses.....	400.00
Business and water taxes.....	10.00
Insurance and Fidelity Bond.....	7.50
Miscellaneous.....	222.50
	\$6,500.00

Le Sous-Ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 15 mars 1958. 47312-o

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 15, 1958. 47312-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire du Commerce de Roberval, établi en exécution du décret, numéro 109 du 3 février 1949, a été autorisée par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 193 du 7 mars 1958, section "C", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans, des salariés assujettis audit décret suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Trade Parity Committee of Roberval, formed under decree number 109 of February 3, 1949, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 193 of March 7, 1958, part "C", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments from the professional employers, the artisans from the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Cotisation

1. Assessments

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 5 février 1959; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy extends from the date of gazetting of the present by-law to February 5, 1959; such levy is laid as follows:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 109 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ¼ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

a) Professional employers governed by the said decree, number 109 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ¼ of 1% of their payroll as regards the employees governed by the said decree.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 109 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ¼ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$30.00 par semaine.

b) Artisans governed by the said decree, number 109 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ¼ of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen, i.e., \$30.00 per week.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 109 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ¼ de 1% de leur rémunération.

c) Employees governed by the said decree, number 109 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ¼ of 1% of their remuneration.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le quinzième (15ième) jour du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assèmentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières, au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du Commerce de Roberval, pour la période comprise entre le 5 février 1958 et le 5 février 1959.

LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE
DE ROBERVAL

Siège social: Roberval, Qué.

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 5 février 1958 et le 5 février 1959.

Recettes:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):

Employeurs professionnels \$ 500.00

Salariés..... 500.00

\$1,000.00

Déboursés:

Salaires:

Secrétaire..... \$ 150.00

Inspecteur..... 150.00

Frais de déplacement de l'inspecteur.. 50.00

Administration..... 20.00

Frais légaux..... 100.00

Papeterie, impression, timbres, téléphone et télégrammes..... 85.00

Vérification des livres..... 40.00

Assurance et frais de cautionnement.. 5.00

Jetons de présence..... 360.00

Loyer du bureau et salle..... 40.00

\$1,000.00Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.Ministère du Travail,
Québec, le 15 mars 1958.

47312-o

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all the information required by the said Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete and sign his report, and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments laid upon his employees by means of deduction from their wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee, on or before the 15th day of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The committee has the right to demand sworn reports when deemed advisable.

The assessments imposed by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, five days notice shall be given to him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Trade Parity Committee of Roberval, for the period between February 5, 1958 and February 5, 1959.

THE TRADE PARITY COMMITTEE
OF ROBERVAL

Head Office: Roberval, Que.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between February 5, 1958 and February 5, 1959.

Receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):

Professional employers..... \$ 500.00

Employees..... 500.00

\$1,000.00

Disbursements:

Salaries:

Secretary..... \$ 150.00

Inspector..... 150.00

Travelling expenses of the inspector.. 50.00

Administration..... 20.00

Legal fees..... 100.00

Stationery, printing, postage, telephone and telegrams..... 85.00

Auditing of books..... 40.00

Insurance and fidelity bond..... 5.00

Meeting expenses..... 360.00

Office and hall rent..... 40.00

\$1,000.00GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.Department of Labour,
Quebec, March 15, 1958.

47312-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail donne avis, par les présentes que le Comité paritaire des métiers de la construction du district de Hull, établi en exécution du décret numéro 810 du 14 août 1957, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 194 du 7 mars 1958, section "G", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis auxdits décrets, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee for the Building Trades of the district of Hull, formed under decree number 810 of August 14, 1957, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 194 of March 7, 1958, part "G", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed, by the said decree, as per the method and rate mentioned hereinbelow:

1. Cotisation

1. Assessments

La période de cotisation s'étend du 1er février 1958 au 31 janvier 1959; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy extends from February 1, 1958 to January 30, 1959; the said levy shall be laid as follows:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 810, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

a) The professional-employers governed by the said decree, number 810, shall pay to the Parity committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll for the employees governed by the said decree.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 810, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, selon leur métier.

b) The artisans governed by the said decree, number 810, shall pay to the Parity committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen, according to their trade.

c) Les salariés régis par le décret numéro 810, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

c) The employees governed by the said decree, number 810, shall pay to the Parity committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode de perception

2. Mode of collection

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the said Parity committee shall be given.

The professional employer shall complete and sign his report and forward it to the Parity committee every month.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the committee, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's wages.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible. Ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assermentation d'udit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity committee on or before the 15th of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable. The said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of the employees. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

The assessments laid by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

Upon refusal by a professional employer or an artisan to pay or to give the necessary information, five (5) days notice will be given within which he shall fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Rapport financier

3. Financial report

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial operations on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des métiers de la construction du district de Hull, pour la période comprise entre le 1er février 1958 et le 1er février 1959.

COMITÉ PARITAIRE DES MÉTIERS DE LA
CONSTRUCTION DU DISTRICT DE HULL

Estimé des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er février 1958 et le 1er février 1959.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):

Employeurs professionnels, artisans et salariés.....	\$43,000.00
Honoraires d'examens.....	500.00
Intérêts sur débetures.....	1,500.00
	<hr/>
	\$45,000.00

Déboursés:

Bureau des examinateurs.....	\$ 2,500.00
Jetons de présence.....	1,000.00
Frais de déplacements et de représentation.....	2,500.00
Frais d'inspections.....	2,000.00
Salaires.....	17,000.00
Entretien.....	300.00
Papeterie.....	1,000.00
Fonds de pension des employés.....	850.00
Téléphone, télégramme, timbres.....	1,000.00
Délégations.....	1,200.00
Vérification.....	250.00
Allocation — autos — inspecteurs.....	500.00
Loyer.....	900.00
Frais légaux.....	500.00
Subvention à la Commission d'Apprentissage des Métiers du Bâtiment de Hull.....	10,000.00
Divers.....	2,500.00
Surplus prévu.....	1,000.00
	<hr/>
	\$45,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 15 mars 1958. 47312-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint des métiers de la construction de Joliette, établi en exécution du décret numéro 761 du 13 juillet 1955, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 192 du 7 mars 1958, section "B", le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant le mode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisations s'étend du 1er mars 1958 au 28 février 1959; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 761 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity committee for the Buildings Trades of the district of Hull, for the period between February 1, 1958 and February 1, 1959.

PARITY COMMITTEE FOR THE BUILDING
TRADES OF THE DISTRICT OF HULL

Estimate of the receipts and disbursements for the period between February 1, 1958 and February 1, 1959.

Receipt:

Assessments (½ of 1%):

Professional employers, artisans and employees.....	\$43,000.00
Examination fees.....	500.00
Bonds interest.....	1,500.00
	<hr/>
	\$45,000.00

Disbursements:

Board of examiners.....	\$ 2,500.00
Meeting attendance fees.....	1,000.00
Travelling and representation expenses.....	2,500.00
Inspection expenses.....	2,000.00
Salaries.....	17,000.00
Maintenance.....	300.00
Stationery.....	1,000.00
Pension fund of employees.....	850.00
Telephone, telegrams, stamps.....	1,000.00
Delegations.....	1,200.00
Audition.....	250.00
Allowance — autos — inspectors.....	500.00
Rent.....	900.00
Legal charges.....	500.00
Subvention to Apprenticeship Commission of the Building Trades of Hull.....	10,000.00
Miscellaneous.....	2,500.00
Estimated surplus.....	1,000.00
	<hr/>
	\$45,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 15, 1958. 47312-0

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Trade Joint Committee of Joliette, formed under decree number 761 of July 13, 1955, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 192 of March 7, 1958, part "B" pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from March 1, 1958, to February 28, 1959, it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree number 761 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the wages paid to their employees governed by the said decree.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 761 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$50.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 761 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

b) The artisans governed by decree number 761 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wage rate established for the journeyman-employee, i.e., \$50.00 per week.

c) The employees governed by the decree number 761 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés.

Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministère du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité conjoint des Métiers de la Construction de Joliette, pour la période comprise entre le 1er mars 1958 et le 28 février 1959.

LE COMITÉ CONJOINT DES MÉTIERS
DE LA CONSTRUCTION DE JOLIETTE
Siège social: Joliette, P.Q.

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mars 1958 et le 28 février 1959.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$11,700.00
Salariés.....	11,700.00
Artisans.....	2,400.00
Honoraires d'examen.....	2,200.00
Recettes diverses.....	2,000.00
	\$30,000.00

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which the particulars required by the Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete and sign his report and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments laid upon his employees by means of a deduction from the latter's pay.

The professional employer shall submit his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th of the month following the date of expiration of the period for which it is requireable. The report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees.

The Committee may require that the reports be sworn to when it deems it advisable.

The assessments laid by the present by-law and payable every month by the professional employer, the artisan and the employee without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, he will be given five (5) day's notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour, a quarterly report of its financial activities, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Building Trade Joint Committee of Joliette, for the period between March 1, 1958 and February 28, 1959.

THE BUILDING TRADE JOINT COMMITTEE
OF JOLIETTE
Corporate seat: Joliette, Qué.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between March 1, 1958 and February 28, 1959.

<i>Receipts:</i>	
Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers.....	\$11,700.00
Employees.....	11,700.00
Artisans.....	2,400.00
Examination fees.....	2,200.00
Various receipts.....	2,000.00
	\$30,000.00

Déboursés:**Administration générale:**

Salaire des employés, inspection, frais de déplacement, loyer, taxes d'affaires, taxe d'eau, éclairage, téléphone, télégrammes, timbres-poste, assurance chômage, entretien de bureau, administration de banque, etc.	\$13,100.00
Frais de déplacement des membres	3,200.00
Jetons de présence	1,730.00
Bureau d'examineurs	2,000.00
Frais judiciaires et professionnels	1,800.00
Frais d'impression, vérification et divers	3,170.00
Centre d'Apprentissage de Joliette	5,000.00
	\$30,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 15 mars 1958. 47312-0

Expenses:**General administration:**

Employees' salaries, inspection, travelling expenses, rent, business and water taxes, lighting, telephone, telegrams, postage, unemployment insurance, office upkeep, bank administration, etc.	\$13,100.00
Travelling expenses of members	3,200.00
Meeting expenses	1,730.00
Board of examiners	2,000.00
Judicial and professional fees	1,800.00
Printing, auditing and miscellaneous	3,170.00
Apprenticeship Center of Joliette	5,000.00
	\$30,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 15, 1958. 47312-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail donne avis par les présentes que le Comité conjoint de la navigation côtière et intérieure du port de Montréal, établi en exécution du décret numéro 686, du 18 mars 1943, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 193 du 7 mars 1958, section "A", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 28 février 1958 au 28 février 1959; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels assujettis audit décret numéro 686 et amendements doivent verser au Comité paritaire une cotisation équivalente à 1/3 de 1% des salaires qu'ils paient à leurs salariés régis par ledit décret.

b) Les salariés assujettis audit décret numéro 686 et amendements doivent verser au Comité paritaire une cotisation équivalente à 1/3 de 1% de leurs salaires.

2. Mode de perception

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération payée à chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et en faire remise audit comité mensuellement en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit transmettre son rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of Inland and Coastal Navigation of the Port of Montreal, established under decree number 686 of March 18, 1943, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 193 of March 7, 1958, part "A", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Levy

The period of levy extends from February 28, 1958, to February 28, 1959; and shall be laid as follows:

a) The professional employers governed by the decree number 686, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/3 of 1% of the wages paid to their employees governed by the decree.

b) The employees governed by the decree number 686, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/3 of 1% of their wages.

2. Mode of collection

The professional employer shall collect at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums payable to the Parity Committee and remit same to the said committee, every month, together with his own assessments.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates; March 31st,

dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre. June 30th, September 30th and December 31st.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité conjoint de la Navigation Côtière et Intérieure du port de Montréal, pour la période comprise entre le 28 février 1958 et le 28 février 1959.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of Inland and Coastal Navigation of the Port of Montreal for the period between February 28, 1958 to February 28, 1959.

COMITÉ CONJOINT DE LA NAVIGATION CÔTIÈRE ET INTÉRIEURE DU PORT DE MONTRÉAL

THE JOINT COMMITTEE OF INLAND AND COASTAL NAVIGATION OF THE PORT OF MONTREAL

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 28 février 1958 et le 28 février 1959.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between February 28, 1958 to February 28, 1959.

Recettes:

<i>Cotisations (1/3 de 1%):</i>	
Employeurs professionnels.....	\$ 3,500.00
Salariés.....	3,500.00
	\$ 7,000.00

Déboursés:

Salaires.....	\$ 6,000.00
Vérification.....	60.00
Dépenses de bureau.....	600.00
Jetons de présence.....	200.00
Divers.....	140.00
	\$ 7,000.00

Receipts:

<i>Assessments (1/3 of 1%):</i>	
Professional employers.....	\$ 3,500.00
Employees.....	3,500.00
	\$ 7,000.00

Expenses:

Salaries.....	\$ 6,000.00
Audition.....	60.00
Office expenses.....	600.00
Meeting expenses.....	200.00
Miscellaneous.....	140.00
	\$ 7,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, le 15 mars 1958. 47312-0

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, March 15, 1958. 47312-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (R.S.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire de l'Industrie du Verre, district de Québec, établi en exécution du décret numéro 878, du 2 août 1950, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 194 du 7 mars 1958, section "E", à prélever des cotisations des employeurs professionnels des artisans et des salariés assujettis audit décret, de la façon ci-après décrite:

The Honourable Antonio Barrette Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Parity Committee of the Glass Industry, District of Quebec, formed under decree number 878 of August 2, 1950, has been authorized by a regulation approved by Order in Council number 194 of March 7, 1958, part "E", to levy assessments and the employees governed by the said decree, in the following manner:

1. *Cotisation*

1. *Levy*

La période de cotisation s'étend du 3 février 1958 au 3 février 1959; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy extends from February 3, 1958, to February 3, 1959; such levy shall be applied as follows:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 878 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

a) The professional employers governed by the said decree, number 878 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of their payroll in respect of employees governed by the said decree.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 878 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% du salaire établi dans le décret pour le salarié le moins rémunéré suivant leur emploi.

b) The artisans governed by the said decree, number 878 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of the lowest wages fixed for employees, according to their occupation.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 878 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leur rémunération.

c) The employees governed by the said decree, number 878, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of their remuneration.

2. *Mode de perception*

2. *Mode of collection*

A chaque mois, l'employeur professionnel doit fournir au Comité paritaire, sur les formules fournies à cette fin par ledit Comité, un rapport détaillé indiquant les heures de travail et le sa-

Every month, the professional employer shall submit to the Parity Committee, on forms furnished for that purpose by the said Committee, a complete report mentioning the hours of work

laire gagné par chacun de ses salariés régis par le décret et les sommes versées au Comité paritaire.

Ce rapport dûment signé par l'employeur professionnel doit être accompagné des cotisations payables au Comité paritaire par l'employeur professionnel et ses salariés; toutes ces sommes doivent être payées en deniers ayant cours légal dans la province de Québec.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire gagné ou allocation due à chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire, à titre de prélèvement.

Les cotisations doivent être payées mensuellement au Comité paritaire entre le 1er et le 10 de chaque mois.

Le Comité paritaire a le droit et le pouvoir d'exiger l'assermentation des rapports mensuels chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie du Verre, district de Québec, pour la période comprise entre le 3 février 1958 et le 3 février 1959.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DU VERRE DISTRICT DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 3 février 1958 et le 3 février 1959.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$ 600.00
Salariés	600.00
Divers	1.00
	\$1,201.00
<i>Déboursés:</i>	
Secrétariat	\$ 240.00
Dépenses de bureau	240.00
Inspection	480.00
Jetons de présence	120.00
Loyer	120.00
Divers	1.00
	\$1,201.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 15 mars 1958. 47312-o

Action en séparation de biens

Canada, province de Québec, district de Bedford, Cour Supérieure, N° 8,228. Bernadette Lapalme, épouse commune en biens de Orient Fontaine, propriétaire de club, de la cité de Granby, district de Bedford, demanderesse, vs ledit Orient Fontaine, de la cité de Granby, dit district, défendeur.

AVIS

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur.
Sweetsburg: le 10 mars 1958.

Les Procureurs de la demanderesse,
(signé) NORMANDIN & LÉVEILLÉ.
47313-o

and the wages earned by every one of his employees governed by the decree and the sums sent to the Parity Committee.

Such report, duly signed by the professional employer, shall be sent together with the levies payable to the Parity Committee by the professional employer and his employees; all such sums shall be paid with money that is current in the province of Quebec.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages earned or allowances due to his employees, the sums owed to the Parity Committee in levies.

The levies shall be paid to the Parity Committee between the 1st and 10th day of each month.

The Parity Committee has the right to demand sworn reports when deemed advisable.

3. Financial report

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of his financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30, and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Glass Industry, District of Quebec, for the period between February 3, 1958, and February 3, 1959.

THE PARITY COMMITTEE OF THE GLASS INDUSTRY, DISTRICT OF QUEBEC.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between February 3, 1958 and February 3, 1959.

<i>Receipts:</i>	
Levies (½ of 1%):	
Professional employers	\$ 600.00
Employees	600.00
Miscellaneous	1.00
	\$1,201.00
<i>Disbursements:</i>	
Secretary's Office	\$ 240.00
Office expenses	240.00
Inspection	480.00
Meeting expenses	120.00
Rent	120.00
Miscellaneous	1.00
	\$1,201.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 15, 1958. 47312-o

Action for separation as to property

Canada, Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, No. 8,228. Bernadette Lapalme, wife common as to property of Orient Fontaine, owner of club, of the City of Granby, district of Bedford, plaintiff, vs said Orient Fontaine, of said city and district, defendant.

NOTICE

An action in separation as to property has been taken by plaintiff against defendant.
Sweetsburg: March 10th 1958.

(signed) NORMANDIN & LÉVEILLÉ,
Attorneys for plaintiff.
47313-o

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Numéro 194
Section "A"

Number 194
Part "A"

Québec, le 7 mars 1958.

Québec, March 7, 1958.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie du meuble dans la province de Québec.

CONCERNING amendments of the decree relating to the furniture industry in the province of Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du meuble dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 505 du 7 mai 1952, amendé par les arrêtés en conseil numéros 1293-A du 15 décembre 1952, 195 du 23 février 1955, 491-G et 1117-C des 3 mai et 31 octobre 1956, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil certaines modifications audit décret;

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the furniture industry in the province of Québec, rendered obligatory by the decree No. 505 of May 7, 1952, and amended by Orders in Council Nos. 1293-A of December 15, 1952, 195 of February 23, 1955, 491-G and 1117-C of May 3 and October 31, 1956, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la Gazette officielle de Québec, édition du 30 novembre 1957;

WHEREAS the petition has been published in the Québec Official Gazette, issue of November 30, 1957;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

WHEREAS the objections thereto have been duly considered, as required by the Act;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

QUE ledit décret, numéro 505, soit modifié comme suit:

THAT the said decree, No. 505, be amended as follows:

1° Le premier paragraphe de l'article II, "Juridiction Industrielle" est modifié en remplaçant les mots "la fabrication de tout ameublement" par les mots "la fabrication, y compris la réparation, de tout ameublement."

1. The first paragraph of article II, "Industrial Jurisdiction", is amended by replacing the words "the manufacturing of all household furniture" with the words "the manufacturing and the repair of all household furniture".

2° Le paragraphe "h" de l'article II, "Juridiction Industrielle", est modifié en remplaçant les mots "chaises pour enfants" par les mots "chaises et parcs d'amusement pour enfants".

2. Paragraph "h" of article II, "Industrial Jurisdiction", is amended by adding the words "play pens" after the words "kindergarten table".

3° L'article III, "Taux minima des salaires" est biffé et remplacé par le suivant:

3. Article III, "Minimum Rates of Wages", is completely deleted and replaced by the following:

"III. Taux minima de salaires: Les taux de salaires minima des salariés, y compris les membres du personnel féminin, travaillant à la fabrication ou réparation des meubles ou autres articles inclus dans la juridiction industrielle du présent décret, de même que celui des chauffeurs de bouilloires, des gardiens-chauffeurs de bouilloires, des mécaniciens de machines fixes, des gardiens, des préposés à l'expédition, des préposés au transport, des préposés à l'entretien ou à la réparation des machines et immeubles sont les suivants:

"III. Minimum rates of wages: The minimum rates of wages of the employees, male and female, working at the manufacturing or repairing of furniture or other articles included in the industrial jurisdiction of the present decree, and those of boiler firemen, watchmen firemen, stationary enginemen watchmen and men whose work is concerned with shipping, transportation and maintenance or repair of machines and buildings shall be as follows:

Zone I: Le salaire moyen ne doit pas être inférieur à \$1.09 l'heure.

Zone I: The average wage rate shall not be less than \$1.09 per hour.

Aux fins de calcul de la moyenne, le total des salaires gagnés (primes pour temps supplémentaire étant exclues) est divisé par le total des heures de travail. Les salaires de chaque salarié assujéti au décret sont inclus dans la computation de telle moyenne, excepté celui de toute personne occupant une position supérieure à celle de contremaître. Les salaires minima sont établis et doivent être payés, indépendamment de tout temps supplémentaire, boni ou prime quelconque, comme suit:

For the purpose of computing the average, the total wages earned (overtime premiums excluded) shall be divided by the total hours worked. The wages of every employee regulated by the decree shall be included in such average, except those of any person holding a position above the rank of foreman. The minimum wages are established and shall be paid, irrespective of any overtime, bonus or premium, as follows:

	<i>l'heure</i>		<i>Per hour</i>
Salariés de moins de 18 ans.....	\$0.65	Employees under 18 years of age.....	\$0.65
Salariés de 18 ans et plus:		Employees of 18 years of age and over:	
Premier trimestre.....	0.70	First three months.....	0.70
Deuxième trimestre.....	0.75	Second three months.....	0.75
Après le premier semestre.....	0.80	After six months.....	0.80
Après 1 an.....	0.85	After one (1) year.....	0.85
Après 2 ans.....	0.90	After two (2) years.....	0.90
Les salaires minima suivants s'appliquent aux gardiens seulement:		The following minimum rates apply to watchmen only:	
Première année.....	0.80	First year.....	0.80
Après 1 an.....	0.85	After one (1) year.....	0.85

Zone II: Le salaire moyen ne doit pas être inférieur à \$0.99 l'heure.

Aux fins de calcul de la moyenne, le total des salaires gagnés (primes pour temps supplémentaire étant exclues) est divisé par le total des heures de travail. Les salaires de chaque salarié assujéti au décret sont inclus dans la computation de telle moyenne, excepté celui de toute personne occupant une position supérieure à celle de contremaître. Les salaires minima sont établis et doivent être payés, indépendamment de tout temps supplémentaires, boni ou prime quelconque, comme suit:

	<i>l'heure</i>		<i>Per hour</i>
Salariés de moins de 18 ans.....	\$0.61	Employees under 18 years of age.....	\$0.61
Salariés de 18 ans et plus:		Employees of 18 years of age and over:	
Premier trimestre.....	0.66	First three months.....	0.66
Deuxième trimestre.....	0.70	Second three months.....	0.70
Après le premier semestre.....	0.75	After six months.....	0.75
Après 1 an.....	0.80	After one (1) year.....	0.80
Après 2 ans.....	0.84	After two (2) years.....	0.84
Les salaires minima suivants s'appliquent aux gardiens seulement:		The following minimum rates apply to watchmen only:	
Première année.....	0.75	First year.....	0.75
Après 1 an.....	0.80	After one (1) year.....	0.80

Zone III: Le salaire moyen ne doit pas être inférieur à \$0.87 l'heure.

Aux fins de calcul de la moyenne, le total des salaires gagnés (primes pour temps supplémentaire étant exclues) est divisé par le total des heures de travail. Les salaires de chaque salarié assujéti au décret sont inclus dans la computation de telle moyenne, excepté celui de toute personne occupant une position supérieure à celle de contremaître. Les salaires minima sont établis et doivent être payés, indépendamment de tout temps supplémentaire, boni ou prime quelconque, comme suit:

	<i>l'heure</i>		<i>Per hour</i>
Salariés de moins de 18 ans.....	\$0.57	Employees under 18 years of age.....	\$0.57
Salariés de 18 ans et plus:		Employees of 18 years of age and over:	
Premier trimestre.....	0.61	First three months.....	0.61
Deuxième trimestre.....	0.64	Second three months.....	0.64
Après le premier semestre.....	0.68	After six months.....	0.68
Après 1 an.....	0.72	After one year (1).....	0.72
Après 2 ans.....	0.75	After two years (2).....	0.75

Les salaires minima suivants s'appliquent aux gardiens seulement:

Première année.....	0.68
Après 1 an.....	0.72"

4° Le paragraphe "b" de l'article VI, "Dimanches et jours de fêtes" est biffé et remplacé par le suivant:

"b) Le Vendredi-Saint, l'Ascension et la fête du Travail, sont des jours chômés et payés dans les zones I, II et III. Le montant remis à chaque salarié pour chacun des jours de congés chômés et payés ci-haut mentionnés, doit être l'équivalent du salaire qu'il aurait effectivement gagné au taux de base d'une journée normale de travail.

Pour bénéficier de ces congés, le salarié doit travailler le jour ouvrable qui précède et le jour ouvrable qui suit immédiatement tel congé, à moins qu'il n'obtienne, à l'avance, la permission de son employeur."

The following minimum rates apply to watchmen only:

First year.....	0.80
After one (1) year.....	0.85

Zone II: The average wage rate shall not be less than \$0.99 per hour.

For the purpose of computing the average, the total wages earned (overtime premiums excluded) shall be divided by the total hours worked. The wages of every employee regulated by the decree shall be included in such average, except that of any person holding a position above the rank of foreman. The minimum wages are established and shall be paid, irrespective of any overtime, bonus or premium, as follows:

	<i>Per hour</i>
Employees under 18 years of age.....	\$0.61
Employees of 18 years of age and over:	
First three months.....	0.66
Second three months.....	0.70
After six months.....	0.75
After one (1) year.....	0.80
After two (2) years.....	0.84

The following minimum rates apply to watchmen only:

First year.....	0.75
After one (1) year.....	0.80

Zone III: The average wage rate shall not be less than \$0.87 per hour.

For the purpose of computing the average, the total wages earned (overtime premiums excluded) shall be divided by the total hours worked. The wages of every employee regulated by the decree shall be included in such average, except that of any person holding a position above the rank of foreman. The minimum wages are established and shall be paid, irrespective of any overtime, bonus or premium, as follows:

	<i>Per hour</i>
Employees under 18 years of age.....	\$0.57
Employees of 18 years of age and over:	
First three months.....	0.61
Second three months.....	0.64
After six months.....	0.68
After one year (1).....	0.72
After two years (2).....	0.75

The following minimum rates apply to watchmen only:

First year.....	0.68
After one year (1).....	0.72"

4. Paragraph "b" of article VI, "Sunday and holidays", is completed deleted and replaced by the following:

"b) Good Friday, Ascension Day and Labour Day shall be Statutory Holidays with pay in zones I, II and III. The amount paid to each employee for each once of the above mentioned Statutory Holidays with pay shall be the equivalent of the wages he would have effectively earned at the basic rate of a normal work day.

To be entitled to these holidays, an employee must work the work day immediately preceding and the work day immediately following such a holiday, unless his absence be authorized by the employer."

5° Le paragraphe "c" de l'article VI, "Dimanches et jours de fêtes" est biffé et remplacé par le suivant:

"c) Toutefois, les dispositions du paragraphe précédent ne s'appliquent pas dans le cas où les parties ont déjà convenu par une convention collective particulière, de trois (3) jours ou plus, payés et chômés, par période de douze (12) mois, et ce, pour la durée de cette convention."

6° Les paragraphes "a", "c" et "f" de l'article V, "Durée du travail et temps supplémentaire" sont biffés et remplacés par les suivants:

"a) La semaine régulière de travail ne doit pas dépasser quarante-huit (48) heures, soit pas plus de neuf (9) heures par jour, dans les trois zones, du lundi au vendredi inclusivement, et pas plus que cinq (5) heures le samedi. Tout travail exécuté en dehors des heures régulières mentionnées dans le présent paragraphe doit être rémunéré au taux de salaire et demi.

c) Nonobstant le paragraphe précédent concernant les heures de travail, à la suite d'une entente entre employeurs et salariés, les heures de travail peuvent être de 7.00 a.m. à 6.00 p.m., du lundi au vendredi inclusivement, n'excédant pas dix (10) heures par jour, formant un total maximum de quarante-huit (48) heures par semaine, dans les trois zones. Tout travail exécuté en dehors des heures régulières mentionnées dans le présent paragraphe doit être rémunéré au taux de salaire et demi.

f) La semaine régulière de travail des préposés à l'expédition, à l'entretien et à la réparation, ne doit pas dépasser quarante-huit (48) heures, dans les trois zones, et la journée régulière de travail ne doit pas dépasser dix (10) heures, sans restriction quant à l'heure du commencement et de la cessation du travail. Tout travail exécuté en dehors des heures régulières mentionnées dans le présent paragraphe doit être rémunéré au taux de salaire et demi."

5. Paragraph "c" of article VI, "Sundays and holidays" is completely deleted and replaced by the following:

"c) However, the provisions of the preceding paragraph do not apply in any case where parties have already agreed, in a private collective agreement, on three or more (3) holidays with pay, (per period of twelve (12) months), for the entire duration of the said agreement."

6. Paragraphs "a", "c" and "f" of article V, "Regular working hours and overtime", are completely deleted and replaced by the following:

"a) The regular work week shall not exceed forty-eight hours (48), distributed into not more than (9) hours per day, in all three zones, from Monday to Friday inclusive, and not more than five (5) hours on Saturday. All time worked beyond the regular hours mentioned in the present paragraph shall be remunerated at the rate of time and a half.

c) Notwithstanding the preceding paragraph regarding the hours of work, there may be an agreement between employers and employees to distribute the hours of work from 7.00 a.m. to 6.00 p.m., from Monday to Friday inclusive with a maximum of ten (10) hours per day, making a maximum total of forty-eight (48) hours per week, in all three zones. All time worked beyond the regular hours mentioned in the present paragraph shall be remunerated at the rate of time and a half.

f) The regular work week for shipping, maintenance and repair employees shall not exceed forty-eight (48) hours, in all three zones, and the work day shall not exceed ten (10) hours, without restriction as to starting and finishing time. All time worked beyond the regular hours mentioned in the present paragraph shall be remunerated at the rate of time and a half."

L. DÉSILETS,

47312-o Greffier du Conseil Exécutif.

L. DÉSILETS,

47312-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 194
Section "B"

Québec, le 7 mars 1958.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de la métallurgie dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de la métallurgie dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 973 du 24 juin 1948 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 14 décembre 1957;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 194
Part "B"

Quebec, March 7, 1958.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to the metal trades in the region of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the metal trades in the region of Québec, rendered obligatory by the decree number 973 of June 24, 1948, and amendments, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of December 14, 1957,

WHEREAS the objection made has been duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour;

QUE ledit décret, numéro 973, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe "b" de l'article II est radié et remplacé par le suivant:

"b) *Jurisdiction industrielle*: la juridiction industrielle du décret comprend la fabrication, l'installation, la transformation et la réparation de pièces mécaniques, structurales, métalliques, engins, machines ou parties de machines de tout genre ou autre outillage mécanique, bouilloires et réservoirs, produits métalliques, que ce travail soit exécuté à l'intérieur ou à l'extérieur d'un établissement métallurgique et qu'il constitue l'industrie principale ou secondaire de l'établissement, pourvu que ce soit pour des fins commerciales.

Nonobstant les dispositions précédentes, le décret ne régit pas la fabrication et la transformation de bouilloires et réservoirs, lorsque ces travaux sont exécutés à l'extérieur d'un établissement métallurgique, tels travaux étant régis par le décret relatif à l'industrie de la construction dans la région de Québec.

Toutefois, les manufacturiers d'autobus ne sont pas assujettis au présent décret aussi longtemps qu'une convention collective de travail selon la Loi des Relations Ouvrières est en vigueur dans leur établissement."

2° L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe "a" de l'article IV:

"Les chaudronniers, monteurs, mécaniciens de machines à vapeur et soudeurs travaillant à l'extérieur d'un établissement métallurgique sur la réparation de bouilloires et réservoirs doivent recevoir \$1.82 de l'heure et les aides-chaudronniers, monteurs, mécaniciens de machines à vapeur et soudeurs travaillant à l'extérieur d'un établissement métallurgique sur la réparation de bouilloires et réservoirs doivent recevoir \$1.37 de l'heure."

3° L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe "d" de l'article VII:

"Toutefois, le salarié ayant complété, dans le métier de la soudure, deux années d'apprentissage, conformément aux dispositions du présent paragraphe, peut demander de subir un examen devant le bureau des examinateurs. Selon le résultat de cet examen, l'apprenti est classifié compagnon ou poursuit son apprentissage normal. Cet examen peut être répété à toute période additionnelle de six mois d'apprentissage."

L. DÉSILETS,

47312-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 194
Section "C"

Québec, le 7 mars 1958.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT l'addition de nouvelles parties co-contractantes — décret relatif aux métiers de coiffeur pour hommes et de coiffeur pour dames dans la région de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE les associations patronales et ouvrières suivantes soient acceptées et traitées comme parties co-contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de coiffeur pour hommes et de coiffeur pour dames dans la région de Québec, rendue obligatoire par le

THAT the said decree, number 973, be amended as follows:

1. Paragraph "b" of article II is deleted and the following substituted therefor:

"b) *Industrial jurisdiction*: The industrial jurisdiction of the decree comprises the fabrication, installation, transformation and repair of mechanical, structural and metallic articles, engines, machines or parts thereof of all kinds or other mechanical equipment boilers and tanks, metallic products, whether the work be carried out in or outside a machine shop and whether such work constitutes the principal or secondary industry of the concern, providing the work be done for commercial purposes."

Notwithstanding the foregoing provisions, the decree does not apply to the fabrication and transformation of boilers and tanks when the work is done outside a machine shop, such work being regulated by the decree relating to the construction industry in the region of Quebec.

However, autobus manufacturers are not governed by the present decree so long as a collective agreement under the Labour Relations Act is in force in their establishment.

2. The following subparagraph is added to paragraph "a" of article IV:

"Boiler-makers, erectors, steam generator mechanics and welders working outside a machine shop at the repair of boilers and tanks shall receive \$1.82 per hour; their helpers also working outside a machine shop at the repair of boilers and tanks shall receive \$1.37 per hour."

3. The following sub-paragraph is added to paragraph "d" of article VII:

"However, employees who have completed, in the welding trade, two years of apprenticeship in pursuance of the provisions of the present paragraph may request to sit for an examination before the Board of Examiners. The examination shall determine whether the apprentice shall be classified as journeyman or shall continue his apprenticeship. There may be another such examination every six months."

L. DÉSILETS,

47312-o

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 194
Part "C"

Quebec, March 7, 1958.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the adding of new co-contracting parties — decree relating to the men's and ladies' hairdressing trades in the region of Québec.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the following employers' and employees' associations be accepted and treated as co-contracting parties to the collective labour agreement relating to the men's and ladies' hairdressing trades in the region of Québec, rendered obligatory by the decree number 44

décret numéro 44 du 14 janvier 1954 et tous ses amendements, et, qu'en conséquence, leur nom soit ajouté dans ledit décret de la façon suivante:

of January 14, 1954, as amended, and that, in consequence thereof, their name be added in the said decree as follows:

PARTIES DE PREMIÈRE PART:

Association patronale des barbiers et coiffeurs du district de Thetford Inc.; Association patronale des barbiers et coiffeurs de Rivière-du-Loup et district, Inc.; Association patronale des barbiers et coiffeurs de Montmagny et district; Association patronale des barbiers et coiffeurs, district de Beauce, Inc.; Association patronale des barbiers et coiffeurs du comté de Matane, Inc.

PARTIES OF THE FIRST PART:

Association patronale des barbiers et coiffeurs du district de Thetford Inc.; Association patronale des barbiers et coiffeurs de Rivière-du-Loup et district, Inc.; Association patronale des barbiers et coiffeurs de Montmagny et district; Association patronale des barbiers et coiffeurs, district de Beauce, Inc.; Association patronale des barbiers et coiffeurs du comté de Matane, Inc.

PARTIES DE DEUXIÈME PART:

Syndicat professionnel des barbiers-coiffeurs de Causapsal Inc.; Syndicat catholique des barbiers, coiffeurs et coiffeuses de Rimouski.

PARTIES OF THE SECOND PART:

Syndicat professionnel des barbiers-coiffeurs de Causapsal Inc.; Syndicat catholique des barbiers, coiffeurs et coiffeuses de Rimouski.

L. DÉSILETS,
47312-o Greffier du Conseil Exécutif.

L. DÉSILETS,
47312-o Clerk of the Executive Council.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 194
Section "D"

Québec, le 7 mars 1958.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif au métier de coiffeur pour dames dans l'Île de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil une modification au décret numéro 789 du 23 juillet 1952, amendé par les arrêtés en conseil numéros 1376-E du 23 décembre 1953, 695-C et 961-B des 10 juillet et 18 septembre 1957, relatif au métier de coiffeur pour dames dans l'Île de Montréal;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la Gazette officielle de Québec, édition du 14 décembre 1957;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 789, soit modifié comme suit:

"L'Association Professionnelle des Coiffeurs pour Dames de la Province de Québec Inc.", est radiée de la liste des parties contractantes de deuxième part.

L. DÉSILETS,
47312-o Greffier du Conseil Exécutif.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 192
Section "A"

Québec, le 7 mars 1958.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de coiffeur pour hommes et coiffeur pour dames dans la région de Québec.

**ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

Number 194
Part "D"

Quebec, March 7, 1958.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment of the decree relating to the ladies hairdressing trade in the Island of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec, 1941, Chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council an amendment to the decree No. 789 of July 23, 1952, amended by Orders in Council Nos. 1376-E of December 23, 1953, 695-C and 961-B of July 10 and September 18, 1957, relating to the ladies hairdressing trade in the Island of Montreal;

WHEREAS the said notice has been published in the Quebec Official Gazette, issue of December 14, 1957;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, No. 789, be amended as follows:

"L'Association Professionnelle des Coiffeurs pour Dames de la Province de Québec Inc.", is stricken off the list of contracting parties of the second part.

L. DÉSILETS,
47312-o Clerk of the Executive Council.

**ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

Number 192
Part "A"

Quebec, March 7, 1958.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to the men's and ladies' hairdressing trades in the district of Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de coiffeur pour hommes et coiffeur pour dames dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 44 du 14 janvier 1954 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en Conseil des modifications ayant pour objet d'ajouter le district électoral de Portneuf à la juridiction territoriale dudit décret;

ATTENDU QUE la dite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 28 juillet 1956;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le dit décret, numéro 44, soit modifié comme suit:

1° Une nouvelle zone XI, comportant les articles suivants est ajoutée à la section "A", concernant les coiffeurs pour hommes:

"ZONE XI

58-E. *Jurisdiction territoriale*: La juridiction territoriale du décret décrite comme zone XI comprend le district électoral de Portneuf.

58-F. *Heures de travail*: La durée hebdomadaire du travail, à l'exception du territoire de la ville de Donnacona, la paroisse et le village de St-Raymond et un rayon de deux (2) milles de leurs limites, est de cinquante-six (56) heures réparties ainsi:

Le lundi: de 8.00 a.m. à midi, à l'exception des semaines comptant un jour de fête chômée mentionné à l'article 11 et à l'exception du Lundi-Saint où, dans les deux cas, la durée du travail est prolongée à 6.00 p.m.;

Les mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.;

Les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

Dans la ville de Donnacona, la paroisse et le village de St-Raymond et un rayon de deux (2) milles de leurs limites, la durée hebdomadaire du travail est de cinquante et une heures (51) réparties comme suit:

Le lundi: de 8.00 a.m. à midi, à l'exception des semaines comptant un jour de fête chômée mentionné à l'article 11 et à l'exception du Lundi-Saint où, dans les deux cas, la durée du travail est prolongée à 6.00 p.m.;

Les mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.;

Les vendredi et veilles de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.;

Le samedi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.

58-G. *Salaires minima*: a) Le salaire minimum d'une employé régulier est de \$35.00 par semaine plus une commission de 50% des recettes de son travail dépassant \$45.00 par semaine.

Lorsque ce salarié n'effectue pas sa semaine complète de travail, la commission à laquelle il a droit est basée sur ses recettes excédant son salaire gagné plus \$10.00.

b) Le salaire du remplaçant est de \$6.00 par jour, plus une commission de 60% des recettes de son travail dépassant le double de son salaire gagné.

c) Le salaire de l'employé temporaire est de \$6.00 par jour plus une commission de 60% des

WHEREAS, pursuant to the provisions of the collective agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the men's and ladies' hairdressing trades in the district of Quebec, rendered obligatory by the decree number 44 of January 14th, 1954, and amendments have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments for the purpose of adding the electoral district of Portneuf to the territorial jurisdiction of the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of July 28, 1956;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 44, be amended as follows:

1. A new zone XI, including the following articles, is added to part "A" concerning men's hairdressers:

"ZONE XI

58-E. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the decree, described as zone XI, shall comprise the electoral district of Portneuf.

58-F. *Hours of work*: The weekly duration of work (not including the town of Donnacona, the parish and village of St-Raymond and a radius of two (2) miles from their limits) shall consist of fifty-six (56) hours, distributed as follows:

Monday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon), excepting the weeks in which occurs a holiday mentioned in article 11 and Monday of the Holy Week where the duration of work is extended until 6.00 p.m.;

Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.;

Friday, Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

In the town of Donnacona, the parish and village of St-Raymond and a radius of two (2) miles from their limits, the weekly duration of work shall consist of fifty-one (51) hours, distributed as follows:

Monday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon), excepting the weeks in which occurs a holiday mentioned in article 11 and Monday of the Holy Week where the duration of work is extended until 6.00 p.m.;

Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Friday and holiday eves: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.;

Saturday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.

58-G. *Minimum wages*: a) The minimum wages of a regular employee shall be \$35.00 per week plus a 50% commission on those receipts of his work exceeding \$45.00 per week.

When such employee does not work the entire work week, the commission to which he is entitled shall be based on those receipts of his work exceeding his wages earned, plus \$10.00.

b) Substitutes shall receive \$6.00 per day, plus a 60% commission on those receipts of their exceeding double the wages earned.

c) Temporary employees shall receive \$6.00 per day plus a 60% commission on those receipts

recettes de son travail dépassant le double de son salaire gagné.

58-H. *Prix minima des services*: Les employeurs, les artisans et les salariés doivent charger à la clientèle les prix minima suivants pour les services ci-après énumérés:

Coupe de cheveux pour adultes.....	\$0.65
Coupe de cheveux pour enfants au-dessous de 14 ans.....	0.40
Coupe de cheveux en brosse pour adultes.....	0.80
Coupe de cheveux en brosse pour enfants au-dessous de 14 ans.....	0.50
Coupe de la barbe.....	0.40
Dans Donnacona et St-Raymond et un rayon de deux (2) milles de leurs limites:	
Coupe de cheveux pour adultes.....	0.70
Coupe de cheveux pour enfants au-dessous de 14 ans.....	0.45"

2° Une nouvelle zone XI comportant les articles suivants est ajoutée à la section "B" concernant les coiffeurs pour dames:

"ZONE XI

97-E. *Jurisdiction territoriale*: La jurisdiction territoriale du décret décrite comme zone XI comprend le district électoral de Portneuf.

97-F. *Heures de travail*: a) La durée hebdomadaire du travail est de cinquante-cinq heures et demie (55½) réparties comme suit, sous réserve des prescriptions particulières ci-dessous mentionnées:

Toute l'année (sauf juillet et août)

- Lundi: 1.00 p.m. à 6.30 p.m.;
- Mardi: 8.00 a.m. à 6.30 p.m.;
- Mercredi: 8.00 a.m. à 6.30 p.m.;
- Judi: 8.00 a.m. à 6.30 p.m.;
- Vendredi: 8.00 a.m. à 10.00 p.m.;
- Samedi: 8.00 a.m. à 6.30 p.m.;

Juillet et août

- Lundi: 8.00 a.m. à 6.30 p.m.;
- Mardi: 8.00 a.m. à 6.30 p.m.;
- Mercredi: 8.00 a.m. à 6.30 p.m.;
- Judi: 8.00 a.m. à 6.30 p.m.;
- Vendredi: 8.00 a.m. à 10.00 p.m.;
- Samedi: 8.00 a.m. à 1.00 p.m.

b) Durant les semaines comportant un jour de fête chômée mentionnée à l'article II, les heures de travail sont de 8.00 a.m. à 6.30 p.m. les lundi et samedi.

c) Les heures de travail sont de 8.00 a.m. à 6.30 p.m. le lundi précédant immédiatement les fêtes de Pâques et de Noël.

d) Durant les mois d'avril, mai, juin et décembre, le travail peut se continuer jusqu'à 10.00 p.m. le mercredi soir de même que la veille et l'avant-veille des fêtes de Noël et du Premier de l'An.

e) La veille des jours de fêtes chômées énumérés à l'article 11 du décret, quand ces jours ne tombent pas un lundi, les heures de travail peuvent se continuer jusqu'à 10.00 p.m.

97-G. *Salaire minima*: a) Le salaire minimum d'un employé régulier est de \$20.00 par semaine.

b) Le salaire du remplaçant est de \$4.00 par jour.

c) Le salaire de l'employé temporaire est de \$4.00 par jour.

97-H. *Prix minima des services*: Les employeurs, les artisans et les salariés doivent charger à la clientèle les prix minima suivants pour les services ci-après énumérés:

of their work exceeding double the wages earned.

58-H. *Minimum prices of services*: Employers, artisans and employees shall charge to customers the following minimum prices for the services hereunder enumerated:

Haircut for adults.....	\$0.65
Haircut for children under 14 years of age.....	0.40
Brushcut for adults.....	0.80
Brushcut for children under 14 years of age.....	0.50
Shave.....	0.40
In Donnacona and St. Raymond and a radius of two (2) miles from their limits:	
Haircut for adults.....	0.70
Haircut for children under 14 years of age.....	0.45'

2. A new zone XI, including the following articles, is added to part "B" concerning ladies hairdressers:

"ZONE XI

97-E. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the decree, described as zone XI, shall comprise the electoral district of Portneuf.

97-F. *Hours of work*: a) The weekly duration of work shall consist of fifty-five and a half (55½) hours distributed as follows, subject to the special provisions hereunder mentioned:

The year round (except for July and August)

- Monday: 1.00 p.m. to 6.30 p.m.;
- Tuesday: 8.00 a.m. to 6.30 p.m.;
- Wednesday: 8.00 a.m. to 6.30 p.m.;
- Thursday: 8.00 a.m. to 6.30 p.m.;
- Friday: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.;
- Saturday: 8.00 a.m. to 6.30 p.m.;

July and August

- Monday: 8.00 a.m. to 6.30 p.m.;
- Tuesday: 8.00 a.m. to 6.30 p.m.;
- Wednesday: 8.00 a.m. to 6.30 p.m.;
- Thursday: 8.00 a.m. to 6.30 p.m.;
- Friday: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.;
- Saturday: 8.00 a.m. to 1.00 p.m.

b) For weeks in which occurs one of the holidays mentioned in article II, the hours of work shall be distributed between 8.00 a.m. and 6.30 p.m. on Monday and Saturday.

c) The hours of work shall be distributed between 8.00 a.m. and 6.30 p.m. on the Monday immediately preceding Easter Sunday and Christmas Day.

d) During the months of April, May, June and December, hours may be worked until 10.00 p.m. on Wednesday evening and on the eve and the day before the eve of Christmas and New Year's Day.

e) On the eve of the holidays enumerated in article 11 of the decree, when such days do not fall on a Monday, hours may be worked until 10.00 p.m.

97-G. *Minimum wages*: a) Regular employees shall receive a minimum of \$20.00 per week.

b) Substitutes shall receive \$4.00 per day.

c) Temporary employees shall receive \$4.00 per day.

97-H. *Minimum prices of services*: Employers, artisans and employees shall charge their customers the following minimum prices for the services hereunder enumerated:

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Ouvriers de Continental Iron & Titanium Mining Limited de Baie St-Paul, Cté Charlevoix", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la province le sept mars 1958.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Baie St-Paul, comté de Charlevoix.

47309-o Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Ouvriers de Continental Iron & Titanium Mining Limited de Baie St-Paul, Cté Charlevoix", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on March seventh, 1958.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Baie St-Paul, county of Charlevoix.

47309 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a, le premier mars 1958, autorisé le changement de nom de "Le Syndicat des Producteurs de Sucre et de Sirop d'Érable de Québec-Sud", dont la formation a été autorisée le 21 décembre 1956, avec siège social à Saint-Georges-Ouest, comté de Beauce, en celui de "Le Syndicat Spécialisé des Producteurs de Sucre d'Érable de l'U.C.C. de Québec-Sud", et ce, conformément aux dispositions des articles 7 et suivants de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le quatre mars 1958.

47310-o Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that the Honourable, the Provincial Secretary has, on March first, 1958, authorized the change of name of "Le Syndicat des Producteurs de Sucre et de Sirop d'Érable de Québec-Sud", the formation of which was authorized on December 21, 1956, with head office at Saint-Georges-West, county of Beauce, into that of "Le Syndicat Spécialisé des Producteurs de Sucre d'Érable de l'U.C.C. de Québec-Sud", and such pursuant to the provisions of sections 7 and following of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162.

Given at the office of the Provincial Secretary on March fourth, 1958.

47310 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a, le vingt-quatre février 1958, autorisé le changement de nom de l'"Association Catholique des Instituteurs et Institutrices Laïques, district N° 31-A de St-Joseph d'Alma", dont la formation, sous le nom originaire de "Association Catholique des Institutrices Rurales du district N° 29A", a été autorisée le 26 juin 1942, avec siège social à Alma, comté de Lac St-Jean, en celui de "Association des Professeurs Laïcs du district d'Alma", et ce, conformément aux dispositions des articles 7 et suivants de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le vingt-cinq février 1958.

47314-o Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary, on the twenty-fourth day of February, 1958, authorized the changing of the name of "Association Catholique des Instituteurs et Institutrices Laïques, district No. 31-A de St. Joseph d'Alma", the formation of which, under the original name of "Association Catholique des Institutrices Rurales du district No. 29A", had been authorized on June 26, 1942, with head office at Alma, county of Lake St. John, to that of "Association des Professeurs Laïcs du district d'Alma", and such, pursuant to the provisions of sections 7 and the following of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, chapter 162.

Given at the office of the Provincial Secretary, the twenty-fifth day of February 1958.

47314 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

(P.G. 12761-55)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a, le trois mars 1958, approuvé le règlement N° 1 du "Corps Canadien des Commissionnaires (Division de Québec)", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le quatre mars 1958.

47316-o Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

(A.G. 12761-55)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy-Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary approved, on March third 1958, by-law No. 1 of the "Corps Canadien des Commissionnaires (Division de Québec)", pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, the fourth day of March 1958.

47316 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

(P.G. 13853-57)

CORPORATION IMMOBILIÈRE
DU BAS ST-LAURENT
LOWER ST. LAWRENCE REALTY CORPORATION

Règlement N° 20

"Qu'il soit et il est par le présent règlement N° 20 de la compagnie ordonné et décrété comme suit:

Que le nombre des membres du conseil d'administration soit porté de trois à quatre."

Mont-Joli, ce 20ième jour de février, mil neuf cent cinquante-huit.

Certifié vraie copie.

(Seau)
47315-o

Le Secrétaire,
JEAN-PAUL GALIPEAULT.

Règlement N° 5

L'article 1 de la section III du règlement N° 1 des règlements de la compagnie "La Médicale, Compagnie d'Assurances Générales — The Medical General Insurance Company" est abrogé et remplacé par l'article suivant:

"Le Conseil d'Administration de la compagnie est composé de quinze (15) administrateurs".

Copie certifiée du règlement N° 5 dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le 14ième jour de novembre 1957 et approuvé à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le 14ième jour de novembre 1957 par les actionnaires détenant entre eux 100% des actions représentées à cette assemblée.

(Seau)
47317-o

Le Secrétaire,
JEAN-H. GAGNÉ.

Règlement N° 5

L'article 1 de la section III du règlement N° 1 des règlements de la compagnie "La Médicale, Compagnie d'Assurance sur la vie — The Medical Life Assurance Company" est abrogé et remplacé par l'article suivant:

"Le Conseil d'Administration de la compagnie est composé de quinze (15) administrateurs".

Copie certifiée du règlement N° 5 dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le 14ième jour de novembre 1957 et approuvé à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le 14ième jour de novembre 1957 par les actionnaires détenant entre eux 100% des actions représentées à cette assemblée.

(Seau)
47318-o

Le Secrétaire,
JEAN-H. GAGNÉ.

(P.G. 13342-57)

GEOFFRION, ROBERT & GÉLINAS CIE
GEOFFRION, ROBERT & GÉLINAS CO.

Règlement spécial "A" (1958)

(pour augmenter le nombre des directeurs)

"Il est décrété comme règlement spécial de la compagnie:

1° Le nombre des directeurs de la compagnie est augmenté de cinq (5) à sept (7);

2° Trois (3) directeurs formeront le quorum de toute assemblée du Conseil d'Administration;

3° Lorsque ce règlement deviendra valide les directeurs en fonction à cette époque pourront nommer parmi les actionnaires dûment qualifiés de la compagnie deux autres directeurs pour demeurer en fonction jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle ou jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

(A.G. 13853-57)

CORPORATION IMMOBILIÈRE
DU BAS ST-LAURENT
LOWER ST. LAWRENCE REALTY CORPORATION

By-law No. 20

"That it be and it is by this present by-law No. 20 of the company ordained and enacted as follows:

That the number of the members of the Board of Directors be carried from three to four."

Mont-Joli, this 20th day of February, one thousand nine hundred and fifty-eight.

Certified true copy.

(Seal)
47315

JEAN-PAUL GALIPEAULT,
Secretary.

By-law No. 5

Article 1 of section III of by-law No. 1 of the by-laws of the company "La Médicale, Compagnie d'Assurances Générales — The Medical General Insurance Company" is abrogated and replaced by the following article:

"The Board of Directors of the company is composed of fifteen (15) directors."

Certified copy of by-law No. 5 duly adopted at a meeting of the Directors held on the 14th day of November, 1957, and confirmed by the shareholders holding amongst themselves 100% of the shares represented at this meeting.

(Seal)
47317

JEAN-H. GAGNÉ,
Secretary.

By-law No. 5

Article 1 of section III of by-law No. 1 of the by-laws of the company "La Médicale, Compagnie d'Assurance sur la vie — The Medical Life Assurance Company" is abrogated and replaced by the following article:

"The Board of Directors of the company is composed of fifteen (15) directors."

Certified copy of by-law No. 5 duly adopted at a meeting of the Directors held on the 14th day of November, 1957, and confirmed by the shareholders holding amongst themselves 100% of the shares represented at this meeting.

(Seal)
47318

JEAN-H. GAGNÉ,
Secretary.

(A.G. 13342-57)

GEOFFRION, ROBERT & GÉLINAS CIE
GEOFFRION, ROBERT & GÉLINAS CO.

Special by-law "A" (1958)

(to increase the number of directors)

"Be it enacted as a Special by-law of the company:

1. The number of directors of the company is increased from five (5) to seven (7);

2. Three (3) directors shall constitute a quorum at any meeting of the Board of directors;

3. After this by-law has become valid the directors then in office may elect from amongst the duly qualified shareholders of the company two other directors to remain in office until the next annual general meeting or until their successors are elected".

Copie véritable du règlement ci-dessus adopté par les directeurs de "Geoffrion, Robert & Gélinas Cie — Geoffrion, Robert & Gélinas Co." le 7 février 1958 et approuvé à l'unanimité le même jour par les actionnaires de ladite compagnie.

Montréal, le 7 février 1958.

47322-o Le Secrétaire,
YVON PHENIX.

(P.G. 3257-49)
CONSUMERS PRODUCTS CORP.

Règlement N° 26

"Attendu qu'il est reconnu opportun d'augmenter le nombre des directeurs de la compagnie de trois à cinq.

En conséquence, qu'il soit décrété comme le règlement N° 26 de la compagnie:

Que le nombre des directeurs de la compagnie soit augmenté de trois à cinq."

Daté ce 24e jour d'octobre 1957.

47325 Le Secrétaire,
SIMON KREINDLER.

(Sec. P. 194-55)

AVIS

(Loi des Compagnies à Fonds Social Étrangères)

Avis est, par les présentes, donné que, par nouvelle procuration exécutée le 4 février 1958, par "Gosho Trading Company, Inc.", une compagnie à fonds social étrangère, dûment autorisée à exercer son commerce dans cette province, M. Eiji Yoshida, de la cité de Montréal a été nommé, à compter du 1er octobre 1957, agent principal de ladite compagnie dans la province de Québec, en lieu et place de M. Toshiharu Misu, le bureau principal de ladite corporation dans cette province reste à 400 ouest, rue Ontario, en ladite cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 11e jour de mars 1958.

47326 Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 12909-57)
KING BOY FOODS LIMITED

Règlement N° 3

"Le nombre des directeurs de la Compagnie "King Boy Foods Limited" est changé de trois qu'il était auparavant à celui de cinq et le règlement N° 1 article 3 de la compagnie est modifié en conséquence."

Copie certifiée du règlement N° 3 dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le sixième jour de novembre 1957 et approuvé à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le huitième jour de novembre 1957 par les actionnaires détenant entre eux 100% des actions représentées à cette assemblée.

47334-o Le Secrétaire,
RAYMOND PAGÉ.

(P.G. 10172-56)
NORTHERN WINGS HELICOPTERS LTD.

Règlement N° 3

Concernant la réduction du nombre des directeurs de cinq à trois.

"Il est résolu que les règlements de la compagnie soient amendés par l'adoption du présent règlement:

Certified true copy of the above by-law enacted by the directors of "Geoffrion, Robert & Gélinas Cie — Geoffrion, Robert & Gélinas Co." on February 7th, 1958 and unanimously approved the same day by the shareholders of the said company.

Montreal, February 7th, 1958.

47322-o YVON PHENIX,
Secretary.

(A.G. 3257-49)
CONSUMERS PRODUCTS CORP.

By-law No. 26

"Whereas it is expedient to increase the number of directors of the Company from three to five.

Now therefore be it enacted as by-law No. 26 of Company:

That the number of directors of the Company be increased from three to five."

Dated this 24th day of October, 1957.

47325-o SIMON KREINDLER,
Secretary.

(P. Sec. 194-55)

NOTICE

(Extra-Provincial Companies' Act)

Notice is hereby given that, by new Power of Attorney executed on February 4th, 1958, by the "Gosho Trading Company, Inc.", an extra-provincial company duly licensed to do business in this Province, Mr. Eiji Yoshida, of the city of Montreal, has been appointed as of and from October 1st, 1957, Chief Agent of said Company in the Province of Quebec in the place of Mr. Toshiharu Misu, the principal office of said Corporation in this Province remaining at 400 Ontario Street, West, in the said city of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of March, 1958.

47326-o JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

(A.G. 12909-57)
KING BOY FOODS LIMITED

By-law No. 3

"The number of the Directors of the Company "King Boy Foods Limited" is changed from three that it was heretofore to that of five and by-law No. 1 section 3 of the company is therefore modified."

Certified copy of by-law No. 3 duly adopted at a meeting of the Directors held on the sixth day of November, 1957 and approved at a special general meeting of the company held on the eighth day of November, 1957, by the shareholders who hold amongst themselves 100% of the shares represented at this meeting.

47334 RAYMOND PAGÉ,
Secretary.

(A.G. 10172-56)
NORTHERN WINGS HELICOPTERS LTD.

By-Law No. 3

Concerning the decrease in the number of directors from five to three.

"It is resolved that the Company's By-laws be amended by the adoption of this by-law:

Que le nombre des directeurs de la compagnie soit réduit à trois, et que le quorum aux assemblées des directeurs soit fixé à deux directeurs présents."

Vraie copie d'un règlement approuvé par les directeurs amendant les règlements généraux de la compagnie et approuvé par les actionnaires dans une assemblée spécialement tenue à cette fin et à laquelle tous les actionnaires, représentant tout le capital émis de la compagnie étaient présents, et l'on approuvé.

Québec, 29 janvier 1958.

47335-o Le Secrétaire-trésorier,
WILBROD BHÉRER.

That the number of directors of the Company be decreased to three, and that quorum at meetings of directors be fixed at two directors present."

True copy of a by-law approved by the directors, amending the general by-laws of the Company and confirmed by the shareholders at a meeting specially held for said purpose and at which all the shareholders, representing the entire Company's issued capital, were present, and gave approval thereto.

Quebec, January 29, 1958.

47335 WILBROD BHÉRER,
Secretary-Treasurer.

Chartes — Abandon de

Avis public est par les présentes donné que:

1° La Compagnie "Modern Window Service Limited", a été dûment incorporée par lettres patentes de la province de Québec en date du vingt-deux juin mil neuf cent cinquante;

2° Ladite compagnie demandera la permission d'abandonner sa charte suivant l'article 26 de la loi des compagnies du Québec, S.R.Q., 1941, chap. 276.

En foi de quoi, nous avons signé à Montréal, ce sixième jour de mars mil neuf cent cinquante-huit.

47298-o MODERN WINDOW SERVICE LIMITED.
Le Président,
VICTOR DONALDSON.

ROCKLAND LUMBER COMPANY LTD

Avis est par les présentes donné que Rockland Lumber Company Ltd, une corporation dûment incorporée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social et principale place d'affaires à Ville Mont-Royal, province de Québec, Canada, présentera une requête au procureur général de la province de Québec demandant la permission d'abandonner sa charte suivant les dispositions de ladite loi.

Daté à Montréal, ce 4ième jour de mars 1958.

47311-o (Signé) GÉRARD GINGRAS,
Le Secrétaire.

Avis est par les présentes donné que "Beauverny Gold Mines Limited" (No Personal Liability), corporation dûment constituée en vertu de la Loi des Compagnies de Québec et ayant son siège social à Montréal, province de Québec, s'adressera au Procureur Général de la province de Québec, pour permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec.

Daté à Montréal, le 10 mars 1958.

47319-o Le Secrétaire,
JEAN NOËL.

Avis est par les présentes donné que "National Nickel Corporation Ltd" (No Personal Liability), corporation dûment constituée en vertu de la Loi des Compagnies de Québec et ayant son siège social à Montréal, Province de Québec, s'adressera au Procureur Général de la province de Québec, pour permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec.

Daté à Montréal, le 10 mars 1958.

47327-o Le Président,
JEAN MONETTE.

Charters — Surrender of

Public notice is hereby given that:

1. The Company "Modern Window Service Limited", has been duly incorporated by letters patent of the Province of Quebec, dated June 22, 1950;

2. The said Company will make application for leave to surrender its charter in virtue of the article 26 of the Quebec Companies' Act, R.S.Q., 1941, chap. 276.

Signed at Montreal, on this sixth day of March nineteen hundred and fifty-eight.

47298-o MODERN WINDOW SERVICE LIMITED.
VICTOR DONALDSON,
President.

ROCKLAND LUMBER COMPANY LTD

Notice is hereby given that Rockland Lumber Company Ltd, a corporation duly incorporated under the Quebec Companies' Act and having its head office and principal place of business in the town of Mount-Royal, Province of Quebec, Canada, will make a petition to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the said Act.

Dated at Montreal, this 4th day of March, 1958.

47311-o (Signed) GÉRARD GINGRAS,
Secretary.

Notice is hereby given that "Beauverny Gold Mines Limited" (No Personal Liability), constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, Province of Quebec, will apply to the attorney-general of the Province of Quebec for an order accepting the surrender of its charter and fixing a date upon and from which the company shall be dissolved.

Dated at Montreal, this 10th day of March, 1958.

47319-o JEAN NOËL,
Secretary.

Notice is hereby given that "National Nickel Corporation Ltd" (No Personal Liability), constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, Province of Quebec, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for an order accepting the surrender of its charter and fixing a date upon and from which the Company shall be dissolved.

Dated at Montreal, this 10th day of March, 1958.

47327-o JEAN MONETTE,
President.

ROTHMAN NOVELTY COMPANY

Avis est donné que la compagnie Rothman Novelty Company demandera à l'Honorable Procureur général et à l'Honorable Ministre des affaires municipales de Québec la permission d'abandonner sa charte suivant la Loi.

Montréal, 12 mars 1958.

Le Procureur de Rothman Novelty Company,

47336 GREGORY CHARLAP.

ROTHMAN NOVELTY COMPANY

Notice is hereby given that Rothman Novelty Company will apply to the Honourable the Attorney General and the Honourable the Minister of Municipal Affairs of Quebec, for leave to surrender its Charter according to law.

Montreal, March 12th, 1958.

GREGORY CHARLAP,
Solicitor for Rothman Novelty Company.

47336-o

Département de l'Agriculture
Industrie Laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 85-57-A
(Région de Kamouraska)

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la Province de Québec.

Séance du mercredi, 12 mars 1958, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président, Joseph Hébert, Walter D. Lowe, Stanislas Panneton, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, c.r., conseiller juridique.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'ordonnance N° 85-57, publiée dans la Gazette officielle de Québec du 30 novembre 1957, est amendée en remplaçant l'article 2 par le suivant:

2° La région de Kamouraska comprend les villages de St-Pacôme et St-Pascal; les paroisses de Ste-Anne-de-la-Pocatière, St-Philippe-de-Néri et St-Pacôme; les municipalités de Rivière-Ouelle et St-Pascal.

3° La présente ordonnance entrera en vigueur le 16 mars 1958.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la Gazette officielle de Québec.

Signé: OMER-E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
WALTER D. LOWE, commissaire,
STANISLAS PANNETON, commissaire,

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
47332-o

Department of Agriculture
Dairy Industry

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 85-57-A
(Region of Kamouraska)

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, March 12th, 1958, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President, Joseph Hébert, Walter D. Lowe, Stanislas Panneton, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A. Gamache, Q.C., Legal Adviser.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Order No. 85-57 published in the Quebec Official Gazette of November 30th, 1957, is amended by replacing article 2 by the following:

2. The region of Kamouraska includes the villages of St. Pacôme and St. Pascal; the parishes of St. Anne de la Pocatière, St. Philippe de Néri and St. Pacôme; the municipalities of Rivière Ouelle and St. Pascal.

3. The present Order shall come into force on March 16th, 1958.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the Quebec Official Gazette.

Signed: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
WALTER D. LOWE, Commissioner,
STANISLAS PANNETON, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
47332-o

Département de l'Instruction Publique

N° 1059-57.

Québec, le 27 février 1958.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Benoît, dans le comté de Deux-Montagnes, les lots 71 à 74 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de St-Benoît, pour les annexer à la municipalité scolaire de l'Annonciation, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
47276-10-2 O. J. DÉSAULNIERS.

Department of Education

No. 1059-57.

Quebec, February 27, 1958.

Application is made to detach from the school municipality of the parish of St. Benoit, in the county of Two-Mountains, lots 71 to 74 inclusively of the official cadaster for the parish of St-Benoît, to annex them to the school municipality of L'Annonciation, same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.
47276-10-2

N° 507-55.

Québec, le 5 mars 1958.

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Pointe à Boisvert, dans le comté de Saguenay, à celui de la municipalité scolaire de St-Paul-du-Nord, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
47285-10-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 507-55.

Quebec, March 5, 1958.

Application is made to annex the present territory of the school municipality of Pointe à Boisvert, in the county of Saguenay, to that of the school municipality of St-Paul-du-Nord, in the same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 612-El.

Québec, le 5 mars 1958.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Bruno, dans le comté du Lac St-Jean, les lots 13 à 23 inclusivement du rang II et 13 à 22 inclusivement du rang III du canton Sinaï, pour l'annexer à la municipalité scolaire d'Hébertville Station, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
47286-10-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 612-El.

Quebec, March 5, 1958.

Application is made to detach from the school municipality of St-Bruno, in the county of Lake St-John, lots 13 to 23 inclusively of range II and 13 to 22 inclusively of range III of the township of Sinaï, to annex it to the school municipality of Hébertville Station, same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 579-57.

Québec, le 5 mars 1958.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "La municipalité scolaire de Carignan, dans le comté de Lavolette" le territoire ci-dessous décrit qui n'est pas encore organisé au point de vue scolaire.

1° Les cantons Carignan et Boucher en entier; 2° Les rangs A, B, C et I à V inclusivement du Canton Turcotte; 3° Les rangs I, II, III du canton Polette; 4° Cette partie des cantons Malhiot et Vallières, décrite comme suit, savoir: les lots 51 à 68 inclusivement du rang I du canton Vallières; les lots 51 à 69 inclusivement et le bloc "H" du rang I du canton Malhiot et toute cette partie dudit canton limitée au sud-ouest, au sud-est et au nord-est par les limites actuelles dudit canton à l'ouest par la ligne est du rang I du canton Malhiot.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
47305-11-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 579-57.

Quebec, March 5, 1958.

Application is made to erect into a separate school municipality, under the name of "The School Municipality of Carignan, in the county of Lavolette", the territory hereinunder described which is not as yet organized for school purposes.

1. The Townships of Carignan and Boucher in their entirety; 2. Ranges A, B, C and I to V inclusive, Township of Turcotte; 3. Ranges I, II, III of the Township of Polette; 4. That part of the Townships of Malhiot and Vallières, described as follows, to wit: lots 51 to 68 inclusive, Range I of the Township of Vallières; lots 51 to 69 inclusive and Block "H", Range I of the Township of Malhiot and all that part of said Township bounded southwesterly, southeasterly and northeasterly by the actual limits of said Township and westerly by the easterly line of Range I of the Township of Malhiot.

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 1302-57.

Québec, le 11 mars 1958.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 26 février 1958, de changer le nom de la municipalité scolaire de Labelle Canton, dans le comté de Labelle, en celui de "La municipalité scolaire du Lac Labelle, dans le comté de Labelle."

Ce changement prendra effet le 23 mars 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
47329-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 1302-57.

Quebec, March 11, 1958.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council, dated February 26, 1958, has been pleased to detach has been pleased to change the name of the school municipality of Labelle Canton in the county of Labelle, into that of "The School Municipality of Lake Labelle, in the county of Labelle."

This change in Council will take effect on March 23, 1958.

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 1324-57.

Québec, le 11 mars 1958.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 26 février 1958, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Ste-Anne-du-Bout-de-l'Île, dans le comté de Jacques-Cartier, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire de Ste-Anne-de-Bellevue village, même comté.

Ce changement prendra effet au 1er juillet 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
47329-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 1324-57.

Quebec, March 11, 1958.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council, dated February 26, 1958, has been pleased to annex the present municipal school territory of Ste-Anne-du-Bout-de-l'Île, in the county of Jacques-Cartier, for the Catholic ratepayers only, to the school municipality of Ste-Anne-de-Bellevue village, in the same county.

This change in Council will take effect on July 1st, 1958.

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 599-57.

Québec, le 10 mars 1958.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 26 février 1958, de détacher de la municipalité scolaire de Bourget Canton, dans le comté de Jonquière-Kénogami, les lots 10 à 15 inclusivement du rang II ouest du cadastre officiel du canton Bourget, pour les annexer à la municipalité scolaire de St-Charles-Borromée, dans le même comté.

Ce changement prendra effet au 1er juillet 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
47329-o O. J. DÉSALNIERS.

No. 599-57.

Quebec, March 10, 1958.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council, dated February 26, 1958, has been pleased to detach from the school municipality of Bourget township in the county of Jonquière-Kénogami, lots 10 to 15 inclusive, of range II west of the official cadaster of the township of Bourget, to annex them to the school municipality of St-Charles-Borromée, in the same county.

This change will take effect on July 1st, 1958.

O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

N° 1434-55.

Québec, le 10 mars 1958.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 26 février 1958, de détacher de la municipalité scolaire de St-Pierre-Baptiste, dans le comté de Mégantic, les lots 192 à 203 inclusivement du rang III et 269 à 278 inclusivement du rang IV du cadastre officiel de St-Pierre Baptiste, pour les annexer à la municipalité scolaire de Laurierville, dans le même comté.

Ce changement prendra effet au 1er juillet 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
47329-o O. J. DÉSALNIERS.

No. 1434-55.

Quebec, March 10, 1958.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council, dated February 26, 1958, has been pleased to detach from the school municipality of St-Pierre-Baptiste, in the county of Mégantic, lots 192 to 203 inclusive, of range III and 269 to 278 inclusive of range IV of the official cadaster of St-Pierre Baptiste, to annex them to the school municipality of Laurierville, in the same county.

This change in Council will take effect on July 1st, 1958.

O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

N° 1183-57.

Québec, le 10 mars 1958.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 26 février 1958, de changer le nom de la municipalité scolaire d'Écours, dans le comté de Laval, en celui de "La municipalité scolaire de Les Écours, dans le comté de Laval".

Ce changement prendra effet huit jours après la publication de cet avis dans la Gazette officielle soit le 23 mars 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
47329-o O. J. DÉSALNIERS.

No. 1183-57.

Quebec, March 10, 1958.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated February 26, 1958, to change the name of the School Municipality of Écours, in the county of Laval, to that of "The School Municipality of Les Écours, in the county of Laval."

This change shall take effect eight days following the publication of this notice in the Quebec Official Gazette, that is to say on March 23, 1958.

O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

N° 805-56.

Québec, le 8 mars 1958.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 26 février 1958, d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "La municipalité scolaire de Sanmaur, dans le comté de Laviolette", le territoire des cantons Bessane et Lavallée, comté de Laviolette, moins toutefois la réserve indienne de Weymontachingue, située dans ce territoire.

Ce changement prendra effet le 12 mars 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
47329-o O. J. DÉSALNIERS.

No. 805-56.

Quebec, March 8, 1958.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated February 26, 1958, to erect into a separate school municipality, under the name of "The School Municipality of Sanmaur, in the county of Laviolette", the territory of the townships of Bessane and Lavallée, county of Laviolette, save and except however, the Indian Reserve of Weymontachingue, situated in said territory.

This change shall take effect on March 12, 1958.

O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

N° 1225-57.

Québec, le 10 mars 1958.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 26 février 1958, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire du village de Shawinigan-Est, dans le comté de St-Maurice, à celui de la municipalité scolaire de Shawinigan, dans le même comté.

Ce changement prendra effet au 1er juillet 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
47329-o O. J. DÉSALNIERS.

No. 1225-57.

Quebec, March 10, 1958.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated February 26, 1958, to annex the present territory of the school municipality of the village of Shawinigan-Est, in the county of St. Maurice to that of the school municipality of Shawinigan, in the same county.

This change shall take effect on July 1st, 1958.

O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

N° 425-56.

Québec, le 6 mars 1958.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 26 février 1958, de détacher de la municipalité scolaire de Haut de St-Martin, dans le comté de Laval, les lots 514 à 562 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de St-Martin, pour les annexer à la municipalité scolaire de la ville St-Martin, dans le même comté.

Ce changement prendra effet au 1er juillet 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
47329-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 261-57.

Québec, le 12 mars 1958.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 26 février 1958, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de la paroisse de Verchères, dans le comté de Verchères, à celui de la municipalité scolaire du village de Verchères, dans le même comté.

Ce changement prendra effet au 1er juillet 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
47329-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 38-58.

Québec, le 12 mars 1958.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 26 février 1958, de changer le nom de la municipalité scolaire du village de Labelle, dans le comté de Labelle, en celui de "La municipalité scolaire de Labelle, dans le comté de Labelle".

Ce changement prendra effet le 30 mars 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
47329-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 1334-57.

Québec, le 12 mars 1958.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 26 février 1958, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire du village de Senneville, dans le comté de Jacques-Cartier, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire du village de Ste-Anne-de-Bellevue, même comté.

Ce changement prendra effet au 1er juillet 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
47329-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 174-58.

Québec, le 12 mars 1958.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Gabriel-de-Brandon paroisse, dans le comté de Berthier, les lots 96 à 113 inclusivement du cadastre officiel de St-Gabriel-de-Brandon, pour les annexer à la municipalité scolaire de Mandeville, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
47330-11-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 1078-55.

Québec, le 11 mars 1958.

Demande est faite de former une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de "La municipalité scolaire de St-Jude, dans le comté de St-Hyacinthe" et qui comprendrait le territoire des deux municipalités scolaires de St-Jude et Salvail, dans le comté de St-Hyacinthe.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
47331-11-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 425-56.

Quebec, March 6, 1958.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated February 26, 1958, to detach from the school municipality of Haut de St-Martin, in the county of Laval, lots 514 to 562 inclusive of the official cadastre of the parish of St. Martin, in order that they be annexed to the school municipality of the town of St. Martin, in the same county.

This change shall take effect on July 1st, 1958.

O. J. DÉSAULNIERS,
47329 Superintendent of Education.

No. 261-57.

Quebec, March 12, 1958.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated February 26, 1958, to annex the present territory of the school municipality of the parish of Verchères, in the county of Verchères, to that of the school municipality of the village of Verchères, in the same county.

This change shall take effect on July 1st, 1958.

O. J. DÉSAULNIERS,
47329 Superintendent of Education.

No. 38-58.

Quebec, March 12, 1958.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council, dated February 26, 1958, has been pleased to detach has been pleased to change the name of the school municipality of the village of Labelle, in the county of Labelle, into that of "The School Municipality of Labelle, in the county of Labelle".

This change in Council will take effect on March 30, 1958.

O. J. DÉSAULNIERS,
47329 Superintendent of Education.

No. 1334-57.

Quebec, March 12, 1958.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council, dated February 26, 1958, has been pleased to annex the present territory of the school municipality of the village of Senneville, in the county of Jacques-Cartier, for the Catholic ratepayers only, to the school municipality of the village of Ste-Anne-de-Bellevue, same county.

This change in Council will take effect on July 1st, 1958.

O. J. DÉSAULNIERS,
47329 Superintendent of Education.

No. 174-58.

Quebec, March 12, 1958.

Application is made to detach from the School Municipality of St. Gabriel-de-Brandon parish, in the county of Berthier, lots 96 to 113 inclusive of the official cadastre of St. Gabriel-de-Brandon, in order that they be annexed to the School Municipality of Mandeville, same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
47330-11-2 Superintendent of Education.

No. 1078-55.

Quebec, March 11, 1958.

Application is made to form a new school municipality under the name of "The School Municipality of St. Jude, in the county of St-Hyacinthe" and which would comprise the two school municipalities of St-Jude and Salvail, in the county of St-Hyacinthe.

O. J. DÉSAULNIERS,
47331-11-2 Superintendent of Education.

Mines

Mines

Province de Québec
Ministère des Mines

Province of Quebec
Department of Mines

AVIS DE RÉVOCATION DE DROITS DE MINE

NOTICE OF REVOCATION OF MINING RIGHTS

Conformément aux articles 50, 51, 51A et suivants de la Loi des Mines de Québec (S.R.Q., 1941, ch. 196) tels qu'amendés par 3-4 Elizabeth II, ch. 38, avis est présentement donné aux détenteurs des droits de mine sur les terrains ci-dessous mentionnés qu'après un délai de quatre-vingt-dix jours à compter de la date du présent avis, le Ministre des Mines recommandera au Lieutenant-gouverneur en conseil la révocation quant aux droits de mine de ces terrains, si l'exploitation d'iceux est demeurée inactive durant les vingt et une années qui ont suivi le 1er mars 1934, à savoir:

Dans le canton de Bolton: Rang VI, lots 25 (653, 654 cadastre), 26 (655, 656 cadastre); rang VII, $\frac{1}{2}$ est lot 13 (739 cadastre), lot 14 (740 cadastre), $\frac{1}{2}$ Est lot 15 (741 cadastre), $\frac{1}{2}$ Est lot 16 (743 cadastre), $\frac{1}{2}$ Est lot 18 (763A à 767A, 763C à 767C et 768, 769 cadastre), lot 20 (882 à 887 inclusivement cadastre), lot 21 (891 cadastre), lot 22 (893 cadastre), lot 23 (895 à 899 inclusivement cadastre) et lot 28 (922, 923, 924 cadastre); rang VIII, lots 13 (962, 963, 964 cadastre), 14 (965 cadastre), 15 (966 cadastre), 16 (967 cadastre), 17 (968, 969, 970 cadastre), 18 (971 cadastre), 19 (972, 973, 974 cadastre), 20 (975 à 980 inclusivement cadastre), 21 (981, 982, 983 cadastre), 22 (984 cadastre), 23 (985 cadastre), 24 (987, 988 cadastre), 25 (989, 990 cadastre), 26 (991, 992 cadastre), 27 (993, 994, 995 cadastre) et 28 (996, 997 cadastre); rang IX, lots 24 (1216, 1217, 1218 cadastre) et 25 (1219, 1220, cadastre).

Dans le canton de Broughton: Rang X, lots 3 (3A, 3B, 3C cadastre) et 4 (4A, 4B, 4C, 4D cadastre).

Dans le canton d'Eardley: Rang XI, lots 9, 10 et 11; rang XII, lots 9, 10 (10A, 10B cadastre) et $\frac{1}{2}$ Est 11 (11A cadastre).

Dans le canton de Mann: Rang Ristigouche, lots 1 et 3.

Dans le canton de Ristigouche: Rang I, rivière Ristigouche, lots 4, 5 (5A, 5B cadastre), 6 (6A, 6B, 6C, 6D cadastre), 7 (7A, 7B, 7C cadastre), 8 (8A cadastre) et 9.

Dans le canton de Villeneuve: La concession minière pour le mica couvrant les lots 30 et 31, rang I, canton de Villeneuve, comté de Papineau, émise par lettres patentes, en date du 11 décembre 1885, en faveur de Joseph Lalonde.

Dans le canton de Wakefield: rang VIII, lot 25.

Québec, le 12 mars 1958.

47333-11-2-o

Le Sous-ministre,
A. O. DUFRESNE.

Pursuant to sections 50, 51, 51A and following of the Quebec Mining Act (R.S.Q., 1941, ch. 196) as amended by 3-4 Elizabeth II, ch. 38, notice is hereby given to the holders of mining rights on the parcels of land hereunder listed that after a delay of ninety days from the date of the present notice, the Minister of Mines will recommend to the Lieutenant-Governor in Council the revocation of the mining rights on these concessions of land, the working of which has remained inactive during the twenty-one years following the first of March, 1934, to wit:

In Bolton township: Range VI, lots 25 (653, 654 cadastral lots) and 26 (655, 656 cadastral lots); range VII, east $\frac{1}{2}$ of lot 13 (739 cadastral lot), lot 14 (740 cadastral lot), East $\frac{1}{2}$ of lot 15 (741 cadastral lot), East $\frac{1}{2}$ of lot 16 (743 cadastral lot), East $\frac{1}{2}$ of lot 18 (763A to 767A, 763C to 767C, 768 and 769 cadastral lots), lot 20 (882 to 887 inclusively, cadastral lots), lot 21 (891 cadastral lot), lot 22 (893 cadastral lot), lot 23 (895 to 899 inclusively, cadastral lots) and lot 28 (922, 923 and 924 cadastral lots); range VIII, lots 13 (962, 963, 964 cadastral lots), 14 (965 cadastral lot), 15 (966 cadastral lot), 16 (967 cadastral lot), 17 (968, 969, 970 cadastral lots), 18 (971 cadastral lot), 19 (972, 973, 974 cadastral lots), 20 (975 to 980 inclusively, cadastral lots), 21 (981, 982, 983 cadastral lots), 22 (984 cadastral lot), 23 (985 cadastral lot), 24 (987, 988 cadastral lots), 25 (989, 990 cadastral lots), 26 (991, 992 cadastral lots), 27 (993, 994, 995 cadastral lots) and 28 (996, 997 cadastral lots); range IX, lots 24 (1216, 1217, 1218 cadastral lots) and 25 (1219, 1220 cadastral lots).

In Broughton township: Range X, lots 3 (3A, 3B, 3C cadastral lots) and 4 (4A, 4B, 4C, 4D cadastral lots).

In Eardley township: Range XI, lots 9, 10 and 11; range XII, lots 9, 10 (10A, 10B cadastral lots) and East $\frac{1}{2}$ 11 (11A cadastral lot).

In Mann township: Range Ristigouche, lots 1 and 3.

In Ristigouche township: range I, rivière Ristigouche, lots 4, 5 (5A, 5B cadastral lots), 6 (6A, 6B, 6C, 6D cadastral lots), 7 (7A, 7B, 7C cadastral lots), 8 (8A cadastral lot) and 9.

In Villeneuve township: Mining Concession for mica rights covering lots 30 and 31, range I, township of Villeneuve, Papineau County, issued under letters patent, on December 11, 1885, in favor of Joseph Lalonde.

In Wakefield township: range VIII, lot 25.

Quebec, March 12th, 1958.

47333-11-2-o

A. O. DUFRESNE,
Deputy Minister.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel du canton Aumond, division d'enregistrement de Gatineau.

Official cadastre of the township of Aumond, registration division of Gatineau.

Avis est par la présente que les lots 10, 11A, 11B, 12A, 12B, 13B, 14 à 21 du Rang VIII sont

Notice is hereby given that lots 10, 11A, 11B, 12A, 12B, 13B, 14 to 21 Range VIII are corrected;

corrigés; le lot 13A du Rang VIII est annulé et les lots 1 à 97 du Rang C sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 5 mars 1958.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

47296-o

lot 13A, Range VIII has been cancelled and lots 1 to 97, Range C are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, March 5, 1958.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

47296-o

Cadastre officiel du canton Dasserat, division d'enregistrement de Temiscamingue.

Avis est par la présente donné que les lots 44 du Rang V, 30, 31, 38 à 43 du Rang VI, 37 et 38 du Rang VII sont corrigés; les lots 32A, 32B du Rang VI sont annulés et les lots 1 à 65 du Rang D, 1 à 24 du Rang E sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 27 février 1958.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

47296-o

Official cadastre of township of Dasserat, registration division of Temiscamingue.

Notice is hereby given that lots 44, Range V, 30, 31, 38 to 43, Range VI, 37 and 38, Range VII are corrected; lots 32A, 32B, Range VI are cancelled and lots 1 to 65, Range D, 1 to 24, Range E are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, February 27, 1958.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

47296-o

Cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, (municipalité de ville de Greenfield Park), division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 226-4-2 et 227-5-2 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 6 mars 1958.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

47296-o

Official cadastre of the parish of St-Antoine de Longueuil (municipality of town of Greenfield Park), registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 226-4-2 and 227-5-2 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, March 6, 1958.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

47296-o

Cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet, (municipalité de ville de Montréal-Nord), division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 62-426-1, 62-426-2, 62-427-1, 62-427-2, 62-428-1, 62-428-2, 62-428-3, 62-428-4, 62-429-1, 62-429-2, 62-430-1, 62-430-2, 62-433-1, 62-433-2, 62-435-1, 62-435-2, 62-440-1, 62-440-2, 62-442-1, 62-442-2 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 6 mars 1958.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

47296-o

Official cadastre of the parish of Sault-au-Récollet, (municipality of town of Montreal-Nord), registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 62-426-1, 62-426-2, 62-427-1, 62-427-2, 62-428-1, 62-428-2, 62-428-3, 62-428-4, 62-429-1, 62-429-2, 62-430-1, 62-430-2, 62-433-1, 62-433-2, 62-435-1, 62-435-2, 62-440-1, 62-440-2, 62-442-1, 62-442-2 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, March 6, 1958.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

47296-o

Ministère des Finances Assurances

Department of Finance Insurance

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Avis est donné, par les présentes, que "Aeterna-Vie, Compagnie Mutuelle d'Assurance" et en anglais "Aeterna-Life Mutual Assurance Company", constituée en corporation par la loi 6 Elisabeth II, chapitre 157 et enregistrée sous le numéro 600, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement numéro 932 qui l'autorise à compter du 1er janvier 1958, à effectuer dans la province les contrats d'assurance suivants: Vie, Accident; Maladie.

Le siège social de la compagnie est situé à 1117 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, province de Québec.

Notice is hereby given that "Aeterna-Life Mutual Assurance Company" and in French "Aeterna-Vie, Compagnie Mutuelle d'Assurance", incorporated by the act 6 Elisabeth II, chapter 157 and registered under number 600, has obtained the license and certificates of registration number 932 authorizing it, as from the 1st of January 1958, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Life; Accident; Sickness.

The head office of the company is situated at 1117 Ste. Catherine Street West, Montreal, Province of Quebec.

Donné au bureau du Service des assurances,
Ministère des finances, le 22 février 1958.

Pour le Ministre des finances de la province,
GEORGES LAFRANCE,
47277-10-2-o Surintendant des assurances.

Given at the office of the Insurance Branch,
Department of Finance, the 22nd of February
1958.

For the Minister of Finance of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
47277-10-2-o Superintendent of Insurance.

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET
D'ENREGISTREMENT

Attendu que "Aeterna-Vie, Compagnie Mutuelle d'Assurance", et en anglais "Aeterna-Life Mutual Assurance Company", constituée en corporation par la loi 6 Elisabeth II, chapitre 157, a, en conformité de l'article II de ladite loi, acquis l'actif et assumé le passif de "Association Nationale de Bénéfices Mutuels" et en anglais "National Mutual Benefit Association", société de secours mutuels régie par la section VIII de la Loi des assurances de Québec (Statuts refondus 1941, chapitre 299) et par la loi 8 George VI, chapitre 76;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de "Association Nationale de Bénéfices Mutuels" et en anglais "National Mutual Benefit Association", société de secours mutuels, sont annulés à compter du 31 décembre 1957.

Donné au bureau du Service des assurances,
Ministère des finances, le 22 février 1958.

Pour le Ministre des finances de la province,
GEORGES LAFRANCE,
47277-10-2-o Surintendant des assurances.

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENSE AND
REGISTRATION

Whereas "Aeterna-Life Mutual Assurance Company" and in French "Aeterna-Vie, Compagnie Mutuelle d'Assurance", incorporated by the act 6 Elisabeth II, chapter 157, has, pursuant to section II of the said act, acquired the assets and assumed the liabilities of "National Mutual Benefit Association" and in French "Association Nationale de Bénéfices Mutuels", a mutual benefit association governed by section VIII of the Quebec Insurance Act (Revised Statutes 1941, chapter 299) and by the act 8 George VI, chapter 76;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registry of "National Mutual Benefit Association" and in French "Association Nationale de Bénéfices Mutuels", a mutual benefit association, are cancelled as from the 31st of December 1957.

Given at the office of the Insurance Branch,
Department of Finance, the 22nd of February
1958.

For the Minister of Finance of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
47277-10-2-o Superintendent of Insurance.

Sièges sociaux

Avis est donné que la compagnie "Metropole Club Incorporated" constituée en corporation par lettres patentes le 9 août 1937 et ayant son bureau principal dans Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 1408, rue Ste-Elizabeth, l'a transporté au numéro 87 de la rue Ste-Catherine Est, à Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Montréal, ce 26ième jour de février 1958.
(Sceau) Le Secrétaire,
47299-o **RENÉ CHAPDELAINE.**

Notice is given that the company "Metropole Club Incorporated", constituted as a corporation by letters patent on August 9, 1937 and having its head office in Montreal, where its office was situated up to to-day at number 1408, St. Elizabeth Street, has moved said office to number 87 St. Catherine Street, East, in Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being its head office.

Montreal, this 26th day of February 1958.
(Seal) **RENÉ CHAPDELAINE,**
47299 Secretary.

Avis est donné que "Belleville Woodwork Inc.", constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, 1941, le trentième jour de Décembre 1957, et ayant son bureau principal dans la ville de Plessisville, a établi son bureau au numéro 2059 de l'avenue des Étables.

A compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré, par la compagnie, comme étant son bureau principal.

Donné à Plessisville, ce sixième jour de janvier 1958.

47300-o Le Président,
MARCEL BELLEVILLE. 47300

Notice is given that "Belleville Woodwork Inc.", incorporated by letters patent issued under the Quebec Companies' Act, 1941, on the thirtieth day of December, 1957, and having its head office in the town of Plessisville, has established its office at number 2059 Maple Avenue.

From and after the date of the present notice the said office is considered, by the company, as being its head office.

Given at Plessisville, this sixth day of January, 1958.

MARCEL BELLEVILLE,
President.

LAMINEX PRODUCTS LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Laminex Products Limited", constituée en corporation par lettres patentes émises par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec

LAMINEX PRODUCTS LIMITED

Notice is hereby given that "Laminex Products Limited", incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec on the 1st day of February, 1958, and

le premier février 1958, et ayant son siège social en les cité et district de Québec, a établi son bureau à 604 St-Jean en ledit cité de Québec.
Québec, P.Q., 3 mars 1958.

L'Assistant-secrétaire,
47301-o C. DOUGLAS JOHNSTON.

having its head office in the city and district of Quebec, has established its office at 604 St. John Street, in the said city of Quebec.
Quebec, P.Q., March 3rd, 1958.

C. DOUGLAS JOHNSTON,
47301-o Assistant-Secretary.

Avis est donné que la compagnie "Gold Stamp Company Limited" constituée en corporation par lettres patentes en date du 6 décembre 1957 et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal a établi son bureau à 1801 de la rue Delorimier.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal ce 4ème jour de mars 1958.
Le Secrétaire,
47302-o JEAN RIVARD.

Notice is given that the company "Gold Stamp Company Limited" constituted as a corporation by letters patent dated December 6, 1957, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 1801 Delorimier Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal this 4th day of March 1958.
JEAN RIVARD,
47302 Secretary.

Avis est donné que la compagnie "Prudential Investment Corporation" constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 août 1956 et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 170 Est, Dorchester, l'a transporté à 1801 de la rue Delorimier.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal ce 4 mars 1958.
Le Secrétaire,
47303-o YVON SIMARD.

Notice is given that the company "Prudential Investment Corporation" constituted as a corporation by letters patent dated August 30, 1956, and having its head office in the city of Montreal where its office was located up to today at number 170, East, Dorchester, has moved said office to 1801 Delorimier Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this March 4, 1958.
YVON SIMARD,
47303 Secretary.

(P.G. 12528-51)

CONSOLIDATED PLYWOOD CORPORATION

Règlement N° 7

concernant le changement de bureau principal

Le bureau principal de la compagnie "Consolidated Plywood Corporation" est transporté de Montréal où il était auparavant à Ville St-Michel au numéro 8530 de la 8ième Avenue.

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire,
(Signé) DR PAUL LACOURSIÈRE.
47323-o

(P.G. 1570-52)

FEDERAL CONVERTERS COMPANY

Règlement N° XXIII

"Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de "Federal Converters Company", que la situation du siège social de la compagnie soit et elle est, par les présentes, changée de 2050 boulevard St-Laurent, en la cité de Montréal à 36 rue Ste-Anne, Pierreville, province de Québec."

Vraie copie certifiée et signée à Pierreville Québec, ce 13e jour de février 1958.

Le Secrétaire,
47324 HELEN S. COLT.

KINGSWAY INVESTMENT CORP.

Cette compagnie a été constituée en corporation par lettres patentes émises par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec en date du 6 novembre 1957 et a établi son siège social à 4920 avenue Western, en la cité de Westmount, district de Montréal, province de Québec.

Montréal, 6 novembre 1957.

Le Secrétaire,
47337 S. GOLDWARG.

(A.G. 12528-51)

CONSOLIDATED PLYWOOD CORPORATION

By-law No. 7

concerning a change in the location of head office

The head office of the company "Consolidated Plywood Corporation" is being moved from Montreal, its former address, to the Town of St. Michel at number 8530 8th Avenue.

Certified true copy.

(Signed) DR PAUL LACOURSIÈRE,
47323 Secretary.

(A.G. 1570-52)

FEDERAL CONVERTERS COMPANY

By-law No. XXIII

"Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Federal Converters Company", that the location of the head office of the company be and the same is hereby changed from 2050 St. Lawrence Boulevard, in the city of Montreal to 36 St. Anne Street, Pierreville, in the Province of Quebec."

Certified true copy and signed at Pierreville, Quebec this 13th day of February, 1958.

HELEN S. COLT,
47324-o Secretary.

KINGSWAY INVESTMENT CORP.

This company was incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, on November 6, 1957, and has established its head office at 4920 Western Avenue, in the city of Westmount, District of Montreal, Province of Quebec.

Montreal, November 6, 1957.

S. GOLDWARG,
47337-o Secretary.

Soumissions

Tenders

Province de Québec

Province of Quebec

VILLE ST-PIERRE
(Comté de Jacques-Cartier)

TOWN OF ST-PIERRE
(County of Jacques-Cartier)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sousigné, H.-F. Malo, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 69, 5ème avenue, Ville St-Pierre, comté de Jacques-Cartier, jusqu'à 8.30 heures du soir, lundi, le 31 mars 1958, pour l'achat de \$86,500.00 d'obligations de Ville St-Pierre, comté de Jacques-Cartier, datées du 1er mai 1958 et remboursables par séries du 1er mai 1959 au 1er mai 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4% ni supérieur à 5% par année, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned H.-F. Malo, Secretary-Treasurer, Town Hall, 69, 5th Ave., town of St-Pierre, county of Jacques-Cartier, until 8.30 o'clock p.m., Monday, March 31, 1958, for the purchase of an issue of \$86,500.00 of bonds of the town of St-Pierre, county of Jacques-Cartier, dated May 1st, 1958, and redeemable serially from May 1st, 1959 to May 1st, 1978 inclusively, with interest at a rate not less than 4% nor more than 5% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Règlement d'emprunt N° 233 — \$46,500.00 — renouvellement d'emprunt; et règlement d'emprunt N° 301 — \$40,000.00 — travaux d'égoûts et de voirie.

Loan by-law No. 233 — \$46,500.00 — loan renewal; and loan by-law No. 301 — \$40,000.00 — work on sewers and roads.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mai 1958.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from May 1st, 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$86,500.00 — 20 ans

Table of redemption — \$86,500.00 — 20 years

Année	Capital
1er mai 1959	\$3,500.00
1er mai 1960	3,500.00
1er mai 1961	3,500.00
1er mai 1962	3,500.00
1er mai 1963	3,500.00
1er mai 1964	4,000.00
1er mai 1965	4,000.00
1er mai 1966	5,000.00
1er mai 1967	5,000.00
1er mai 1968	5,500.00
1er mai 1969	5,500.00
1er mai 1970	5,500.00
1er mai 1971	5,500.00
1er mai 1972	6,000.00
1er mai 1973	7,000.00
1er mai 1974	3,000.00
1er mai 1975	3,000.00
1er mai 1976	3,000.00
1er mai 1977	3,000.00
1er mai 1978	4,000.00

Year	Capital
May 1st, 1959	\$3,500.00
May 1st, 1960	3,500.00
May 1st, 1961	3,500.00
May 1st, 1962	3,500.00
May 1st, 1963	3,500.00
May 1st, 1964	4,000.00
May 1st, 1965	4,000.00
May 1st, 1966	5,000.00
May 1st, 1967	5,000.00
May 1st, 1968	5,500.00
May 1st, 1969	5,500.00
May 1st, 1970	5,500.00
May 1st, 1971	5,500.00
May 1st, 1972	6,000.00
May 1st, 1973	7,000.00
May 1st, 1974	3,000.00
May 1st, 1975	3,000.00
May 1st, 1976	3,000.00
May 1st, 1977	3,000.00
May 1st, 1978	4,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Montreal.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank at Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er mai 1968 inclusivement; après cette date, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation before May 1st, 1968 inclusive; after this date, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 31 mars 1958, à 8.30 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, 69, 5ème avenue, Ville St-Pierre, comté de Jacques-Cartier.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ville St-Pierre, (Comté de Jacques-Cartier), ce 5 mars 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
H.-F. MALO.

Hôtel de Ville, 69, 5ème avenue,
Ville St-Pierre, (Jacques-Cartier),
Téléphone: DEXter 0601. 47328-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES CATHOLIQUES POUR
LA MUNICIPALITÉ DE ROXBORO
(Comté de Jacques-Cartier)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-R. Rivest, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.00 heures du soir, à 70, 8ème avenue-sud, Roxboro, ou jusqu'à 8h. 15 du soir, à l'école de Roxboro, 50, 3ème avenue, Roxboro, comté de Jacques-Cartier, mardi, le 1er avril 1958, pour l'achat de \$180,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de Roxboro, comté de Jacques-Cartier, datées du 1er avril 1958 et remboursables par séries du 1er avril 1959 au 1er avril 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4% ni supérieur à 5% par année, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 25 juillet 1957, telle que modifiée — agrandissement de l'école de l'arrondissement N° 1.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mai 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$180,000.00—20 ans

Année	Capital
1er avril 1959.....	x\$21,000.00
1er avril 1960.....	x 22,000.00
1er avril 1961.....	x 23,000.00
1er avril 1962.....	x 24,000.00
1er avril 1963.....	4,000.00
1er avril 1964.....	4,000.00
1er avril 1965.....	4,000.00
1er avril 1966.....	4,500.00
1er avril 1967.....	4,500.00
1er avril 1968.....	5,000.00
1er avril 1969.....	5,000.00
1er avril 1970.....	5,500.00
1er avril 1971.....	5,500.00
1er avril 1972.....	6,000.00
1er avril 1973.....	6,000.00
1er avril 1974.....	6,500.00
1er avril 1975.....	7,000.00
1er avril 1976.....	7,000.00
1er avril 1977.....	7,500.00
1er avril 1978.....	8,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$86,695, accordé par le Secrétaire de la province et payable en quatre versements de \$21,673.75 chacun, de 1959 à 1962 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, March 31, 1958, at 8.30 o'clock p.m., at the Town Hall, 69, 5th Ave. town of St-Pierre, county of Jacques-Cartier.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Town St-Pierre, (County of Jacques-Cartier), this 5th day of March, 1958.

H.-F. MALO,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 69, 5th Avenue,
Town of St-Pierre, (Jacques-Cartier), P.Q.
Telephone: DEXter 0601. 47328

Province of Quebec

THE CATHOLIC SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
MUNICIPALITY OF ROXBORO
(County of Jacques-Cartier)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J.-R. Rivest, secretary-Treasurer, until 7.00 o'clock p.m., at 70, 8th Avenue south, Roxboro, or 8.15 p.m., at the Roxboro School, 50, 3rd Avenue, Roxboro, county of Jacques-Cartier, Tuesday, April 1st, 1958, for the purchase of an issue of \$180,000.00 of bonds of the Catholic School Commissioners for the Municipality of Roxboro, county of Jacques-Cartier, dated April 1st, 1958 and redeemable serially from April 1st, 1959 to April 1st, 1978 inclusively, with interest at a rate of not less than 4% or more than 5% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan Resolution dated July 25, 1957, as modified — extension to the school in Ward No. 1.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from May 1st, 1958.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$180,000.00 — 20 years

Year	Capital
April 1st, 1959.....	x\$21,000.00
April 1st, 1960.....	x 22,000.00
April 1st, 1961.....	x 23,000.00
April 1st, 1962.....	x 24,000.00
April 1st, 1963.....	4,000.00
April 1st, 1964.....	4,000.00
April 1st, 1965.....	4,000.00
April 1st, 1966.....	4,500.00
April 1st, 1967.....	4,500.00
April 1st, 1968.....	5,000.00
April 1st, 1969.....	5,000.00
April 1st, 1970.....	5,500.00
April 1st, 1971.....	5,500.00
April 1st, 1972.....	6,000.00
April 1st, 1973.....	6,000.00
April 1st, 1974.....	6,500.00
April 1st, 1975.....	7,000.00
April 1st, 1976.....	7,000.00
April 1st, 1977.....	7,500.00
April 1st, 1978.....	8,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$86,695, granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments of \$21,673.75 each, from 1959 to 1962 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by

chèque visé, payable au pair à Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, comté de Jacques-Cartier.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er avril 1968 inclusivement; après cette date, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 1er avril 1958, à 8 heures 15 du soir à l'école de Roxboro, 50, 3ème avenue, Roxboro, comté de Jacques-Cartier.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Roxboro, (Comté de Jacques-Cartier), ce 13 mars 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-R. RIVEST.

Adresse postale: 70, 8ème avenue-sud,
Roxboro,
(Jacques-Cartier), P.Q.
Téléphone: MU-4-3327, maison privée,
MU-4-2992, école Roxboro. 47338-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE ST-GABRIEL-DE-STRATFORD
(Comté de Wolfe)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-A. Leblanc, secrétaire-trésorier, Stratford-Centre, comté de Wolfe, jusqu'à 11.00 heures du matin, dimanche, le 30 mars 1958, pour l'achat de \$60,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Gabriel-de-Stratford, comté de Wolfe, datées du 1er avril 1958 et remboursables par séries du 1er avril 1959 au 1er avril 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4% ni supérieur à 5% par année, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 18 septembre 1957, telle que modifiée — construction d'une école de cinq classes pour garçons.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er avril 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$60,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1959.....	x\$11,000.00
1er avril 1960.....	x 11,500.00
1er avril 1961.....	x 12,500.00
1er avril 1962.....	1,000.00
1er avril 1963.....	1,000.00
1er avril 1964.....	1,000.00
1er avril 1965.....	1,000.00
1er avril 1966.....	1,000.00

certified cheque payable at par at Ste. Geneviève-de-Pierrefonds, county of Jacques-Cartier.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to April 1st, 1968 inclusive; after which date, the said bonds may, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, April 1st, 1958, at 8.15 o'clock p.m., at the Roxboro School, 50, 3rd. Avenue, Roxboro, county of Jacques-Cartier.

The School Commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

Roxboro (County of Jacques-Cartier), this March 13, 1958.

J.-R. RIVEST,
Secretary-Treasurer.

Post Office Address: 70, 8th Avenue-South,
Roxboro,
(Jacques-Cartier), P.Q.
Telephone: MU-4-3327, private residence,
MU-4-2992, Roxboro School. 47338

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF ST. GABRIEL-DE-STRATFORD
(County of Wolfe)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J.-A. Leblanc, Secretary-Treasurer, Stratford-Centre, county of Wolfe until 11.00 o'clock a.m., Sunday, March 30, 1958, for the purchase of an issue of \$60,000.00 of bonds of the Municipality of St. Gabriel-de-Stratford, county of Wolfe, dated April 1st, 1958 and redeemable serially from April 1st, 1959 to April 1st, 1978 inclusively, with interest at a rate of not less than 4% or more than 5% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan Resolution dated September 18, 1957, as modified — Erection of a school of a boys school of five classes.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from April 1st, 1958.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$60,000.00 — 20 years

Year	Capital
April 1st, 1959.....	x\$11,000.00
April 1st, 1960.....	x 11,500.00
April 1st, 1961.....	x 12,500.00
April 1st, 1962.....	1,000.00
April 1st, 1963.....	1,000.00
April 1st, 1964.....	1,000.00
April 1st, 1965.....	1,000.00
April 1st, 1966.....	1,000.00

1er avril 1967	1,000.00	April 1st, 1967	1,000.00
1er avril 1968	1,500.00	April 1st, 1968	1,500.00
1er avril 1969	1,500.00	April 1st, 1969	1,500.00
1er avril 1970	1,500.00	April 1st, 1970	1,500.00
1er avril 1971	1,500.00	April 1st, 1971	1,500.00
1er avril 1972	1,500.00	April 1st, 1972	1,500.00
1er avril 1973	1,500.00	April 1st, 1973	1,500.00
1er avril 1974	2,000.00	April 1st, 1974	2,000.00
1er avril 1975	2,000.00	April 1st, 1975	2,000.00
1er avril 1976	2,000.00	April 1st, 1976	2,000.00
1er avril 1977	2,000.00	April 1st, 1977	2,000.00
1er avril 1978	2,000.00	April 1st, 1978	2,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$35,980.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements dont le premier de \$11,994.00 et les deux autres de \$11,993.00 chacun, de 1959 à 1961 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Stratford, comté de Wolfe.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er avril 1968 inclusivement; après cette date, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue dimanche, le 30 mars 1958, à 11.00 heures du matin, au sous-sol du couvent, St-Gabriel-de-Stratford, comté de Wolfe.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Gabriel-de-Stratford, (Comté de Wolfe), ce 12 mars 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-A. LEBLANC.

Stratford-Centre,
(Wolfe), P.Q.

Tél.: 17 sonnez 14.

47339-0

Province de Québec

PAROISSE DE STE-ODILE-SUR-RIMOUSKI
(Comté de Rimouski)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Georges Turcotte, secrétaire-trésorier, Route rurale N° 1, Rimouski, comté de Rimouski, jusqu'à 8.00 heures du soir, mardi, le 1er avril 1958, pour l'achat de \$22,000.00 d'obligations de la paroisse de Ste-Odile-sur-Rimouski, comté de Rimouski, datées du 1er mai 1958 et remboursables par séries du 1er mai 1959 au 1er mai 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5% par année, payable semi-annuellement les 1er

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$35,980.00 granted by the Provincial Secretary and payable in three instalments of one of which in the amount of \$11,994.00 and the two others of \$11,993.00 each, from 1959 to 1961 inclusive, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Stratford, county of Wolfe.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to April 1st, 1968 inclusive; after which date, the said bonds may, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Commissioners School to be held on Sunday, March 30, 1958 at 11.00 o'clock a.m., in the basement of the Convent, St. Gabriel-de-Stratford, county of Wolfe.

The Commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

St. Gabriel-de-Stratford (County of Wolfe), this March 12, 1958.

J.-A. LEBLANC,
Secretary-Treasurer.

Stratford-Centre,
(Wolfe), P.Q.,

Tel.: 17 ring 14.

47339

Province of Quebec

PARISH OF STE-ODILE-SUR-RIMOUSKI
(County of Rimouski)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Georges Turcotte, Secretary-Treasurer, Rural Route No. 1, Rimouski, county of Rimouski, until 8.00 o'clock p.m., Tuesday, April 1st, 1958, for the purchase of an issue of \$22,000.00 of bonds of the parish of Ste-Odile-sur-Rimouski, county of Rimouski, dated May 1st, 1958, and redeemable serially from May 1st, 1959 to May 1st, 1978 inclusively, with interest at a rate 4½% nor more than 5% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of

mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 37 — solde dû sur travaux additionnels d'aqueduc et d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mai 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$22,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er mai 1959	\$ 500.00
1er mai 1960	500.00
1er mai 1961	500.00
1er mai 1962	500.00
1er mai 1963	1,000.00
1er mai 1964	1,000.00
1er mai 1965	1,000.00
1er mai 1966	1,000.00
1er mai 1967	1,000.00
1er mai 1968	1,000.00
1er mai 1969	1,000.00
1er mai 1970	1,000.00
1er mai 1971	1,500.00
1er mai 1972	1,500.00
1er mai 1973	1,500.00
1er mai 1974	1,500.00
1er mai 1975	1,500.00
1er mai 1976	1,500.00
1er mai 1977	1,500.00
1er mai 1978	1,500.00

interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 37 — balance due on additional work for aqueduct and sewers.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from May 1st, 1958.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$22,000.00 — 20 years

Year	Capital
May 1st, 1959	\$ 500.00
May 1st, 1960	500.00
May 1st, 1961	500.00
May 1st, 1962	500.00
May 1st, 1963	1,000.00
May 1st, 1964	1,000.00
May 1st, 1965	1,000.00
May 1st, 1966	1,000.00
May 1st, 1967	1,000.00
May 1st, 1968	1,000.00
May 1st, 1969	1,000.00
May 1st, 1970	1,000.00
May 1st, 1971	1,500.00
May 1st, 1972	1,500.00
May 1st, 1973	1,500.00
May 1st, 1974	1,500.00
May 1st, 1975	1,500.00
May 1st, 1976	1,500.00
May 1st, 1977	1,500.00
May 1st, 1978	1,500.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Rimouski, comté de Rimouski.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er mai 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er mai 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er mai 1968 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 1er avril 1958, à 8.00 heures du soir, en la salle paroissiale de Ste-Odile-sur-Rimouski, comté de Rimouski.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Odile-sur-Rimouski, (Comté de Rimouski), ce 12 mars 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
GEORGES TURCOTTE.

Route rurale N° 1,
Rimouski, (Rimouski), P.Q.,
Tél.: RAYmond 3-2975.

47340-0

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Rimouski, county of Rimouski.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to May 1st, 1965 inclusive if issued as ten-year short-term bonds, prior to May 1st, 1966 inclusive if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to May 1st, 1968 inclusive if issued for a twenty-year term; after which dates, the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, April 1st, 1958, at 8.00 o'clock p.m., at the parochial hall of Ste-Odile-sur-Rimouski, county of Rimouski.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Odile-sur-Rimouski, (County of Rimouski), March 12, 1958.

GEORGES TURCOTTE,
Secretary-Treasurer.

Rural Route No. 1,
Rimouski, (Rimouski), P.Q.,
Tél.: RAYmond 3-2975.

47340

Vente — Loi de faillite

Sale — Bankruptcy Act

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour Supérieure (En matière de Faillite) N° 4635 F. Dans l'affaire de la faillite de: Les Héritiers de feu Alexandre Achmea St-Eugène, Co. L'Islet, débiteur.

Avis est par les présentes donné que; JEUDI le DIX-SEPT AVRIL, 1958 à TROIS heures p.m., sera vendu par encan public à la porte de l'église de la paroisse de St-Eugène, comté de L'Islet, l'immeuble ci-après décrit savoir:

(A) Un terrain avec le solage dessus érigé et connu comme étant une partie du lot quatre-vingt-dix-sept de la paroisse de St-Eugène, contenant environ soixante-six pieds de front de l'est à l'ouest sur une profondeur d'environ cent-douze pieds à la mesure anglaise, borné au nord par le chemin public, à l'est par le terrain de Adélar Tondreau ou représentants, au sud par celui de M. C. Thibault et à l'ouest par celui de Wilfrid Bernier ou représentant, avec appartenances et dépendances s'il y a, sous réserve du chemin longeant le côté est du terrain vendu.

L'item A sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur, à charge des rentes ainsi que des servitudes actives et passives.

Les titres et certificat peuvent être examinés aux bureaux des syndics soussignés.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719 A du C. P. C. aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite, 1949. Cette vente équivaut à la vente au Shérif.

Condition de paiement: Argent comptant.
Québec, le 10 mars, 1958.

Les Syndics,
R. ERNEST LEFAIVRE,
JOSEPH MARMETTE et
RENÉ LEFAIVRE.

Bureaux:

111 Côte de la Montagne,
Québec.

47308-11-2-0

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, Superior Court (Sitting in Bankruptcy) No. 4635 F. In the matter of the bankruptcy of the Heirs of the late Alexandre Achmea, St. Eugène, Cty. L'Islet, debtor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the SEVENTEENTH day of APRIL 1958, at THREE o'clock p.m., shall be sold by public auction at the door of the church of the parish of St. Eugène, county of L'Islet, the immovable hereinafter described, to wit:

(A) A piece of land with building foundations erected thereon, and known as being part of lot ninety-seven of the parish of St. Eugène, containing some sixty-six feet in front, from east to west, by a depth of some one hundred and twelve feet, English measure, bounded northerly by the public road, easterly by the land of Adélar Tondreau or representatives, southerly by that of Mr. C. Thibault and westerly by that of Wilfrid Bernier or representatives, with appurtenances and dependencies if any, with reservation on the road along the easterly side of the land sold.

Item A shall be sold to the last and highest bidder subject to rents as a charge thereon, as well as the servitudes both active and passive.

Titles and certificates may be examined at the offices of the undersigned trustees.

This sale shall be made in accordance with articles 716, 717 and 719A of the C.C.P. and also article 55 of the Bankruptcy Act 1949. This sale equivalent to a sale by Sheriff.

Conditions of payment: Cash.
Québec, March 10, 1958.

R. ERNEST LEFAIVRE,
JOSEPH MARMETTE and
RENÉ LEFAIVRE,
Trustees.

Offices:

111 Mountain Hill,
Quebec.

47308-11-2

Ventes pour taxes

Sales for Taxes

Province de Québec — District d'Abitibi

Province of Quebec — District of Abitibi

VILLE DE MALARTIC

TOWN OF MALARTIC

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la Ville de Malartic, que les propriétés ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère publique, au bureau du Conseil municipal à l'Hôtel de Ville de la susdite municipalité, JEUDI le TROISIÈME (3) jour de mois d'AVRIL 1958, à ONZE heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires et intérêts mentionnés dans l'état ci-dessous, et les frais qui seront subéquemment encourus à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Dubois, Pierre — Lot N° 44-22A du cadastre officiel du Canton Fournière (Ville de Malartic) comté d'Abitibi-Est. Montant des taxes municipales dues: \$16.57; montant des taxes scolaires dues: \$22.48.

Plante, Clément — Lot-1-1 Rang A du cadastre officiel du Canton Dubuisson, (Ville de Malartic) Comté d'Abitibi-Est. Montant des taxes

Public notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the Town of Malartic, that the properties hereinafter described will be sold by public auction, at the Office of the Municipal Council at the Town Hall aforesaid municipality, THURSDAY, the THIRD (3) day of APRIL 1958, at ELEVEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of municipal and school taxes with interests mentioned in the following statement and the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes interest and cost be paid before this sale.

Dubois, Pierre — Lot 44-22A of the official plan of the Township of Fournière (Town of Malartic), County of Abitibi-East. Total amount of Municipal taxes due: \$16.57; total amount of school taxes due: \$22.48.

Plante, Clément — Lot 1-1 Range A of the official plan of the Township of Dubuisson (Town of Malartic) County of Abitibi-East.

municipales dues: \$6.96; montant des taxes scolaires dues: \$8.64.

Donné sous mon seing, en la Ville de Malartic, ce 3ième jour du mois de mars 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
47293-10-2 L.-C. SAVARD.

Total amount of municipal taxes due: \$6.96; total amount of school taxes due: \$8.64.

Given under my hand, in the Town of Malartic, this 3rd day of the month of March 1958.

L.-C. SAVARD,
Secretary-Treasurer.

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE SAINT-MAURICE

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Oscar Leclerc, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que les immeubles ci-après décrits seront vendus à l'enchère publique, en la salle publique au Village de Yamachiche, lieu où le Conseil dudit comté tient ses sessions, JEUDI, le HUITIÈME jour du mois de MAI, mil neuf cent cinquante-huit, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes municipales, scolaires et autres redevances, dues aux municipalités ci-dessous mentionnées, à moins qu'elles ne soient payées avec les frais encourus avant la vente, savoir:

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF SAINT MAURICE

Public notice is hereby given by the undersigned, Oscar Leclerc, Secretary-Treasurer of the abovementioned municipality, that the immoveables hereinafter described shall be sold by public auction in the Public Hall, in the village of Yamachiche, where the Council of said county holds its sittings, THURSDAY, the EIGHTH day of the month of MAY, one thousand nine hundred and fifty-eight, at TEN o'clock in the forenoon, in payment of municipal and school taxes, and other amounts owing to the municipalities mentioned hereinunder, unless they shall have been paid together with costs incurred, prior to the sale, to wit:

Municipalité scolaire de Yamachiche — School Municipality of Yamachiche

Noms Names	Nos du cadastre Cadastral Nos	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Bellemare, Pierre-L.	180	\$ 0.79	\$ 2.44	\$ 3.23
Bellemare, Pierre-L.	360	0.24	0.84	1.08
Bellemare, Pierre-L.	361	0.24	0.84	1.08
Bellemare, Pierre-L.	362	12.11	36.77	48.88
Bellemare, Pierre-L.	363	0.37	1.16	1.53
Bellemare, Pierre-L.	365	0.81	2.12	2.93
Bellemare, Pierre-L.	366	0.75	2.44	3.19
Bellemare, Pierre-L.	367	1.77	4.73	6.50
Bellemare, Pierre-L.	368	2.11	6.75	8.86
Bellemare, Pierre-L.	369	3.81	11.08	14.89
Bellemare, Pierre-L.	P. 370	1.08	2.76	3.84
Bourassa, Josaphat	P. 748	42.88	31.30	74.18

Un terrain connu et désigné comme faisant partie du lot numéro sept cent quarante-huit (P. 748) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour le village de Yamachiche, borné comme suit: en front vers le sud à la rue St-Georges, en profondeur vers le nord à la Petite-Rivière Yamachiche, d'un côté vers l'est à M. Arthur Millette et de l'autre côté vers l'ouest à un autre terrain appartenant à M. Josaphat Bourassa, avec maison et autres dépendances dessus construites.

A piece of land known and designated as forming part of lot number seven hundred and forty-eight (P. 748) of the official plan and book of reference of the registration cadastre for the village of Yamachiche, bounded as follows: in front southerly by St. George Street, in depth, northerly, by Petite-Rivière Yamachiche, on one side, easterly, by Mr. Arthur Millette and on the other side, westerly, by another piece of land belongin to Mr. Josaphat Bourassa, with house and other dependencies thereon erected.

Municipalité de St-Gérard des Laurentides — Municipality of St-Gérard des Laurentides

Béliveau, Roland	P. 609-2	1.30	5.55	6.85
Un terrain de 95 pieds par 50 pieds, borné au sud par la décharge du Lac Perchaude, borné au sud par la ligne du lot P. 610, à l'est par le lot P. 609-1, au nord par une rue et à l'ouest par le lot P. 609-3, dans le 1er rang de Shawinigan, du cadastre de Ste-Flore, sans bâtisse.				

A piece of land of 95 feet by 50 feet, bounded southerly by the line of lot P. 610, easterly by lot P. 609-1, northerly by a street and westerly by lot P. 609-3, in range 1 of Shawinigan, of the cadastre of Ste. Flore, minus buildings.

Beéthiaume, Lucien	P. 50	28.05	148.65	176.70
--------------------	-------	-------	--------	--------

Une terre de 79 arpents traversée au nord au sud par la décharge du Lac Perchaude, borné au sud par la route St-Joseph, en partie fermée, à l'est par le chemin public, au nord-est par Joseph Brière et le chemin conduisant dans la ligne des lots P. 50 et P. 51, en partie, longeant la ligne du lot P. 51, le chemin se continu sur le lot P. 51, à partir de tout près de la décharge et à l'ouest par le cordon séparant la paroisse de St-Mathieu, Lac-Bellemare de St-Gérard des Laurentides, 1er rang de Shawinigan, ancien cadastre de St-Mathieu, avec bâtisses et dépendances.

A farm of 79 arpents traversed from north to south by the discharge of Lake Perchaude, bounded southerly by St. Joseph Road, partly closed, easterly by the public highway, northeasterly by Joseph Brière and the road leading into the line of lots P. 50 and P. 51, in part, bordering the line of lot P. 51, the road continuing on lot P. 51, as from close to the discharge, and westerly by the string dividing the parish of St. Mathieu, Lake Bellemare from St. Gérard des Laurentides, range 1 of Shawinigan, former cadastre of St. Mathieu, with buildings and dependencies.

Corporation municipale de la paroisse de St-Élie de Caxton
Municipal corporation of the parish of St. Élie de Caxton

Noms Names	Nos du cadastre Cadastral Nos	Rang Range	Superficie Area	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Gélinas, Clément.....	P. 3.....	1.....	50 env.....	\$ 6.11	\$ 9.96	\$ 16.07
Gélinas, Clément.....	4.....	2.....	132 ".....	59.42	94.01	153.43
Juneau, Ephrem.....	P. 6.....	3.....	66 ".....	7.95	12.98	20.93
Juneau, Ephrem.....	P. 7.....	3.....	100 ".....	15.86	25.96	41.82
Juneau, Ephrem.....	P. 8.....	3.....	15 ".....	2.65	4.33	6.98
Lemire, Gérard.....	P. 3.....	2.....	2 ".....	13.32	22.44	35.76

Municipalité de la paroisse de St-Boniface de Shawinigan
Municipality of the parish of St. Boniface de Shawinigan

Noms Names	Superficie Area	Nos du cadastre Cadastral Nos	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Lampron, Trefflé.....	66 arp.....	P. 303.....	\$ 0.81	\$ 1.50	\$ 2.31

Municipalité de la paroisse de St-Étienne des Grès
Municipality of the parish of St. Étienne des Grès

Noms Names	Nos du cadastre Cadastral Nos	Rang Range	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
Bastien, Joseph.....	P. 86.....	1.....	\$24.75	\$40.75	\$ 3.71	\$69.21
Bastien, Joseph.....	P. 224-P. 228.....	2.....	11.80	22.50	2.00	36.30
Pellerin, Charles, succ.-estate.....	85.....	1.....	9.60	10.00	1.46	21.06

Municipalité scolaire de St-Étienne des Grès
School municipality of St. Étienne des Grès

Noms Names	Nos du cadastre Cadastral Nos	Rang Range	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
Nenult, Mme-Mrs Egide.....	P. 1-S178.....	1.....		15.35	1.78	17.13
Paillé, Antonio.....	P. 4.....	1.....		58.00	3.58	61.58
St-Jean, Gérard.....	P. 15.....	1.....		50.42	2.47	52.89

Donné à Yamachiche, ce quatrième jour du mois de mars, mil neuf cent cinquante-huit.

47306-11-2-0

Le Secrétaire-trésorier,
OSCAR LECLERC.

Given at Yamachiche, this fourth day of the month of March, one thousand nine hundred and fifty-eight.

47306-11-2

OSCAR LECLERC,
Secretary-Treasurer.

Canada — Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ D'ARGENTEUIL

Avis public est par les présentes, donné par E.-M. Jones, secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté d'Argenteuil, que les lots ou parties des lots ci-après mentionnées seront vendus à l'enchère publique dans la salle d'audience du Palais de Justice, dans la ville de Lachute, dans ledit comté d'Argenteuil, étant l'endroit où les sessions du conseil de comté sont tenues, VENDREDI, le SEIZIÈME jour de MAI mil neuf cent cinquante-huit (16 mai 1958) à DIX heures du matin pour les taxes municipales et scolaires dues aux municipalités ci-après mentionnées, à moins qu'elles ne soient payées entre ses mains avec tous les frais avant le jour de la vente.

Canada — Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF ARGENTEUIL

Public notice is hereby given by E. M. Jones, Secretary treasurer of the Municipal Council of the county of Argenteuil, that the lots or parts of lots hereinafter mentioned will be sold by Public Auction in the Court Room of the Court House in the town of Lachute, in the said county of Argenteuil, being the place where the sittings of the County Council are held, on FRIDAY SIXTEENTH day of MAY, one thousand nine hundred and fifty-eight (16th May, 1958) at TEN o'clock in the forenoon for Municipal and School taxes due to the municipalities hereinafter described unless the same are paid to me with all costs before the day of the sale.

MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE ST-JÉRUSALEM

MUNICIPALITY OF THE PARISH OF ST. JERUSALEM

1 — G. Décoste — subdivision 217 du lot 696, paroisse de St-Jérusalem. Taxes municipales: \$11.62; taxes scolaires: \$12.60. Total: \$24.22.

1 — G. Décoste — Sub. 217 of lot 696 in the parish of St. Jerusalem. Municipal taxes: \$11.62; school taxes: \$12.60. Total: \$24.22.

2 — Succession Jessie Snuggs — Subdivision 62 du lot 696, paroisse de St-Jérusalem. Taxes municipales: \$19.66; taxes scolaires: \$5.40. Total: \$25.06.

2 — Estate Jessie Snuggs — Sub. 62 of lot 696 in the Parish of St. Jerusalem. Municipal taxes: \$19.66; school taxes: \$5.40. Total: \$25.06.

3 — Succession Jessie Snuggs — Subdivision 63 du lot 696, paroisse de St-Jérusalem. Taxes municipales: \$19.66; taxes scolaires: \$5.40. Total: \$25.06.

3 — Estate Jessie Snuggs — Sub. 63 of lot 696 in the parish of St. Jerusalem. Municipal taxes: \$19.66; school taxes: \$5.40. Total: \$25.06.

4 — W. E. & Gerald Hammond — Les lots 1924 et 1925, 176 acres dans la paroisse de St-Jérusalem, localité nord (route 30) rang 5. Bornés à l'ouest par la ligne du rang 4, au nord par le lot 1926, à l'est par les lots 1937 et 1938, au sud par la ligne de la 2e concession. Taxes municipales: \$56.00; taxes scolaires: \$36.00. Total: \$92.00.

4 — W. E. & Gerald Hammond — Lots 1924 and 1925, 176 acres in the parish of St. Jerusalem, North Settlement (route 30) range 5, bounded west by the line of range 4, north by lot 1926, east by lots 1937 and 1938, south by line of 2nd Concession. Municipal taxes: \$56.00; school taxes: \$36.00. Total: \$92.00.

MUNICIPALITÉ DU CANTON DE CHATHAM

MUNICIPALITY OF THE TOWNSHIP OF CHATHAM

5 — James Calder, Pine Hill, Qué.— Le lot 961, rang 10, canton de Chatham, contenant 87 acres, 1 rod, 11 perches. Taxes municipales et intérêts pour 1956, 1957 et 1958: \$36.19. Total: \$36.19.

5 — James Calder, Pine Hill, Que.— Lot 961 range 10, township of Chatham containing 87 acres, 1 rood, 11 perches. Municipal taxes and interest for 1956, 1957 and 1958: \$36.19. Total: \$36.19.

6 — Dame Clarilda Giraldeau, veuve de E. Olson, Rigaud, Qué.— Partie du lot 763, rang 7, canton de Chatham composée d'environ 2 acres, avec résidence sur icelui. Bornée au nord par la route principale, à l'est, au sud et à l'ouest par le résidu du lot 763. Taxés scolaires: 1954, 1955, 1956, 1957 plus les intérêts \$55.44; taxes municipales: 1955, 1956, 1957 et 1958: \$50.69. Total: \$106.13.

6 — Dame Clarilda Giraldeau, widow of E. Olson, Rigaud, Que.— Part of lot 763, range 7, township of Chatham, consisting of about 2 acres, with dwelling on same, Bounded north by main road, east, south and west by remainder of lot 763. School taxes 1954, 1955, 1956, 1957, plus interest: \$55.44; municipal taxes 1955, 1956, 1957, 1958: \$50.69. Total: \$106.13.

LA COMMISSION SCOLAIRE DE BROWNSBURG CANTON DE CHATHAM

SCHOOL COMMISSION OF BROWNSBURG TOWNSHIP OF CHATHAM

7 — Raoul Fournier, 6690 Blvd. Lévesque, St-François de Salle, P.Q.— Partie du lot 946, rang 10, canton de Chatham, "Un certain morceau de terre situé dans le canton de Chatham étant une partie du lot 946 étant la moitié nord dudit lot 946 sans bâtisse tel que le tout se trouve et dont l'acquéreur se déclare satisfait." Taxes municipales: \$22.60; taxes scolaires: \$20.50; frais: \$0.73. Total: \$43.83.

7 — Raoul Fournier, 6690 boulevard Lévesque, St-François de Sales, P.Q.— Part of lot 946, range 10, township of Chatham. "A certain piece of land situate in the township of Chatham being part of lot 946, being the north half of said lot 946, without building, as the whole now subsists and whereof the purchaser has declared himself satisfied." Municipal taxes: \$22.60; school taxes: \$20.50; costs: \$0.73. Total: \$43.83.

8 — Mme Cécile Gagné, Charlebois, Brownsburg, Qué.— Partie du lot 819 rang 8, village de Brownsburg, canton de Chatham. "Un certain morceau de terre, avec bâtisse, situé à Brownsburg dans le canton de Chatham. Partie du lot 819, mesurant 60 pieds de largeur, 141 pieds de profondeur et à l'est, 136 pieds de profondeur dans la ligne ouest. Borné au sud par la rue St-Paul, à l'est par un emplacement vendu à P.-E. Gagné et à l'ouest vendu à Armand Bigras, et au nord vendu à Joanne Rasmessen, le coin sud-est dudit lot à une distance de 441 pieds de l'intersection de la rue St-Paul et St-Pierre, sans bâtisse". Taxes municipales: \$15.00; taxes scolaires: \$56.40; frais: \$1.96. Total: \$73.36.

8 — Mrs. Cecile Gagné, Charlebois, Brownsburg, Que.— Part of lot 819, range 8, village of Brownsburg, township of Chatham. "A certain piece of land, with building, situate at Brownsburg in the township of Chatham. Part of lot 819 measuring 60 feet in length, 141 feet in depth and easterly 136 in depth in its westerly line. Bounded southerly by St. Paul Street, westerly by an emplacement sold to P. E. Gagné and westerly sold to Armand Bigras and northerly sold to Joanne Rasmessen, the southeast corner of said lot at a distance of 441 feet from the intersection of St. Paul and St. Pierre streets, without building." Municipal taxes: \$15.00; school taxes: \$56.40; costs: \$1.96. Total: \$73.36.

9 — M. René Gagné, Brownsburg, Qué.— Partie du lot 819, rang 8, village de Brownsburg, canton de Chatham. "Un certain morceau de terre, avec bâtisse, situé dans Brownsburg, étant une partie du lot 819 sur une largeur de 35 pieds et sur une longueur de 141 pieds plus ou moins borné à l'ouest par un emplacement appartenant à la venderesse et à l'est par M. P.-E. Gagné, et au sud par la rue St-Paul".

9 — M. René Gagné, Brownsburg, Que.— Part of lot 819, range 8, village of Brownsburg, township of Chatham. "A certain piece of land, with building, situate in Brownsburg, being part of lot 819, 35 feet in width by 141 feet in length, more or less, bounded westerly by an emplacement belonging to the vendor and easterly by M. P. E. Gagné and southerly by St. Paul street." Municipal taxes: \$8.60;

Taxes municipales: \$8.60; taxes scolaires: \$66.50; frais: \$3.27. Total: \$78.37.

10 — M. Roméo Robertson, Brownsburg, Que.— Partie du lot 873 dans le canton de Chatham, rang 9. "Un certain morceau de terre, sans bâtisse, situé dans le canton de Chatham, étant une partie du lot 873, sur une largeur de 100 pieds et sur une profondeur de 150 pieds. Borné à l'ouest par le chemin public sur une distance de 100 pieds et au sud par M. Oswald Gunn ou représentants et au nord par M. Latraverse ou représentants et à l'est ou en arrière par le vendeur, mesure anglaise plus ou moins. Taxes scolaires: \$19.44; frais: \$0.73. Total: \$20.17.

11 — M. Benjamin Laframboise, Brownsburg, P.Q.— Partie du lot 814 village de Brownsburg, rang 9, canton de Chatham. "Un certain morceau de terre, avec bâtisse, situé dans le village de Brownsburg, étant une partie du lot 814 sur une largeur de 100 pieds et sur une profondeur de 150 pieds. Borné au nord par le lot 879 et au sud et à l'est par le résidu du lot 814 et à l'ouest par le chemin conduisant à Dalesville. Taxes scolaires: \$16.40; frais: \$0.62. Total: \$17.02.

12 — M. Josaphat Robertson, Brownsburg, P.Q.— Partie du lot 820, dans le canton de Chatham, rang 8. "Un certain morceau de terre, avec bâtisse, situé dans le canton de Chatham, étant une partie de lot 820, et portant le N° 21 de la subdivision de cedit lot. Cet emplacement est borné au nord par le résidu du lot 820 appartenant à M. A. McGibbon, au sud par la propriété de M. J. W. Lefebvre, à l'ouest par la rue et à l'est par la ligne des limites du village de Brownsburg. Taxes scolaires: \$7.60; frais: \$0.62. Total: \$8.22.

13 — M. Artias Demers, Brownsburg, Qué.— Partie lot 819, rang 8, village de Brownsburg, canton de Chatham. "Un certain morceau de terre, avec bâtisse, situé à Brownsburg et étant une partie du lot 819 sur une profondeur de 85 pieds et sur une largeur de 50 pieds. Borné au nord par M. Réal Demers et au sud par M. Charles Harding et à l'est par la rue St-Pierre appelée rue du Couvent, et à l'ouest par la propriété de M. M. Gagné. Taxes municipales: \$37.29; taxes scolaires: \$91.40; frais: \$2.96. Total: \$131.65.

CANTON DE HARRINGTON

14 — Succession de W. R. W. Campbell, Harrington, Qué.— Lots 12A et 13B, rang 3, en plus la demie sud du lot 11, rang 4, canton de Harrington. Taxes municipales: \$17.66; taxes scolaires: \$62.92. Total: \$80.58.

15 — Succession de Walter McVicar, Harrington, Qué.— 50 acres connus comme étant la demie ouest de la demie sud du lot 10, rang 3, canton de Harrington. Taxes municipales: \$4.20; taxes scolaires: \$1.50. Total: \$5.70.

MUNICIPALITÉ DE HUBERDEAU,
CANTON D'ARUNDEL

16 — Hormidas Godin — 81 acres, la partie nord du lot 34, rang 5, municipalité d'Huberdeau dans le canton d'Arundel. Taxes municipales: \$64.85; taxes scolaires: \$16.56. Total: \$81.41.

17 — Hormidas Godin — 106 acres, lot 35, rang 5, municipalité d'Huberdeau, dans le canton d'Arundel. Taxes municipales: \$37.45; taxes scolaires: \$9.37. Total: \$46.82.

18 — Thomas Leblanc — Subdivision 39 du lot 21A, rang 3, municipalité d'Huberdeau, dans

school taxes: \$66.50; costs: \$3.27. Total: \$78.37.

10 — M. Roméo Robertson, Brownsburg, Que.— Part of lot 873, township of Chatham, range 9. "A certain piece of land, without building, situate in the township of Chatham, being part of lot 873, 100 feet in width by 150 feet in depth. Bounded westerly by the public road on a distance of 100 feet and southerly by M. Oswald Gunn or representatives and northerly by M. Latraverse or representatives and easterly or in rear by the vendor, English measure, more or less." School taxes: \$19.44; costs: \$0.73. Total: \$20.17.

11 — M. Benjamin Laframboise, Brownsburg, P.Q.— Part of lot 814, village of Brownsburg, range 9, township of Chatham. "A certain piece of land, with building, situate in the village of Brownsburg, being part of lot 814, 100 feet in width and 150 feet in depth, bounded northerly by lot 879, southerly and easterly by the residue of lot 814 and westerly by the road leading to Dalesville." School taxes: \$16.40; costs: \$0.62. Total: \$17.02.

12 — M. Josaphat Robertson, Brownsburg, P. Q.— Part of lot 820, township of Chatham, range 8. "A certain piece of land, with building, situate in the township of Chatham, being part of lot 820 and bearing number 21 of the subdivision of said lot. Said emplacement is bounded northerly by the residue of lot 820 belonging to M. A. McGibbon, southerly by the property of Mr. J. W. Lefebvre, westerly by the street and easterly by the boundary line of the village of Brownsburg." School taxes: \$7.60; costs: 0.62. Total: \$8.22.

13 — M. Artias Demers, Brownsburg, Qué.— Part of lot 819, range 8, village of Brownsburg, township of Chatham. "A certain piece of land, with building, situate in Brownsburg and being part of lot 819, 85 feet in depth and 50 feet in width. Bounded northerly by M. Réal Demers, southerly by M. Charles Harding and easterly by St. Pierre street called du Couvent street and westerly by the property of M. M. Gagné." Municipal taxes: \$37.29; school taxes: \$91.40; costs: \$2.96. Total: \$131.65.

TOWNSHIP OF HARRINGTON

14 — Estate of W. R. W. Campbell, Harrington, Que.— Lot 12A and 13B range 3 also the south half of lot 11 range 4 in the township of Harrington. Municipal taxes: \$17.66; school taxes: \$62.92. Total: \$80.58.

15 — Estate of Walter McVicar, Harrington, Que.— 50 acres known as the west half of the south half of lot 10, range 3 in the township of Harrington. Municipal taxes: \$4.20; school taxes: \$1.50. Total: \$5.70.

MUNICIPALITY OF HUBERDEAU IN THE TOWNSHIP
OF ARUNDEL

16 — Hormidas Godin — 81 acres being the north part of lot 34 range 5, municipality of Huberdeau in the township of Arundel. Municipal taxes: \$64.85; school taxes: \$16.56. Total: \$81.41.

17 — Hormidas Godin — 106 acres lot 35, range 5, municipality of Huberdeau, in the township of Arundel. Municipal taxes: \$37.45; school taxes: \$9.37. Total: \$46.82.

18 — Thomas Leblanc — Subdivision 39 of lot 21A, range 3, municipality of Huberdeau in the

le canton d'Arundel. Taxes municipales: \$21.53; taxes scolaires: \$9.74. Total: \$31.27.

19—Mme Allen Wood—Partie du lot 25, rang 3, municipalité d'Huberdeau, canton d'Arundel. Taxes municipales: \$8.94.

MUNICIPALITÉ DU CANTON DE WENTWORTH

20—Série 139, Contrat 51,049. Roland Deaneault, rue Henry, Lachute—Partie 16, rang 1, 190' de large, 180' de profondeur. Borné à l'ouest par le Lac Louise, nord, par Lac Louise, sud, par la propriété de Léonidas Carrière, est, par la propriété de Mme Alex. Deaneault. Y compris les bâtisses ci-dessus érigées. Total de la taxe, comprenant intérêt, recherches et la taxe de 1958: \$75.79.

21—Série 39, Contrat 61,273. Percy Haldiman, 5016 Victoria, Westmount, Qué.—Partie 2, rang 1. Borné est par le chemin public, nord par un ruisseau, sud par un autre ruisseau et un chemin public et un droit de passage de 15' de largeur, superficie de 3 acres. Y compris les bâtisses dessus érigées. Total de la taxe, comprenant intérêt, recherches et la taxe de 1958: \$44.85.

22—Série 183. Royal Choquette, 324 Osgood, Ottawa, Ont.—Lot 25a rang 1, avec bâtisses dessus érigées. Taxes, intérêt, recherches, et taxe 1958: \$42.80.

23—Série 204, Contrat 68,928. Louis Gagné, St. Michel de Wentworth, Qué.—Lot 22b, 22c, rang 1, avec bâtisses dessus érigées. Taxe, intérêt, recherches et taxe 1958: \$30.50.

24—Série 203, Contrat 53,394. E. M. Yale, 10 Rosemont Ave., Montréal, Qué.—Partie 2b, 2d, rang 2. 24,300 pieds carrés. Borné au sud par les eaux du lac, à l'ouest par une partie du lot 2d (W. B. Osler) à l'est par le résidu du lot 2b (W. J. Morrison) et au nord par le résidu du lot 2d, 2b, (W. J. Morrison) Terrain seulement. Taxe, intérêt, recherches, et taxe 1958: \$9.16; Taxes scolaires: \$4.20. Total \$13.36.

25—Série 390, Contrat 42,133. Robert Sylvia, 7723 Central E., Ville Lasalle, Qué.—Partie 14 rang 2. 50' ouest, 110' sud, 45' est. De forme triangulaire, ayant la pointe au nord, près du Lac Louise. Terrain seulement. Taxe, intérêt recherches et taxes 1958: \$5.20.

26—Série 451. Léon Richer, St-Michel de Wentworth, Qué.—Lot 19b rang 2. Terrain seulement. Taxe, intérêt: \$11.83.

27—Série 497, Contrat 79,343. J. P. Landry, 6398 St-André, Montréal, Qué.—Partie 26b rang 2. 65' large, par la profondeur, entre le chemin public et la ligne de division. Borné au nord par le chemin public, à l'est une autre partie du lot 26b (C. Badger), à l'ouest par la propriété de T. C. Grothé, et au sud par la ligne entre les rangs 1 et 2. Terrain seulement. Taxe, intérêt: \$1.34.

28—Série 508, Contrat 80,189. Mme Hortense Emond, 738 Green, Montréal, Qué.—Partie 27b rang 2. 200' x 200'. Bordé au nord par un ruisseau conduisant au Lac Noir, à l'est par le chemin public, à l'ouest et au sud par le résidu de la propriété de Maurice Lafleur. Approximativement 300' au sud de la ligne de division des rangs 3 et 2. Terrain seulement. Taxe, intérêt: \$1.79.

29—Série 567. J. P. McLaren. a/c Canada Metal Co. 6265 Notre-Dame Est, Montréal, Qué.—Sub. no 24 du lot 11 rang 3. Avec les bâtisses dessus érigées. Taxe, intérêt: \$85.87.

30—Série 572. F. L. Sutton, a/s Sutton Plumbing & Heating. 2114 Old Orchard Ave. Montréal, Qué.—Subdivision N° 62 du lot 11

township of Arundel. Municipal taxes: \$21.53; school taxes: \$9.74. Total: \$31.27.

19—Mrs. Allen Wood—Part of lot 25; range 3, municipality of Huberdeau in the township of Arundel. Municipal taxes: \$8.94.

MUNICIPALITY OF THE TOWNSHIP OF WENTWORTH

20—Serial 139, Contract 51,049, Roland Deaneault, Henry St. Lachute—Part 16, range 1, 190' in width, 180' in depth. Bounded westerly by Louise Lake, northerly by Louise Lake, southerly by the property of Léonidas Carrière, easterly by the property of Mrs. Alex. Deaneault, including buildings thereon erected. Total tax, including interest, research and taxes for 1958: \$75.79.

21—Serial 39, Contract 61,273. Percy Haldiman, 5016 Victoria, Westmount, Que.—Part 2, range 1. Bounded easterly by the public road, northerly by a stream, southerly by another stream, a public road and a right of way 15' in width, 3 acres in rear. Including buildings thereon erected. Total taxes, including interest, research and taxes for 1958. \$44.85.

22—Serial 183, Royal Choquette, 324 Osgood, Ottawa, Ont.—Lot 25a, range 1, with buildings thereon erected. Taxes, interest, research and taxes: 19.58. Total: \$42.80.

23—Serial 204, Contract 68,928. Louis Gagné, St. Michel de Wentworth, Que.—Lots 22b, 22c, range 1, with buildings thereon erected. Taxes, interest, research and taxes 1958: \$30.50.

24—Serial 203, Contract 53,394, E. M. Yale, 10 Rosemont Avenue, Montreal, Que.—Part 2b, 2d, range 2. 24,300 square feet. Bounded southerly by the lake waters, westerly by part of lot 2d (W. B. Osler) easterly by the residue of lot 2b (W. J. Morrison) and northerly by the residue of lots 2d and 2b (W. J. Morrison). Land only. Taxes, interest, research and 1958 taxes: \$9.16; school taxes: \$4.20. Total: \$13.36.

25—Serial 390, Contract 42,133. Robert Sylvia, 7723 Central E., Ville Lasalle, Que.—Part 14, range 2, 50' west, 110', south, 45' east. Of triangular shape having its northerly point near Lake Louise. Land only. Taxes, interest, research and taxes for 1958: \$5.20.

26—Serial 451, Léon Richer, St-Michel de Wentworth, Que.—Lot 19b, range 2. Land only. Taxes, interest: \$11.83.

27—Serial 497, Contract 79,343. J.-P. Landry, 6398 St-André, Montréal, Qué.—Part 26b, range 2. 65' in width by the depth between public road and division line. Bounded northerly by public road, easterly by another part of lot 26b (C. Badger), westerly by T. C. Grothé's property and southerly by line between ranges 1 and 2. Land only. Taxes, interest: \$1.34.

28—Serial 508, Contract 80,189. Mrs. Hortense Emond, 738 Green, Montreal, Que.—Part 27b, range 2. 200' x 200'. Bounded northerly by a stream leadint to Black Lake, easterly by public road, westerly and southerly by the residue of Maurice Lafleur's property. Approximately 300' to the south of the division line of ranges 3 and 2. Land only. Taxes, interest: \$1.79.

29—Serial 567. J. P. McLaren, c/o Canada Metal Co., 6265 Notre-Dame, East, Montreal Que.—Subdivision No. 24 of lot 11, range 3. With buildings thereon erected. Taxes, interest: \$85.87.

30—Serial 572. F. L. Sutton, c/o Sutton Plumbing & Heating, 2114 Old Orchard Ave. Montreal, Que.—Subdivision No. 62 of lot 11,

rang 3. Avec bâtisses dessus érigées. Taxe, intérêt (Municipales): \$50.29; Taxes scolaires: \$23.43. Total \$73.72.

31 — Série 632, Contrat 68,204. C. Hamel, 3074 Delisle, Montréal 30, Qué. — Partie 27a rang 3. 250' de l'ouest à l'est, par 100' de profond. Borné au sud par chemin privé, nord, est et ouest par la propriété de René Farmer. Avec bâtisses dessus érigées. Taxe, intérêt: \$23.40.

32 — Série 646, Contrat 84,828. Benoit Morrissette, 155 Wilson, Lachute, Qué. — Partie 27a rang 3. 42' sur le Lac, 60' sur le chemin public, 150' de profond. Borné à l'ouest par le chemin, à l'est par le lac, et au nord et au sud par la partie du lot 27a rang 3. Terrain seulement. Taxe, intérêt: \$1.53.

33 — Série 659, Contrat 81,761. Vincent Mellillo, 10,756 Grande Allée, Montréal, Qué. — Partie 27a rang 3. 100' x 250'. Borné à l'est par le chemin privé qui dessert le voisinage, au sud par la propriété de Albert Côté. Au nord et à l'ouest par le résidu du lot 27a (Mr Farmer). Avec bâtisses dessus érigées. Taxe, intérêt: \$37.19.

34 — Série 685, Contrat 75,611. Marcel Groulx, 4411 Chapleau, Montréal, Qué. — Partie 27a rang 3. 60' x 100', au nord par le chemin municipal, au sud et à l'ouest par le résidu de propriété de René Farmer, à l'est par une partie dudit lot 27a (Robert Gélinas). Terrain seulement. Taxe, intérêt: \$1.79.

35 — Série 697, Contrat 74,895. Hector Sauvé, 3543 Blvd. Lasalle, Verdun, Qué. — Partie 3b rang 4. 300' x 150'. Borné sur le devant par le chemin public, et sur tous les autres côtés par le reste du lot 3b rang 4. Avec bâtisses dessus érigées. Taxe, intérêt: \$19.44.

36 — Série 734. Mme John MacRac, Lost River Qué. — Les lots 26b, 27a rang 5. Avec bâtisses dessus érigées. Taxe, intérêt: \$81.57.

37 — Série 812, Contrat 70,485. John Charbonneau, 1649 Chambly, Montréal, Qué. — Partie 23a rang 7. 325' de large par la profondeur entre le chemin à ligne au nord, à l'ouest par la propriété de Robert Charbonneau, et à l'est par le lot 22 rang 7. Avec bâtisses dessus érigées. Taxe, intérêt: \$34.95.

38 — Série 813, Contrat 70,274. Ferdinand Auger, 10,722 Berri, Montréal, Qué. — Partie 23a rang 7. 200' x 200'. Nord par chemin privé, sud par un ruisseau, est par propriété du Dr Kelly, ouest par le résidu du lot 23a (Robert Charbonneau). Avec les bâtisses dessus érigées. Taxe, intérêt: \$18.57.

39 — Série 856, contrat 84,302. Clarence Sheppard, 50 rue Bloor ouest, chambre 412, Toronto, Ont. — Partie 19b rang 8. 75' de large par toute la profondeur entre le chemin public et le Lac Noir. Du nord au sud par le chemin public, l'arrière au nord par le Lac Noir, du côté ouest par une partie du même lot 19b rang 8 (Pascal Colavecchio), et de l'autre côté par la propriété de René Charland. Terrain seulement. Taxe, intérêt: \$2.21.

40 — Série 869, 870, contrat 78,210. Austin Medford, Laurel, Qué. — S $\frac{1}{2}$ 19a, 19b rang 8, 20b rang 8, superficie 100 acres et 20a rang 8. A l'est par la ligne de division des lots 19b et 20a rang 8, à l'ouest par la propriété de Pierre Paradis, au nord par le chemin public, et au sud par la ligne de concession. Avec les bâtisses dessus érigées. Taxe, intérêt: \$264.00.

41 — Série 881, contrat 81,359. Zoltan Kovacs, 954 Fleury Est, Montreal, Qué. — N $\frac{1}{2}$ 19b rang 8. 100' x 160'. Nord-est par chemin privé. Sud-est, partie du lot N $\frac{1}{2}$ 19b rang 8 (Henri Quintal). ouest lot 21a rang 8 (Mme Fabricius).

range 3. With buildings thereon erected. Taxes, interest (municipal): \$50.29; school taxes: \$23.43. Total: \$73.72.

31 — Serial 632, Contract 68,204. C. Hamel, 3074 Delisle, Montreal 30, Que. — Part of 27a, range 3. 250' from west to east by 100' in depth. Bounded southerly by private road, northerly, easterly and westerly by René Farmer's property. With buildings thereon erected. Taxes, interest: \$23.40.

32 — Serial 646, Contract 84,828. Benoit Morrissette, 155 Wilson, Lachute, Que. — Part of 27a, range 3. 42' on the lake, 60' on public road, 150' in depth. Bounded westerly by the road, easterly by lake, northerly and southerly by part of lot 27a, range 3. Land only. Taxes, interest: \$1.53.

33 — Serial 659, Contract 81,761. Vincent Mellillo, 10,756 Grande Allée, Montréal. — Part of 27a, range 3. 100' x 250'. Bounded easterly by private road used by the neighbourhood, southerly by Albert Côté's property. Northerly and westerly by the residue of lot 27a (Mr. Farmer). With buildings thereon erected. Taxes, interest: \$37.19.

34 — Serial, 685, Contract 75,611. Marcel Groulx, 4411 Chapleau, Montreal, Que. — Part of 27a, range 3. 60' x 100'. Northerly by the municipal road, southerly and westerly by the residue of René Farmer's property, easterly by part of said lot 27a (Robert Gélinas). Land only. Taxes, interest: \$1.79.

35 — Serial 697, Contract 74,895. Hector Sauvé, 3543 Lasalle Blvd., Verdun, Que. — Part of 3b range 4. 300' x 150'. Bounded in front by public road and on all the other sides by the residue of lot 3b, range 4. With buildings thereon erected. Taxes, interest: \$19.44.

36 — Serial 734. Mrs. John MacRac, Lost River, Que. — Lots 26b and 27a, range 5. With buildings thereon erected. Taxes, interest: \$81.57.

37 — Serial 812, Contract 70,485. John Charbonneau, 1649 Chambly, Montreal, Que. — Part of 23a, range 7. 325' in width by the depth between the road to the northern line, westerly by Robert Charbonneau's property and easterly by lot 22, range 7. With buildings thereon erected. Taxes, interest: \$34.95.

38 — Serial 813, Contract 70,274. Ferdinand Auger, 10,722 Berri, Montreal, Que. — Part of 23a, range 7. 200' x 200'. Northerly by private road, southerly by a stream, easterly by Dr. Kelly's property and westerly by the residue of lot 23a (Robert Charbonneau). With buildings thereon erected. Taxes, interest: \$18.57.

39 — Serial 856, Contract 84,302. Clarence Sheppard, 50 Bloor St. West, Room 412, Toronto, Ont. — Part of 19b, range 8. 75' in width by the whole depth between public road and Black Lake, from north to south by public road, in the rear northerly by Black Lake, westerly side by part of same lot 19b, range 8 (Pascal Colavecchio) and on the other side by René Charland's property. Land only. Taxes, interest: \$2.21.

40 — Serial 869, 870, Contract 78,210. Austin Medford, Laurel, Que. — S $\frac{1}{2}$ 19a, 19b, range 8, 20b, range 8, area 100 acres and 20a, range 8, easterly by the division line between lots 19b and 20a, range 8, westerly by Pierre Paradis's property, northerly by public road and southerly by concession line. With buildings thereon erected. Taxes, interest: \$264.00.

41 — Serial 881, Contract 81,359. Zoltan Kovacs, 954 Fleury East, Montreal, Que. — N $\frac{1}{2}$ 19b, range 8. 100' x 160'. Northeasterly by private road, southeasterly by part of lot N $\frac{1}{2}$ 19b, range 8 (Henri Quintal). westerly by

est chemin privé. Terrain seulement. Taxe: \$1.59.

42 — Série 885, contrat 79,833. Henri Quintal, 2152 Masson, Montréal, Qué. — N¹/₂ 19b rang 8. 100' x 200'. nord-est par chemin privé (Lac Noir), sud-est par chemin privé (M. Brunet), sud-ouest et nord-ouest par résidu du lot 19b N¹/₂ rang 8. Avec bâtisses dessus érigées. Total due: \$16.32.

43 — Série 894, contrat 62,358. W. B. Dennis, 105 Dufferin Road, Montréal, Qué. — Partie lot 22a rang 8. Est par lot 21b rang 8, sud par lot 22b (Rex Vickers), nord et ouest par le Lac Argente. Avec bâtisses dessus érigées. Taxe et intérêt: \$88.90.

44 — Série 924, Contrat 77,446. Édouard Allard, 625, 7^e Avenue, Lachine, Qué. — Partie 22b, rang 8. 150' x 200'. Nord et est par le Lac Argente, sud et ouest par propriété de George Morrow. Avec bâtisses dessus érigées. Taxe et intérêt: \$59.39.

45 — Série 945, Contrat 81,791. Omer C. Higgins, 1804 Labelle Terrace, St-Eustache sur le Lac. Partie 9a rang 9. Subdivision 156 à 158 inc. Avec bâtisses dessus érigées. Taxe, intérêt: \$10.58.

46 — Série 963, Contrat 79,391. Mme Alfred Roy, 6567 Blvd. Pie IX, Montréal, Qué. — Partie 20 rang 9. 100' x 200'. Nord et est par le Lac Noir, sud et ouest par le résidu du lot 20 rang 9 (Paul Frappier). Avec bâtisses dessus érigées. Total: \$10.98.

47 — Série 971, Contrat 80,404. Georges Côté, Silver Lake, Qué. — Parties 22a rang 9. 100' x 150'. Au sud par chemin public; au nord par la propriété de Charles Paradis; à l'est par la propriété de Mr. Ayotte et à l'ouest par une largeur de 20' entre ladite propriété et Mr. Vaillancourt. Avec bâtisses dessus érigées. Taxe, intérêt: \$13.91.

48 — Série 974, Contrat 78,829. Alfred Ayotte, 6712a Blvd. St. Laurent, Montréal, Qué. — Partie 22a rang 9. 150' x 150'. Sud par chemin privé, nord et est et ouest par la propriété de Charles Paradis. Avec bâtisses dessus érigées. Total: \$20.27.

49 — Série 977,978, Contrat 73,809. Henri Vaillancourt, Laurel, Qué. — Les lots 23 et 22b rang 9. Terre. Avec bâtisses dessus érigées. Taxe et intérêt: \$92.58.

50 — Série 979, Contrat 79,424. R. F. Fandrich, 8141 De Gaspé, Montréal, Qué. — Partie 25a rang 9. Nord partie du lot de (Professeur Alcock), sud, ligne de division des rangs 8 et 9. ouest autre partie du lot 25, est partie du lot 24b Terrain seulement. Taxe et intérêt: \$10.22.

51 — Série 980, Contrat 68,096. Émile Boutin, 10,050 De Laroche, Montréal, Qué. — Partie 20b rang 8. 50' x 60'. Nord vieux chemin abandonné; est, chemin public, sud, partie lot 20b rang 8 (Nazaire Paradis) et à l'ouest par le Lac Baptiste. Avec bâtisses dessus érigées. Taxe et intérêt: \$40.39.

52 — Série 995, Contrat 56,327. Anton Muller Jr., 3664 De Bullion, Montréal, Qué. — Partie 2 rang 10. 180' x 180', 250' x 265'. Nord, chemin public; sud, Lac Edouard; est, propriété de Fred Hafner, et à l'ouest autre partie du lot 2. Avec bâtisses dessus érigées. (Max Shneider). Taxe et intérêt: \$122.96.

53 — Série 1006. Raoul Gauthier, adresse inconnue. Partie 9 rang 10. Subdivision 84 à 92 inclusivement. Terrain seulement. Taxe et intérêt: \$6.46.

54 — Série 1048. E. Lossene, adresse inconnue. Partie 10 rang 10. subdivision 241. 258.

lot 21a, range 8 (Mrs. Fabricius), easterly by private road. Land only. Taxes: \$1.59.

42 — Serial 885, Contract 79,833. Henri Quintal, 2152 Masson, Montreal, Que. — N¹/₂ 19b, range 8. 100' x 200'. Northeastly by private road (Black Lake), southeasterly by private road (M. Brunet); southwesterly and northwesterly by residue of lot N¹/₂ 19b, range 8. With buildings thereon erected. Total: \$16.32.

43 — Serial 894, Contract 62,358. W. B. Dennis, 105 Dufferin Rd. Montreal, Que. — Part of lot 22a range 8. East by lot 21b range 8. South by lot 22b (Rex Vickers) north and west by Lake Argente. With buildings thereon erected. Tax and interest: \$88.90.

44 — Serial 924, Contract 77,446. Edouard Allard, 625, 7th Avenue, Lachine, Que. — Part 22b, range 8, 150' x 200'. North and east by Lake Argente. South and west by the property of George Morrow. With buildings thereon erected. Taxes and interest: \$59.39.

45 — Serial 945, Contract 81,791. Omer C. Higgins, 1804 Labelle Terrace, St-Eustache sur le Lac. Part 9a range 9. Subdivision 156 to 158 inclusively. With buildings thereon erected. Taxes, interest: \$10.58.

46 — Serial 963, Contract 79,391. Mrs. Alfred Roy, 6567 Blvd. Pie IX, Montreal, Que. — Part 20 range 9, 100' x 200' north and east by Lake Noir. South and west by the residue of lot 20 range 9 (Paul Frappier). With buildings thereon erected. Total: \$10.98.

47 — Serial 971, Contract 80,404. Georges Côté, Silver Lake, Que. — Part 22a, range 9. 100' x 150'. On the south, by the public road; on the north, by the property of Charles Paradis; on the east, by the property of Mr. Ayotte and on the west, by a width of 20' between the said property and Mr. Vaillancourt. With buildings thereon erected. Taxes, interest: \$13.91.

48 — Serial 974, Contract 78,829. Alfred Ayotte, 6712a Blvd. St. Laurent, Montreal. — Part 22a, range 9. 150' x 150'. South by private road. North and east and west by the property of Charles Paradis. With buildings thereon erected. Total: \$20.27.

49 — Serial 977,978, Contract 73,809. Henri Vaillancourt, Laurel, Que. — Lots 23 and 22b range 9. Farm. With buildings thereon erected. Taxes and interest: \$92.58.

50 — Série 979, Contrat 79,424. R. F. Fandrich, 8141 De Gaspé, Montréal, Qué. — Part 25a, range 9. North part of lot of (Professor Alcock) south, dividing line of ranges 8 and 9. West, other part of lot 25. East part of lot 24b. Lot of land only. Taxes and interest: \$10.22.

51 — Serial 980, Contract 68,096. Emile Boutin, 10,050 De Laroche, Montreal, Que. — Pt. 20b, range 8. 50' x 60' north, old abandoned road; east, public road. South partly by lot 20b, range 8 (Nazaire Paradis) and on the west, by Lake Baptiste. With buildings thereon erected. Taxes and interest: \$40.39.

52 — Serial 995, Contract 56,327. Anton Muller Jr., 3664 De Bullion, Montreal, Que. — Part 2, range 10, 180' x 180', 250' x 265' north, public road; south, Lake Edouard; east, property of Fred Hafner, and on the west, the other part of lot 2. With buildings thereon erected. (Max Shneider). Taxes and interest: \$122.96.

53 — Serial 1006. Raoul Gauthier. Unknown address. Part 9, range 10. Subdivision 84 to 92 inclusively. Lot of land only. Taxes and interest: \$6.46.

54 — Serial 1048. E. Lossene. Unknown address. Part 10, range 10, subdivision 241. 258,

259. Avec bâtisses dessus érigées. Taxe et intérêt: \$36.57.
- 55 — Série 1072. Walter Reid, Montfort, Qué. — Partie 10 rang 10, subdivision 380 à 383 inclusivement 548 à 550 inclusivement 555, 556, 601, 603. Terrain seulement. Taxe et intérêt: \$20.89.
- 56 — Série 1101. Walter Reid, Montfort, Qué. — Partie 11a rang 10 subdivision 595, 608, 615, 19, 21, 265. Terrain seulement. Taxe et intérêt: \$15.60.
- 57 — Série 1103. Walter Reid, Montfort, Qué. — Partie 11a rang 10 subdivision 347, 348. Terrain seulement. Taxe et intérêt: \$6.92.
- 58 — Série 1160. Walter Reid, Montfort, Qué. — Partie 11b rang 10, subdivision 403, 404. Terrain seulement. Taxe et intérêt: \$3.47.
- 59 — Série 1162. Walter Reid, Montfort, Qué. — Partie 11b rang 10 subdivision 416. Terrain seulement. Taxe et intérêt: \$3.47.
- 60 — Série 1253. Walter Reid, Montfort, Qué. — Partie 6 rang 11, subdivision 4. Avec bâtisses dessus érigées. Taxe et intérêt: \$92.83.
- 61 — Série 1254. Walter Reid, Montfort, Qué. — Partie 6 rang 11 subdivision 5. Avec bâtisses dessus érigées. Taxe et intérêt: \$133.19.
- 62 — Série 1296. Walter Reid, Montfort, Qué. — Partie 7 rang 11 subdivision 59, 88 à 92 inclusivement 96 à 98 inclusivement, 134, 135. Terrain seulement. Taxe et intérêt: \$29.15.
- 63 — Série 1382. Walter Reid, Montfort, Qué. — Partie 8 rang 11, subdivision 17, 25, 97, 396, 435, 436. Terrain seulement. Taxe et intérêt: \$11.54.
- 64 — Série 1297. Walter Reid, Montfort, Qué. — Partie 7 rang 11, subdivision 62f. Terrain seulement. Taxe et intérêt: \$3.10.
- 65 — Série 1090. Norman Burnett, adresse inconnue — Partie 11b rang 10, subdivision 88, 89. Terrain seulement. Taxe et intérêt (municipales): \$2.87; taxes scolaires: \$3.60. Total: \$6.47.
- 66 — Série 1095. Mme R. Chalmers, 142 Fontaine, Hull, Qué. — Partie 11a rang 10 subdivision 546, 547. Avec bâtisses dessus érigées. Taxe municipale: \$42.50; taxe scolaire: \$18.50. Total: \$61.00.
- 67 — Série 1096. Mme Jean Lovett, 6932 Hutchison, Montréal, Qué. — Partie 11a rang 10, subdivision 574, 575, 606, 607. Avec bâtisses dessus érigées. Taxe municipale: \$42.93.
- 68 — Série 1107. Harold Auchmuty, 4687 Victoria, Montréal, Qué. — Partie 11a rang 10, subdivision 233. Terrain seulement. Taxe municipale: \$1.44.
- 69 — Série 1108. P. W. Sephton, Dominion Plate Glass, Pointe St-Charles — Partie 11a rang 10, subdivision 31. Terrain seulement. Taxe municipale: \$3.32; taxe scolaire: \$6.36. Total: \$9.68.
- 70 — Série 1120. Mme Murielle Pilon, 472, 3ième Ave. Verdun, Qué. — Partie 11a rang 10 subdivision 337 à 341 inclusivement 374 à 378 inclusivement. Avec bâtisses dessus érigées. Taxe municipale: \$52.37.
- 71 — Série 1146. Jean Crevier, 512 Blvd des Prairies, Laval des Rapides, Qué. — Partie 11b rang 10 subdivision 566 à 572 inclusivement 1155. Terrain seulement. Taxe municipale: \$5.73.
- 72 — Série 1186. Peter Augé, 4945 Montclair, Montréal, Qué. — Partie 1a rang 11, subdivision 9. Terrain seulement. Taxe municipale: \$5.03.
- 73 — Série 1187. Richard et Hopkins, s/d Gérald Richard, 3300 Troie, Montreal, Qué. —
259. With buillings thereon erected. Taxes and interest: \$36.57.
- 55 — Serial 1072. Walter Reid, Montfort, Que. — Part 10, range 10, subdivision 380 to 383 inclusively 548 to 550 inclusively 555, 556, 601, 603. Lot of land only. Taxes and interest: \$20.89.
- 56 — Serial 1101. Walter Reid, Montfort, Que. — Part 11a, range 10, subdivision 595, 608, 615, 19, 21, 265. Lot of land only. Taxes and interest: \$15.60.
- 57 — Serial 1103. Walter Reid, Montfort, Que. — Part 11a, range 10, subdivision 347, 348. Lot of land only. Taxes and interest: \$6.92.
- 58 — Serial 1160. Walter Reid, Montfort, Que. — Part 11b, range 10, subdivision 403, 404. Lot of land only. Taxes and interest: \$3.47.
- 59 — Serial 1162. Walter Reid, Montfort, Que. — Part 11b, range 10, subdivision 416, lot of land only. Taxes and interest: \$3.47.
- 60 — Serial 1253. Walter Reid, Montfort, Que. — Part 6, range 11, subdivision 4. With buillings thereon erected. Taxes and interest: \$92.83.
- 61 — Serial 1254. Walter Reid, Montfort, Que. — Part 6, range 11, subdivision 5. With buillings thereon erected. Taxes and interest: \$133.19.
- 62 — Serial 1296. Walter Reid, Montfort, Que. — Part 7, range 11, subdivision 59, 88 to 92 inclusively, 96 to 98 inclusively, 134, 135. Lot of land only. Taxes and interest: \$29.15.
- 63 — Serial 1382. Walter Reid, Montfort, Que. — Part 8, range 11, subdivision 17, 25, 97, 396, 435, 436. Lot of land only. Taxes and interest: \$11.54.
- 64 — Serial 1297. Walter Reid, Montfort, Que. — Part 7, range 11, subdivision 62f. Lot of land only. Taxes and interest: \$3.10.
- 65 — Serial 1090. Norman Burnett, Address unknown. Part 11b, range 10, subdivision 88, 89. Lot of land only. Taxes and interest, municipal: \$2.87; school taxes: \$3.60. Total: \$6.47.
- 66 — Serial 1095. Mrs. R. Chalmers, 142 Fontaine, Hull, Que. — Part 11a, range 10, subdivision 546, 547. With buildings thereon erected. Municipal tax: \$42.50; school tax: \$18.50. Total: \$61.00.
- 67 — Serial 1096. Mrs. Jean Lovett, 6932 Hutchison, Montreal, Que. — Part 11a, range 10, subdivision 574, 575, 606, 607. With buildings thereon erected. Municipal taxes: \$42.93.
- 68 — Serial 1107. Harold Auchmuty, 4687 Victoria, Montreal, Que. — Part 11a, range 10, subdivision 233. Lot of land only. Municipal taxes: \$1.44.
- 69 — Serial 1108. P. W. Sephton, Dominion Plate Glass, Point St. Charles. — Part 11a, range 10, subdivision 31. Lot of land only. Municipal taxes: \$3.32; school taxes: \$6.36. Total: \$9.68.
- 70 — Serial 1120. Mrs. Murielle Pilon, 472 3rd Ave., Verdun, Que. — Part 11a, range 10, subdivision 337 to 341 inclusively 374 to 378 inclusively. With buildings thereon erected. Municipal taxes: \$52.37.
- 71 — Serial 1146. Jean Crevier, 512 des Prairies Blvd., Laval des Rapides, Que. — Part 11b, range 10, subdivision 566 to 572 inclusively 1155. Lot of land only. Municipal taxes: \$5.73.
- 72 — Serial 1186. Peter Augé, 4945 Montclair, Montreal, Que. — Part 1a, range 11, subdivision 9. Lot of land only. Municipal taxes: \$5.03.
- 73 — Serial 1187. Richard and Hopkins, c/o Gérald Richard, 3300 Troie, Montreal, Que. —

Partie 1a rang 11, subdivision 8. Terrain seulement. Taxe municipale: \$5.74.

74 — Série 1189. Dr Carl Schweger, 5011 Barclay, Montréal, Qué.— Partie 1a, rang 11, subdivision 11. Terrain seulement. Taxe municipale: \$8.52.

75 — Série 1202. W. Chartier, Montfort, Qué.— Partie 6, rang 11, subdivision 3. Terrain seulement. Taxes municipale: \$4.32.

76 — Série 1204.— Mlle Jane Reid, Montfort, Qué.— Partie 6, rang 11, subdivision 4. Avec bâtisses dessus érigées. Total due: \$88.18

77 — Série 1209. Montfort Inn. c/o Chelsea Holdings, Montréal, Qué.— Partie 6, rang 11, subdivision 8. Terrain seulement. Taxe municipale: \$9.39.

78 — Série 1213. Montfort Inn. c/o Chelsea Holdings, Montréal, Qué.— Partie 6, rang 11, subdivision 9. Avec bâtisses dessus érigées. Taxe municipale: \$471.90.

79 — Série 1228. Maurice Hébert, Bas L'Assomption, Qué.— Partie 6, rang 11, subdivision 24. Avec bâtisses dessus érigées. Taxe municipale: \$41.48.

80 — Série 1230. Wm. Laurion, St-Sauveur des Monts, Qué.— Partie 6, rang 11, subdivision 26. Avec bâtisses dessus érigées. Taxe municipale: \$33.16.

81 — Série 1232. Ed. Gutevin, 6280, Westbury Ave. Montreal, Que.— Partie 6, rang 11, subdivision 28b. Avec bâtisses dessus érigées. Taxe municipale: \$44.33; taxe scolaire: \$20.37. Total: \$64.00.

82 — Série 1246. W. N. Clelland, 6618, Boyer, Montreal, Que.— Partie 7, rang 11, subdivision 172. Avec bâtisses dessus érigées. Taxe municipale: \$74.15.

83 — Série 1252. André Constantineau, Montfort, Qué.— Partie 7, rang 11, subdivision 10. Avec bâtisses dessus érigées. Taxe municipale: \$172.38.

84 — Série 1277. Walter Reid, Montfort, Qué.— Partie 7, rang 11, subdivision 158 à 160 inclusivement. Terrain seulement. Taxe municipale: \$9.65.

85 — Série 1278. Alexis Brunet, Montfort, Qué.— Partie 7, rang 11, subdivision 155 à 157 inclusivement. Avec bâtisses dessus érigées. Taxe municipale: \$20.33.

86 — Série 1291. Mlle A. Connor, 5500, Trans Island, Montréal, Qué.— Partie 7, rang 11, subdivision 74 à 76 inclusivement. Avec bâtisses dessus érigées. Taxe municipale: \$30.68.

87 — Série 1301. J. P. Colby, 7535 McEachran, Montréal, Qué.— Partie 7, rang 11, subdivision 53. Avec bâtisses dessus érigées. Taxe municipale: \$51.02; taxe scolaire: \$21.98. Total: \$73.00

88 — Série 1302. Gilbert Higginbotham, 1449 St-Alexandre, Montréal, Qué.— Partie 7, rang 11, subdivision 52. Avec bâtisses dessus érigées. Taxe municipale: \$69.85; taxe scolaire: \$25.13. Total: \$94.98.

89 — Série 1321. Harry Devey, 573 Aird, Montréal, Qué.— Partie 8, rang 11, subdivision 360 à 364 inclusivement. Terrain seulement. Taxe municipale: \$1.56.

90 — Série 1330. Alfred Brennan, 322, Irene Crescent, apt. 5, Ottawa, Ont.— Partie 7, 8, rang 11, subdivisions 289, 290, 299 à 302 inclusivement. Terrain seulement. Taxe municipale: \$9.33.

100 — Série 1350, Contrat 63,029. Len Commerford, 242, 11ième Ave. St. Eustache sur le Lac, Qué.— Partie 8, rang 11, 50' x 100'. Borné au nord par Mirror Lake, à l'est une partie du lot 8, rang 11, au sud par Lakeview Drive et à l'ouest par la partie du lot vendu à Mr. WM.

Part 1a, range 11, subdivision 8. Lot of land only. Municipal taxes: \$5.74.

74 — Serial 1189. Dr. Carl Schweger, 5011 Barclay, Montreal, Que.— Part 1a, range 11, subdivision 11. Lot of land only. Municipal taxes: \$8.52.

75 — Serial 1202. W. Chartier, Montfort, Que.— Part 6, range 11, subdivision 3. Lot of land only. Municipal taxes: \$4.32.

76 — Serial 1204. Miss Jane Reid, Montfort, Que.— Part 6, range 11, subdivision 4, with buildings thereon erected. Total due: \$88.18.

77 — Serial 1209. Montfort Inn. c/o Chelsea Holdings, Montreal, Que.— Part 6, range 11, subdivision 8. Lot of land only. Municipal taxes: \$9.39.

78 — Serial 1213. Montfort Inn. c/o Chelsea Holdings, Montreal, Que.— Part 6, range 11, subdivision 9. With buildings thereon erected. Municipal taxes: \$471.90.

79 — Serial 1228. Maurice Hébert, Bas L'Assomption, Que.— Part 6, range 11, subdivision 24. With buildings thereon erected. Municipal taxes: \$41.48.

80 — Serial 1230. Wm Laurion, St. Sauveur des Monts, Que.— Part 6, range 11, subdivision 26. With buildings thereon erected. Municipal taxes: \$33.16.

81 — Serial 1232. Ed. Gutevin, 6280 Westbury Ave., Montreal, Que.— Part 6, range 11, subdivision 28b. With buildings thereon erected. Municipal taxes: \$44.33; school taxes: \$20.37. Total: \$64.00.

82 — Serial 1246. W. N. Clelland, 6618 Boyer, Montreal, Que.— Part 7, range 11, subdivision 172. With buildings thereon erected. Municipal taxes: \$74.15.

83 — Serial 1252. André Constantineau, Montfort, Que.— Part 7, range 11, subdivision 10. With buildings thereon erected. Municipal taxes: \$172.38.

84 — Serial 1277. Walter Reid, Montfort, Que.— Part 7, range 11, subdivision 158 to 160 inc. Lot of land only. Municipal taxes: \$9.65.

85 — Serial 1278. Alexis Brunet, Montfort, Que.— Part 7, range 11, subdivision 155 to 157 inclusively. With buildings thereon erected. Municipal taxes: \$20.33.

86 — Serial 1291. Miss A. Connor, 5500 Trans Island, Montreal, Que.— Part 7, range 11, subdivision 74 to 76 inclusively. With buildings thereon erected. Municipal taxes: \$30.68.

87 — Serial 1301. J. P. Colby, 7535 McEachran, Montreal, Que.— Part 7, range 11, subdivision 53. With buildings thereon erected. Municipal taxes: \$51.02; school taxes: \$21.98. Total: \$73.00.

88 — Serial 1302. Gilbert Higginbotham, 1449 St. Alexandre, Montreal, Que.— Part 7, range 11, subdivision 52. With buildings thereon erected. Municipal taxes: \$69.85; school taxes: \$25.13. Total \$94.98.

89 — Serial 1321. Harry Devey, 573 Aird, Montreal, Que.— Part 8, range 11, subdivision 360 to 364 inclusively. Lot of land only. Municipal taxes: \$1.56.

90 — Serial 1330. Alfred Brennan, 322 Irene Crescent, apt. 5 Ottawa, Ont.— Part 7, 8, range 11, subdivision 289, 290, 299 to 302 inclusively. Lot of land only. Municipal taxes: \$9.33.

100 — Serial 1350, Contract 63,029. Len Commerford, 242, 11th Avenue, St-Eustache sur le lac, Que.— Part 8, range 11, 50' x 100'. Bounded on the north by Mirror Lake, on the east, by part of lot 8, range 11, on the south, by Lakeview Drive and on the west, by the part of lot

Wheeler. Avec bâtisses dessus érigées. Taxe municipale: \$41.38.

101.— Série 1356. Succession Cath. Carrington, 2180 Delorimier, Montréal.— Partie 8, rang 11, subdivision 43. Terrain seulement. Taxe municipale: \$3.11.

102.— Série 1377. Reg. Jesse, 8042, Papineau, Montréal, Qué.— Partie 8, rang 11, subdivision E½, 596, 597, 599. Avec bâtisses dessus érigées. Taxe municipale: \$15.02.

103.— Série 1383. Fred Bachman Jr., Montfort, Qué.— Partie 8, rang 11, subdivisions 602, 603. Terrain seulement. Taxe municipale: \$28.94.

104.— Série 1341a, Contrat 78,562. John P. Cantwell, 143 Selby, partie St-Charles, Montréal, Qué.— Partie 8, rang 11, 50' par la profondeur entre Mirror Lake et Lakeview Drive. Borné au nord et à l'ouest par Mirror Lake, au sud et à l'est par Lakeview Drive et par une partie dudit lot 8. Terrain seulement. Taxe municipale: \$1.59; taxe scolaire: \$0.70. Total: \$2.29.

105.— Série 1417. Mme Lil. Donovan, 4572, Wellington, Verdun, Qué.— Partie 10, rang 11, subdivisions 18 à 20 inclusivement, 37 à 41 inclusivement. Avec bâtisses dessus érigées. Taxe municipale: \$102.21.

106.— Série 1418. Edmond Braidt, 363, Merton, St-Lambert, Qué.— Partie 10, rang 11, subdivisions 101 à 104 inclusivement, 83 à 86 inclusivement. Terrain seulement. Taxe municipale: \$4.68; taxe scolaire: \$4.20. Total: \$8.88.

107.— Série 1434. J. A. Teet, 378, St-Paul W., Montréal, Qué.— Partie 10, rang 11, subdivisions 210 à 224 inclusivement, 305 à 318 inclusivement, 321 à 328 inclusivement, 337 à 346 inclusivement, 398 à 407 inclusivement, 416 à 423 inclusivement. Terrain seulement. Taxe municipale: \$34.85; taxe scolaire: \$14.55. Total: \$49.40.

108.— Série 1436. J. A. Teet, 378, St-Paul W., Montréal, Qué.— Partie 10, rang 11, subdivisions 424 à 430 inclusivement, 483 à 488 inclusivement, 451 à 456 inclusivement, 501, 502. Terrain seulement. Taxe municipale: \$25.40; taxe scolaire: \$10.59. Total: \$35.99.

109.— Série 1435. Mme W. B. Cooper, 4448 Earncliffe, N.D.G. Qué.— Partie 10, rang 11, subdivisions 329 à 336 inclusivement, 408 à 415 inclusivement. Terrain seulement. Taxe municipale: \$4.68.

110.— Série 1437. Mme W. B. Cooper, 4448 Earncliffe, N.D.G. Qué.— Partie 10, rang 11, subdivisions 433 à 444 inclusivement, 495 à 502 inclusivement. Terrain seulement. Taxe municipale: \$14.77.

111.— Série 1440. A. J. Churchill, 1717, Iberville, Montréal, Qué.— Partie 10, rang 11, subdivisions 144 à 151 inclusivement, 186 à 193 inclusivement. Terrain seulement. Taxe municipale: \$4.68.

112.— Série 1442. A. J. Churchill, 1717, Iberville, Montréal, Qué.— Partie 10, rang 11, subdivisions 61 à 82 inclusivement, 105 à 128 inclusivement. Terrain seulement. Taxe municipale: \$15.56.

113.— Série 1443. A. S. Grant, 1745, Guertin, Montréal, Qué.— Partie 10, rang 11, subdivisions 42, 43. Terrain seulement. Taxe municipale: \$1.57.

114.— Série 1452, Contrat 61,656. Frank Nagels, 4488 Ste-Catherine W., Montréal, Qué.— Partie 15, rang 11. Borné au nord par le C.N.R. à l'est par le lot 14, à l'ouest par le reste du lot 15, au sud par le lac Canard, réserve toutefois est faite en faveur de Mr. W. Tassé, afin qu'il puisse aller chercher de l'eau au ruisseau. Avec bâtisses dessus érigées. Taxe municipale: \$53.10.

sold to Mr. Wm. Wheeler. With buildings thereon erected. Municipal taxes: \$41.38.

101 — Serial 1356. Estate Cath. Carrington, 2180 Delorimier, Montreal. — Part 8, range 11, subdivision 43, Lot of land only. Municipal taxes: \$3.11.

102 — Serial 1377. Reg. Jesse, 8042, Papineau, Montreal, Que. — Part 8, range 11, subdivision E½, 596, 597, 599. With buildings thereon erected. Municipal taxes: \$15.02.

103 — Serial 1383. Fred Bachman Jr., Montfort, Que. — Part 8, range 11, subdivision 602, 603. Lot of land only. Municipal taxes: \$28.94.

104 — Serial 1341a, contract 78,562. John P. Cantwell, 143 Selby, Pte St. Charles, Montreal, Que. — Part 8, range 11, 50' by the depth between Mirror Lake and Lakeview Drive, on the south and on the east by Lakeview Drive and by a part of the said lot 8. Lot of land only. Municipal taxes: \$1.59; school taxes: \$0.70. Total: \$2.29.

105 — Serial 1417. Mrs. Lil Donovan, 4572 Wellington, Verdun, Que. — Part 10, range 11, subdivision 18 to 20, inclusively, 37 to 41 inclusively. With buildings thereon erected. Municipal taxes: \$102.21.

106 — Serial 1418. Edmond Braidt, 363 Merton, St. Lambert, Que. — Part 10, range 11, subdivision 101 to 104 inclusively, 83 to 86 inclusively. Lot of land only. Municipal taxes: \$4.68; school taxes: \$4.20. Total \$8.88.

107 — Serial 1434. J. A. Teet, 378 St. Paul W., Montreal, Que. — Part 10, range 11, subdivision 210 to 224 inclusively, 305 to 318 inclusively, 321 to 328 inclusively, 337 to 346 inclusively, 398 to 407 inclusively, 416 to 423 inclusively. Lot of land only. Municipal taxes: \$34.85; school taxes: \$14.55. Total \$49.40.

108 — Serial 1436. J. A. Teet, 378 St. Paul W., Montreal, Que. — Part 10, range 11, subdivision 424 to 430 inclusively; 483 to 488 inclusively; 451 to 456 inclusively, 501, 502. Lot of land only. Municipal taxes: \$25.40; school taxes: \$10.59. Total \$35.99.

109 — Serial 1435. Mrs. W. B. Cooper, 4448 Earncliffe, N. D. G. Que. — Part 10, range 11, subdivision 329 to 336 inclusively; 408 to 415 inclusively. Lot of land only. Municipal taxes: \$4.68.

110 — Serial 1437. Mrs W. B. Cooper 4448 Earncliffe, N.D.G. Que. — Part 10, range 11, subdivision 433 to 444 inclusively; 495 to 502 inclusively. Lot of land only. Municipal taxes: \$14.77.

111 — Serial 1440. A. J. Churchill, 1717 Iberville, Montreal, Que. — Part 10, range 11, subdivision 144 to 151 inclusively; 186 to 193 inclusively. Lot of land only. Municipal taxes: \$4.68.

112 — Serial 1442. A. J. Churchill, 1717 Iberville, Montreal, Que. — Part 10, range 11, subdivision 61 to 82 inclusively; 105 to 128 inclusively. Lot of land only. Municipal taxes: \$15.56.

113 — Serial 1443. A. S. Grant, 1745 Guertin, Montreal, Que. — Part 10, range 11, subdivision 42, 43. Lot of land only. Municipal taxes: \$1.57.

114 — Serial 1452, Contract 61,656. Frank Nagels, 4488 Ste. Catherine W, Montreal, Que. — Part 15 range 11. Bounded on the north by the C.N.R., on the east, by lot 14, on the west, by the remainder of lot 15, on the south, by Lake Canard, reserve is made, however, in favor of Mr. W. Tassé, so that he may go and get water at the brook. With buildings thereon erected. Municipal taxes: \$53.10.

115 — Série 1453, 1454, contrat 61,656. Frank Nagels, 4488 Ste-Catherine W., Montréal, Qué. — Partie 15 rang 11. Bordé au nord par le C.N.R., à l'ouest par le lot 16, au sud par le chemin public, et à l'est par la jonction du C.N.R. et du chemin public. Superficie de 11 acres, Avec bâtisses dessus érigées. Taxe municipale: \$8.04.

116 — Série 1447. P. W. Sephton, Dominion Plate Glass, Pointe St-Charles. — Partie 11 rang 11, subdivision 57 à 59 inclusivement. Terrain seulement. Taxe municipale: \$2.87.

117 — Série 1457, Contrat 49,269. Peter Tassé, Laurel Station, Qué. — Partie 15 rang 11. Partie sud-ouest. 4½ acres de large, 8 acres de profond. Bordé au nord par le chemin public, au sud par les lots du 10ième rang, à l'ouest par le lot 16, et à l'est par le résidu du lot 15. A déduire de cette propriété, approximativement 200' x 400', du devant en partant du chemin, et au centre entre les lignes latérales, de ladite propriété. Cette restriction inclus les bâtisses. Terrain seulement. Taxe municipale: \$3.22.

118 — Série 1459, Contrat 58,707. Maurice Lacharité, 504 Bellechasse, Montréal, Qué. — Partie 15 rang 11. De forme triangulaire. 225' sur la ligne Nord, 225' sur la ligne sud, sur le chemin public. La ligne nord-sud 200', situé à 550' de la ligne du lot 16 rang 11. Bordé au nord par le C.N.R., au sud par le chemin public de Montfort à Lost River, et à l'ouest par le résidu du lot 15. Terrain seulement. Taxe municipale: \$2.88.

119 — Série 1492. Dr. Geo. Coombes, rue Sherbrooke W, Montréal, Qué. — Partie 9a rang 9, subdivision N½ 156, 157, 158. Terrain seulement. Taxe municipale: \$6.10.

115 — Serial 1453, 1454, Contract 61,656. Frank Nagels, 4488 Ste-Catherine W., Montreal, Que. — Part 15, range 11. Bounded on the north by the C.N.R., on the west, by lot 16, on the south, by the public road, and on the east by the junction of the C.N.R. and of the public road. Area of 11 acres, with buildings thereon erected. Municipal taxes: \$8.04.

116 — Serial 1447. P. W. Sephton, Dominion Plate Glass, Pte. St. Charles, Que. — Part 11, range 11, subdivision 57 to 59 inclusively. Lot of land only. Municipal taxes: \$2.87.

117 — Serial 1457, Contract 49,269. Peter Tassé, Laurel Station, Que. — Part 15, range 11, part southwest. 4½ acres in width, 8 acres in depth, bounded on the north by the public road, on the south, by lots of the 10th range, on the west, by lot 16, and on the east, by the residue of lot 15. To deduct from this property approximately 200' x 400', from the front by starting from the road, and in the centre between the lateral lines, of the said property. This restriction includes the buildings. Lot of land only. Municipal taxes: \$3.22.

118 — Serial 1459, Contract 58,707. Maurice Lacharité, 504 Bellechasse, Montreal, Que. — Part 15, range 11. Of triangular form, 225' on the north line, 225' on the south line, on the public road. The line north-south 200'. Situate at 550' of the line of lot 16 range 11. Bounded on the north by the C.N.R. on the south, by the public road of Montfort to Lost River, and on the west, by the residue of lot 15. Lot of land only. Municipal taxes: \$2.88.

119 — Serial 1492. Dr. Geo. Coombes, Sherbrooke Street, West, Montreal, Que. — Part 9a, range 9, subdivision N½ 156, 157, 158. Lot of land only. Municipal taxes: \$6.10.

PROPRIÉTÉS DÉTENUES PAR LA MUNICIPALITÉ DE WENTWORTH

PROPERTIES RETAINED BY THE MUNICIPALITY OF WENTWORTH

120 — Série 1007. Partie 9 rang 10, subdivision 38 à 41 inclusivement. Taxe municipale: \$11.96; taxe scolaire: \$4.40. Total: \$16.36.

121 — Série 1089. Partie 10 rang 10 subdivision 293 à 301, 310 à 320, 303 à 307 inclusivement. Taxe municipale: \$35.88; taxe scolaire: \$13.10. Total: \$48.98.

122 — Série 1150. Partie 11b rang 10, subdivision 30 à 63 inclusivement. Taxe municipale: \$49.96; taxe scolaire: \$19.95. Total: \$69.81.

123 — Série 1151. Partie 11b rang 10, subdivision 66 à 70 inclusivement 72 à 104 inclusivement. Taxe municipale: \$50.04; taxe scolaire: \$20.13. Total: \$70.17.

124 — Série 1152. Partie 11b rang 10, subdivision 342 à 345 inclusivement. Taxe municipale: \$7.46; taxe scolaire: \$2.98. Total: \$10.44.

125 — Série 1153. Partie 11b rang 10, subdivision 264 à 276 inclusivement, 319 à 329 inclusivement. Taxe municipale: \$36.48; taxe scolaire: \$14.62. Total: \$51.10.

126 — Série 1154. Partie 11b rang 10, subdivision 287 à 306 inclusivement. Taxe municipale: \$30.13; Taxe scolaire: \$11.85. Total: \$41.98.

127 — Série 1155. Partie 11b lot 10, subdivision 277 à 286 inclusivement 307 à 318 inclusivement. Taxe municipale: \$29.67; taxe scolaire: \$11.89. Total: \$41.56.

128 — Série 1156. Partie 11b rang 10, subdivision 634 à 638 inclusivement. Taxe municipale: \$2.77; taxe scolaire: \$4.08. Total: \$6.85.

129 — Série 1343. Partie 8 rang 11, subdivision 277. Taxe municipale: \$1.87; taxe scolaire: \$3.60. Total: \$5.47.

120 — Serial 1007. Part 9, range 10 subdivision 38 to 41 inclusively. Municipal taxes: \$11.96; school taxes: \$4.40. Total \$16.36.

121 — Serial 1089. Part 10, range 10, subdivision 293 to 301, 310 to 320, 303 to 307 inclusively. Municipal taxes: \$35.88; school taxes: \$13.10. Total \$48.98.

122 — Serial 1150. Part 11b, range 10, subdivision 30 to 63 inclusively. Municipal taxes: \$49.96; school taxes: \$19.95. Total: \$69.81.

123 — Serial 1151. Part 11b, range 10, subdivision 66 to 70 inclusively 72 to 104 inclusively. Municipal taxes: \$50.04; school taxes: \$20.13. Total: \$70.17.

124 — Serial 1152. Part 11b, range 10, subdivision 342 to 345 inclusively. Municipal taxes: \$7.46; school taxes: \$2.98. Total: \$10.44.

125 — Serial 1153. Part 11b, range 10, subdivision 264 to 276 inclusively, 319 to 329 inclusively. Municipal taxes: \$36.48; school taxes: \$14.62. Total \$51.10.

126 — Serial 1154. Part 11b, range 10, subdivision 287 to 306 inclusively. Municipal taxes: \$30.13; school taxes: \$11.85. Total \$41.98.

127 — Serial 1155. Part 11b, lot 10, subdivision 277 to 286 inclusively 307 to 318 inclusively. Municipal taxes \$29.67; school taxes: \$11.89. Total: \$41.56.

128 — Serial 1156. Part 11b, range 10, subdivision 634 to 638 inclusively. Municipal taxes \$2.77; school taxes: \$4.08. Total: \$6.85.

129 — Serial 1343. Part 8, range 11, subdivision 277. Municipal taxes: \$1.87; school taxes: \$3.60. \$5.47.

130 — Série 1433. Partie 10 rang 11, subdivision 136 à 142 inclusivement, 194 à 201 inclusivement. Taxe municipale: \$24.50; taxe scolaire: \$8.10. Total: \$32.60.

Donné à Lachute, Qué., ce 4e jour de mars 1958.

Conseil municipal du comté d'Argenteuil.

(Seau)
47307-11-2

Le Secrétaire-trésorier,
E.-M. JONES.

130 — Serial 1433. Part 10, range 11, subdivision 136 to 142 inclusively, 194 to 201 inclusively. Municipal taxes: \$24.50; school taxes: \$8.10. Total: \$32.60.

Given at Lachute, Que. this 4th day of March, 1958.

Municipal Council of the county of Argenteuil.

(Seal)
47307-11-2

E. M. JONES,
Secretary-Treasurer.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEAUCE

Fieri Facias de Terris

Cour de Magistrat — District de Beauce

St-Joseph de Beauce, N° 22,993. } JULES HUARD, domicilié à Lac Mégantic à savoir: } dans le district de St-François, contre JEAN-

CHARLES RANCOURT, domicilié à St-Théophile, district de Beauce, à savoir: la 1/2 N.O. du lot 23, rang III, canton Marlow, d'une superficie de 102 acres.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de St-Théophile, comté de Beauce, le ONZIÈME jour d'AVRIL prochain à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Saint-Joseph de Beauce, J. S. POULIOT.
25 février 1958. 47225-9-2-o
[Première insertion: 1er mars 1958]
[Seconde insertion: 15 mars 1958]

SHERIFFS' SALE

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUCE

Fieri Facias de Terris

Magistrate's Court — District of Beauce

St-Joseph de Beauce, N° 22,993. } JULES HUARD, domicilié à Lake Mégantic à savoir: } dans le district de St-François, contre JEAN-

CHARLES RANCOURT, domicilié à St-Théophile, district de Beauce, to wit: the N.W. 1/2 of lot 23, range III, Marlow township, of an area of 102 acres.

To be sold at the parochial church door in the parish of St-Théophile, county of Beauce, on the ELEVENTH day of APRIL next, at TEN o'clock on the forenoon.

Sheriff's Office, J. S. POULIOT,
Saint-Joseph de Beauce, Sheriff.
February 25, 1958. 47225-9-2
[First insertion: March 1st, 1958]
[Second insertion: March 15, 1958]

GASPÉ

Fieri Facias de Terris

District de Gaspé

Cour Supérieure, } PABOS MOTOR SALES, Gaspé, LTD., Petit Pabos, Co. N° 4019. } Gaspé, demandeur, versus LÉO LAPOINTE, Pabos

Nord, Cté Gaspé, défendeur.

La propriété à vendre est la suivante:

"Une certaine terre sise et située dans la municipalité de Pabos, mieux connue et désignée aux plan et livre de Renvoi officiels pour ladite municipalité comme étant le lot numéro six D (6-D) en entier et la partie ouest du lot six C (6-C) du second rang Canton Pabos, Seigneurie de Pabos, mesurant un arpent et 24 de largeur par trente-huit (38) arpents de profondeur et étant borné comme suit: au nord par le rang III, à l'est par Georges Lapointe, au sud par le rang un (1) et à l'ouest par Evariste Dupuis avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances."

Pour être vendue à la porte de l'église de Grande-Rivière, MARDI le VINGT-CINQUIÈME jour de MARS 1958, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Percé, 17 février 1958. J. F. MEAGHER.
47195-8-2-o

GASPÉ

Fieri Facias de Terris

District of Gaspé

Superior Court, } PABOS MOTOR SALES, Gaspé, LTD., Petit Pabos, Cty. N° 4019. } Gaspé, plaintiff, versus LÉO LAPOINTE, Pabos North,

Cty. Gaspé, defendant.

The property to be sold is the following:

"A certain farm lying and situated in the Municipality of Pabos, better known and designated on the official plan and book of reference for the said Municipality as being lot number six D (6-D) in its entirety, and the westerly part of lot six C (6-C) of Range two, Township of Pabos, Seigniorie of Pabos, measuring one arpent and 24 in width by thirty-eight (38) arpents in depth, being bounded as follows: northerly by Range III, easterly by Georges Lapointe, southerly by Range on (1) and westerly by Evariste Dupuis, with buildings thereon erected, circumstances and dependences."

To be sold at the door of the church of Grand River, TUESDAY the TWENTY-FIFTH day or MARCH 1958, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, J. F. MEAGHER,
Percé, February 17, 1958. Sheriff.
47195-8-2

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { ARCHIBALD LOVELL
N° 433502. PHILLIPS, deman-
deur vs DUNCAN BRUCE
RAYSIDE, défendeur.

"Un emplacement ayant front sur l'avenue Kindersley, en la cité de Montréal, et mesurant soixante-quinze pieds de largeur par cent pieds de profondeur et composé comme suit:

a) Subdivision deux cent deux du lot quatre-vingt-treize (93,202) aux plan et livre de renvoi officiels du village constitué en corporation de Côte des Neiges, étant d'une forme triangulaire et mesurant soixante-treize pieds et six dixièmes d'un pied sur sa ligne est le long de ladite avenue Kindersley et soixante-douze pieds et cinq dixièmes d'un pied sur sa ligne nord, et

b) La partie nord-est de la subdivision de subdivision cent trente-neuf du lot quatre-vingt-quatorze (94-N.E. ptie 139-4) auxdits plan et livre de renvoi officiels étant de forme irrégulière, mesurant un pied et quatre dixièmes d'un pied sur sa ligne est le long de ladite avenue Kindersley, soixante-quinze pieds sur sa ligne ouest, vingt-sept pieds et cinq dixièmes d'un pied sur sa ligne nord et cent pieds sur sa ligne sud et étant bornée comme suit: à l'est par ladite avenue Kindersley, au sud par une autre partie de ladite subdivision quatre de la subdivision cent trente-neuf dudit lot, à l'ouest par les subdivisions cent trente-cinq et cent trente-six dudit lot quatre-vingt-quatorze, au nord par la subdivision cinq de la subdivision cent trente-neuf dudit lot quatre-vingt-quatorze et au nord-est par la subdivision deux cent deux du lot quatre-vingt-treize ci-dessus décrit.

Les dimensions ci-dessus étant de mesure anglaise et plus ou moins. Avec la bâtisse de trois étages dessus érigée et portant le numéro civique 4130 de ladite avenue Kindersley."

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Montréal, 12 mars 1958.

Le Shérif,
CAISSE &
LAURENCELLE.
47341-11-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { DOCTEUR CHARLEMA-
N° 89,411. GNE POULIN, de-
meurant et résidant à Qué-
bec, dans le district de Québec, contre MARCEL
DUBÉ, des cité et district de Québec.

Les subdivisions numéros 352 et 353 (trois cent cinquante-deux et trois cent cinquante-trois) du lot numéro 435 (quatre cent trente-cinq) du cadastre officiel pour St-Roch, nord, maintenant quartier Limoilou, de la cité de Québec, étant des terrains situés sur la rue Cadillac, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sujettes la subdivision numéro 352 à une rente annuelle de \$12.00 et la subdivision numéro 353 à une rente annuelle de \$4.00 payables le 1er novembre de chaque année à l'Hôtel-Dieu de Québec.

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { ARCHIBALD LOVELL
No. 433502. PHILLIPS, plaintiff
vs DUNCAN BRUCE
RAYSIDE, defendant.

"An emplacement fronting on Kindersley Avenue, in the city of Montreal, measuring seventy-five feet in width by one hundred feet in depth and composed as follows:

a) Subdivision two hundred and two of lot ninety-three (93,202), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges, being of triangular figure and measuring seventy-three feet and six tenths of a foot in its east line along said Kindersley Avenue and seventy-two feet and five tenths of a foot in its north line. and

b) The north east part of subdivision four of subdivision one hundred and thirty-nine of lot ninety-four (94 N.E. Pt. 139-4) on the said official plan and book of reference, being of irregular figure, measuring one foot and four-tenths of a foot in its east line along said Kindersley Avenue, seventy-five feet in its west line, twenty-seven feet and five tenths of a foot in its north line and one hundred feet in its south line and being bounded as follows: to the east, by said Kindersley Avenue, to the south by another part of said subdivision four of subdivision one hundred and thirty-nine of said lot, to the west by subdivisions one hundred and thirty-five and one hundred and thirty-six of said lot ninety-four, to the north by subdivision five of subdivision one hundred and thirty-nine of said lot ninety-four and to the north east by subdivision two hundred and two of lot ninety-three above described.

The above measurements are English Measure and more or less. With the three storey building thereon erected bearing civic number 4130 in said Kindersley Avenue."

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Montreal, March 12th, 1958.

CAISSE &
LAURENCELLE,
Sheriff.
47341-11-2-0

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: { DOCTOR CHARLEMA-
No. 89,411. GNE POULIN, living
and residing in Quebec, in the
district of Quebec, against MARCEL DUBÉ, of
the city and district of Quebec.

Subdivisions numbers 352 and 353 (three hundred and fifty-two and three hundred and fifty-three) of lot number 435 (four hundred and thirty-five) of the official cadaster for St. Roch, north, presently of the Limoilou Ward, of the City of Quebec, being the lots situated on Cadillac Street, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Subdivision number 352 subject to an annual ground rent of \$12.00 and subdivision number 353 to an annual ground rent of \$4.00 payable on November 1st of each year at the Hôtel-Dieu Hospital of Quebec.

Pour être vendues à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-HUITIÈME jour de MARS prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, DR J. R. GOBEL, 47197-8-2-o
Québec, le 18 février 1958.
[Première insertion: 22 février 1958]
[Deuxième insertion: 15-mars 1958]

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY-EIGHTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

DR. J. R. GOBEL,
Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, February 18, 1958. 47197-8-2
[First insertion: February 22, 1958]
[Second insertion: March 15, 1958]

SAGUENAY

Canada — Province de Québec
District de Saguenay

Cour Supérieure, { ARMAND, BOUCHARD,
N° 9,129. { journalier, Ste-Agnès,
demandeur vs ADRIEN DUCHESNE, bûcheron, Ste-Agnès, défendeur.

Avis public est par le présent donné que les terre et héritage sousmentionnés ont été saisis, savoir:

"Une terre située en la paroisse de Ste-Agnès, en la concession St-Louis, pouvant mesurer trois arpents et deux perches de front sur quarante arpents et sept perches de profondeur, étant et composant une partie des lots quatre-vingt-neuf et quatre-vingt-dix (P. 89 et P. 90) des plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour la paroisse de Ste-Agnès, bornée comme suit, savoir: en front, au nord-est, au trait carré du rang St-Jean; à la profondeur, au sud-ouest, au trait carré du rang Ste-Christine; tenant d'un côté, au sud-est, à la propriété d'Adrien Duchesne; tant d'autre côté, au nord-ouest, à la propriété d'Uldéric Tremblay; tel qu'il appert d'un acte de rétrocession de Gérard Dufour à Adrien Duchesne, en date du 26 janvier, 1955, passé devant le notaire Benoît Warren, de La Malbaie, sous le numéro 2,154 de ses minutes."

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Agnès, MARDI le VINGT-CINQUIÈME jour de MARS, mil neuf cent cinquante-huit, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, PIERRE NÉRON, 47199-8-2-o
La Malbaie, 20 janvier 1958.

SAGUENAY

Canada — Province of Quebec
District of Saguenay

Superior Court, { ARMAND BOUCHARD,
No. 9,129. { laborer, Ste-Agnès,
plaintiff, vs ADRIEN DUCHESNE, wood-chopper, Ste-Agnès, Defendant.

Public notice is hereby given that the land and Tenement mentioned below, have been seized, to wit:

"A farm situated in the parish of Ste-Agnès, in the concession of St-Louis, which may measure three arpents and two rods in front by forty arpents and seven rods in depth, being and composing part of lots eighty-nine and ninety (Pt. 89 and Pt. 90) on the official plan and in the book of reference for the parish of Ste-Agnès, bounded as follows, to wit: in front, on the northeast, at the "trait-carré of range St-Jean; in the depth, on the southwest, at the "trait-carré of range Ste-Christine; touching on one side, by the southeast, by the property of Adrien Duchesne; as much on the other side, by the northwest, by the property of Uldéric Tremblay; as it appears according to a deed of retrocession of Gérard Dufour to Adrien Duchesne, dated January 26, 1955, passed before Notary Benoît Warren, of La Malbaie, under number 2,154, in his "Minutes".

To be sold at the church door of the parish of Ste-Agnès, TUESDAY, the TWENTY-FIFTH day of the month of MARCH, one thousand nine hundred and fifty-eight, at TWO o'clock in the afternoon.

PIERRE NÉRON,
Sheriff's Office, Sheriff.
La Malbaie, January 20, 1958. 47199-8-2

TÉMISCAMINGUE

Canada — Province de Québec
District de Témiscamingue

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
N° 1073. { AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant son siège social à Québec, requérant vs LUCIEN PERRON, de Nédélec, comté de Témiscamingue, district de Témiscamingue, intimé.

Une terre à St-Louis-de-Nédélec, dans le comté de Témiscamingue, étant le numéro cinq cent soixante-quatre (564) (autrefois étant le lot numéro quarante-sept du quatrième rang) des plan et livre de renvoi officiels du canton de Nédélec, sans bâtisses; et une partie du lot numéro cinq cent soixante-cinq (P. No 565), (qui était autrefois partie du lot numéro quarante-six du quatrième rang) des plan et livre de renvoi officiels susdit avec les bâtisses dessus construites.

Cette partie du lot numéro cinq cent soixante-cinq est située au coin nord-ouest de ce lot et est bornée au nord par le lot numéro cinq cent soixante-quatre (N° 564) ci-dessus décrit, au sud par un ruisseau, à l'est au résidu du lot cinq cent soixante-cinq et à l'ouest par le lot numéro cinq cent soixante-huit ou la ligne entre les

TEMISCAMINGUE

Canada — Province of Quebec
District of Temiscamingue

Superior Court, { THE QUEBEC FARM
No. 1073. { CREDIT BUREAU, body politic and corporate having its head office in Quebec, petitioner vs LUCIEN PERRON, of Nédélec, county of Témiscamingue, district of Témiscamingue, respondent.

A farm at St. Louis-de-Nédélec, in the county of Témiscamingue, being number five hundred and sixty-four (564) (formerly lot number forty-seven of range four) of the official plan and book of reference of the township of Nédélec, without buildings; and a part of lot number five hundred and sixty-five (P. 565), (formerly part of lot number forty-six of range four) of the above official plan and book of reference, with buildings thereon erected.

That part of lot number five hundred and sixty-five is situated at the northwesterly corner of said lot and is bounded to the north by lot number five hundred and sixty-four (No. 564) described hereinabove, southerly by a brook, easterly by the residue of lot five hundred and sixty-five and westerly by lot number five hun-

anciens rangs quatre et cinq des susdits plan et livre de renvoi officiels.

Cette partie de lot est de forme irrégulière et contient environ trois quarts d'acre de largeur en front par une acre de largeur en arrière, sur une profondeur moyenne d'environ six acres, sans garantie de mesure précise, et elle est bien clôturée.

Le lot numéro cinq cent soixante et quatre contient une superficie de cent cinq acres et dix-huit centièmes d'acre, plus ou moins."

Une ferme a Nédélec dans le comté de Témiscamingue composée du lot numéro cinq cent soixante-sept, du lot numéro cinq cent soixante-quatre et de partie de lot numéro cinq cent soixante-cinq aux plan et livre de renvoi officiels du canton Nédélec (Nos 567, 564 et P. N° 565, Nédélec).

Le lot numéro cinq cent soixante-sept contient cent cinq acres et quarante-centimes en superficie, le lot numéro cinq cent soixante-quatre contient cent cinq acres et dix-huit centièmes en superficie.

La partie du lot cinq cent soixante-cinq est située à l'angle nord-ouest de ce lot et est bornée au nord par le lot numéro cinq cent soixante-quatre ci-dessus décrit, au sud par un ruisseau, à l'est par le résidu du lot cinq cent soixante-cinq et à l'ouest par le lot numéro cinq cent soixante-huit ou ligne entre les anciens rangs quatre et cinq du canton Nédélec.

Cette partie de lot est de forme irrégulière et contient environ trois quarts d'acre de largeur en front par un acre de largeur en arrière et une profondeur moyenne d'environ six acres, plus ou moins et contient une superficie totale d'environ six acres sans garantie de mesure précise et telle que clôturée.

Ainsi que le tout se trouve actuellement, avec maison et bâtiments construits sur cette partie de lot, circonstances et dépendances et les servitudes qui peuvent l'affecter.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Louis-de-Nédélec, MERCREDI le SEIZIÈME jour d'AVRIL 1958 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, JULES GRENIER.
Ville-Marie, ce 6 mars 1958. 47320-11-2-o
[Première insertion: le 15 mars 1958]

dred and sixty-eight or the line between former ranges four and five of the abovementioned official plan and book of reference.

Said part of lot is of irregular shape and contains some three quarters of an acre in width, in front, by an acre in width, in the rear, and an average depth of some six acres, without guarantee as to precise measuring, and is well fenced-in.

Lot number five hundred sixty-four contains an area of one hundred and five acres and eighteen hundredths of an acre, more or less.

A farm at Nédélec in the county of Témiscamingue composed of lot number five hundred and sixty-seven, lot number five hundred sixty-four and part of lot number five hundred and sixty-five of the official plan and book of reference of the township of Nédélec (Nos. 567, 564 and P. of No. 565, Nédélec).

Lot number five hundred and sixty-seven contains one hundred and five acres and forty hundredths in area, lot number five hundred and sixty-four contains one hundred and five acres and eighteen hundredths in area.

That part of lot five hundred and sixty-five is situated at the northwesterly angle of this lot and is bounded northerly by lot number five hundred and sixty-four hereinabove described, southerly by a brook, easterly by the residue of lot five hundred and sixty-five and westerly by lot number five hundred and sixty-eight or the line between the former ranges four and five of the township of Nédélec.

Said part of lot is of irregular shape and contains some three quarters of an acre in width, in front, by an acre wide in the rear, and an average depth of some six acres, more or less, with a total area of some six acres without guarantee as to precise measuring and as fenced-in.

All of which at it actually stands, with house and buildings erected on said part of lot, circumstances and dependencies and the servitudes which may be attached thereto.

To be sold at the door of the church of the parish of St. Louis de Nédélec, WEDNESDAY the SIXTEENTH day of APRIL 1958 at TEN o'clock in the forenoon.

JULES GRENIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Ville Marie, this March 6, 1958. 47320-11-2
[First insertion: March 15, 1958]

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, N° 27,344. { HENRI BEAULNE, ren-
tier, autrefois de St-Benoît, et maintenant à St-Hermas, district de Terrebonne, demandeur, vs LÉOPOLD ST-DENIS, journalier autrefois de St-Eustache et de Ste-Scholastique, district de Terrebonne, et maintenant de lieux inconnus, défendeur et J. O. LATOUR, en sa qualité de registrateur du comté de Deux-Montagnes, district de Terrebonne, mis-en-cause.

AVIS DE VENTE

Un lot de terre connu et désigné au plan et livre de renvoi officiel de la paroisse de Ste-Scholastique sous le N° 315, avec les bâtisses y érigées.

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 27,344. { HENRI BEAULNE, annui-
tant, heretofore of St. Benoit, and presently at St. Hermas, district of Terrebonne, plaintiff vs LÉOPOLD ST-DENIS, laborer, heretofore of St. Eustache and of Ste. Scholastique, district of Terrebonne, and presently of unknown parts. defendant and J. O. LATOUR, in his quality of registrar of the county of Two-Mountains, district of Terrebonne, mis-en-cause.

NOTICE OF SALE

A lot of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the parish of Ste. Scholastique under No. 315, with buildings thereon erected.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale catholique de Ste-Scholastique, JEUDI, le DIX-SEPTIÈME jour d'AVRIL 1958 à DIX heures de l'avant-midi.

Conditions de vente: argent comptant.

Bureau du Shérif, St-Jérôme, ce 10 mars 1958.
Le Shérif,
GEO. AUCLAIR,
47321-11-2-0

To be sold at the door of the parochial catholic church door of Ste. Scholastique, THURSDAY, the SEVENTEENTH day of APRIL, 1958 at TEN o'clock in the forenoon.

Conditions of sale: Cash.

Sheriff's Office, St. Jérôme, March 10, 1958.
GEO. AUCLAIR,
Sheriff.
47321-11-2

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 11

Index of the Quebec Official Gazette, No. 11

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Lapalme vs Fontaine..... 1070

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

192-A — Coiffeurs pour hommes et Coiffeurs pour dames, région de Québec.. 1075
194-A — Meuble, Province..... 1071
194-B — Métallurgie, région de Québec. 1073
194-C — Coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames, région de Québec.. 1074
194-D — Coiffeurs pour dames, Ile de Montréal..... 1075

ASSEMBLÉE:

Quebec Central Railway Company..... 1078

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

1029

AVIS DIVERS:

Association des Professeurs Laïcs du District d'Alma (nom changé)..... 1079
Consumers Products Corp. (Directeurs) 1081
Corporation Immobilier du Bas St-Laurent — Lower St. Lawrence Realty Corporation (Directeurs)..... 1080
Corps Canadien des Commissaires (Division de Québec) — (Règlement)... 1079
Geoffrion, Robert & Gélinas Cie — Geoffrion, Robert & Gélinas Co. (Directeurs)..... 1080
Gosho Trading Company, Inc. (nouvel agent)..... 1081
King Boy Foods Limited (Directeurs).. 1081
La Médicale, Compagnie d'Assurances Générales (Directeurs)..... 1080
La Médicale Compagnie d'Assurance sur la Vie (Directeurs)..... 1080
L'Association des Ouvriers de Continental Iron & Litanium Limited de Baie St-Paul, cté Charlevoix (Formation). 1079
Le Syndicat spécialisé des Producteurs de sucre d'Érable de l'U.C.C. de Québec-Sud (nom changé)..... 1079
Northern Wings Helicopters Ltd (Directeurs)..... 1081
Sanders & Gold Cloak Co. (Directeurs). 1078

CHARTES — ABANDON DE:

Beauverny Gold Mines Limited..... 1082
Modern Window Service Limited..... 1082
National Nickel Corporation Ltd..... 1082
Rockland Lumber Company Ltd .. 1082
Rothman Novelty Company..... 1083

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Lapalme vs Fontaine..... 1070

ORDERS IN COUNCIL:

192-A — Men's and ladies, hairdressers, region of Quebec..... 1075
194-A — Furniture, Province..... 1071
194-B — Metal, region of Quebec..... 1073
194-C — Men's and ladies' hairdressers, region of Quebec..... 1074
194-D — Ladies' hairdressers, Island of Montreal..... 1075

MEETING:

Quebec Central Railway Company..... 1078

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

1029

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association des Professeurs Laïcs du District d'Alma (name changed)..... 1079
Consumers Products Corp. (Directors). 1081
Corporation Immobilier du Bas St-Laurent — Lower St. Lawrence Realty Corporation (Directors)..... 1080
Corps Canadien des Commissaires (Division de Québec) — (By-law)..... 1079
Geoffrion, Robert & Gélinas Cie — Geoffrion, Robert & Gélinas Co. (Directors)..... 1080
Gosho Trading Company, Inc. (New agent)..... 1081
King Boy Foods Limited (Directors)... 1081
The Medical General Insurance Company (Directors)..... 1080
The Medical Life Assurance Company (Directors)..... 1080
L'Association des Ouvriers de Continental Iron & Litanium Limited de Baie St-Paul, cté Charlevoix (Formation). 1079
Le Syndicat spécialisé des Producteurs de sucre d'Érable de l'U.C.C. de Québec-Sud (name changed)..... 1079
Northern Wings Helicopters Ltd (Directors)..... 1081
Sanders & Gold Cloak Co. (Directors).. 1078

CHARTERS — SURRENDER OF:

Beauverny Gold Mines Limited..... 1082
Modern Window Service Limited..... 1082
National Nickel Corporation..... 1082
Rockland Lumber Company Ltd..... 1082
Rothman Novelty Company..... 1083

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AGRICULTURE:

Industrie laitière:

Ordonnance 85-57-A (Kamouraska).... 1083

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:

Carignan..... 1084
 Hébertville Station..... 1084
 Labelle..... 1084
 Lac Labelle..... 1086
 L'Annonciation..... 1083
 Laurierville..... 1085
 Les Écores..... 1085
 Mandeville..... 1086
 Ste-Anne-de-Bellevue, village (cath.)... 1084
 Ste-Anne-de-Bellevue, (cath.)..... 1086
 St-Charles-Borromée..... 1085
 St-Jude..... 1086
 St-Paul-du-Nord..... 1084
 Sanmaur..... 1085
 Shawinigan..... 1085
 Verchères..... 1086
 Ville St-Martin..... 1086

MINES:

Révocation de droits de mine..... 1087

TERRES ET FORÊTS:

Service du Cadastre:

Aumond, canton..... 1087
 Dasserat, canton..... 1088
 St-Antoine de Longueuil, paroisse..... 1088
 Sault-au-Récollet, paroisse..... 1088

TRAVAIL:

Industrie ou métiers de:

Arts Graphiques de Québec, (Prélèvement)..... 1055
 Barbiers, coiffeurs et coiffeuses, district de St-François (Prélèvement)..... 1057
 Camionnage, Ile de Montréal (Prélèvement)..... 1058
 Chapellerie pour dames et enfants, Province (Prélèvement)..... 1060
 Commerce de la quincaillerie, district de Québec (Prélèvement)..... 1062
 Commerce de Roberval (Prélèvement)..... 1063
 Construction, district de Hull (Prélèvement)..... 1065
 Construction de Joliette (Prélèvement)..... 1066
 Navigation côtière et intérieure du port de Montréal (Prélèvement)..... 1068
 Verre, district de Québec (Prélèvement)..... 1069

LETTRES PATENTES:

Acme Hotel Supplies Company..... 1030
 Albert Lamoureux et Fils Inc..... 1031
 Alker Corp..... 1031
 Almet Findings Limited..... 1031
 Ameublements Dorion Limitée..... 1032
 Association des Terrains de Jeux et des Loisirs du Village de Pointe-Claire.. 1032
 Bando Oil & Minerals Corporation..... 1032
 Bekmer Corp..... 1033
 Bestland Investment Corp..... 1033
 Betty Kane Inc..... 1034
 Blouin Électrique Ltée..... 1034
 Borletti Sewing Machine Sales Corporation..... 1034
 Bosco Automobile Inc..... 1035

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

Dairy Industry:

Order 85-57-A (Kamouraska)..... 1083

EDUCATION:

School Municipality of:

Carignan..... 1084
 Hébertville Station..... 1084
 Labelle..... 1084
 Lac Labelle..... 1086
 L'Annonciation..... 1083
 Laurierville..... 1085
 Les Écores..... 1085
 Mandeville..... 1086
 Ste-Anne-de-Bellevue, village (cath.)... 1084
 Ste-Anne-de-Bellevue, (cath.)..... 1086
 St-Charles-Borromée..... 1085
 St-Jude..... 1086
 St-Paul-du-Nord..... 1084
 Sanmaur..... 1085
 Shawinigan..... 1085
 Verchères..... 1086
 Town St-Martin..... 1086

MINES:

Revocation of mining rights..... 1087

LANDS AND FOREST:

Cadastral Branch:

Aumond, township..... 1087
 Dasserat, township..... 1088
 St-Antoine de Longueuil, parish..... 1088
 Sault-au-Récollet, parish..... 1088

LABOUR:

Industry or Trades of:

Graphic Arts of Quebec (Levy)..... 1055
 Barbers and hairdressers, district of St. Francis (Levy)..... 1057
 Trucking, Island of Montreal (Levy)... 1058
 Millinery, women's and children's headwear, Province (Levy)..... 1060
 Hardware trade, district of Quebec (Levy)..... 1062
 Trade of Roberval (Levy)..... 1063
 Building, district of Hull (Levy)..... 1065
 Building of Joliette (Levy)..... 1066
 Inland and coastal navigation of the Port of Montreal (Levy)..... 1068
 Glass, district of Quebec (Levy)..... 1069

LETTERS PATENT:

Acme Hotel Supplies Company..... 1030
 Albert Lamoureux et Fils Inc..... 1031
 Alker Corp..... 1031
 Almet Findings Limited..... 1031
 Ameublements Dorion Limitée..... 1032
 Association des Terrains de Jeux et des Loisirs du Village de Pointe-Claire.. 1032
 Bando Oil & Minerals Corporation..... 1032
 Bekmer Corp..... 1033
 Bestland Investment Corp..... 1033
 Betty Kane Inc..... 1034
 Blouin Électrique Ltée..... 1034
 Borletti Sewing Machine Sales Corporation..... 1034
 Bosco Automobile Inc..... 1035

Central Bowling Academy Inc.	1035	Central Bowling Academy Inc.	1035
Concord Mills Ltd.	1035	Concord Mills Ltd.	1035
Cromwell Holding Corporation.	1036	Cromwell Holding Corporation.	1036
Dependable Construction Inc.	1036	Dependable Construction Inc.	1036
Eastern Townships Machine Works Ltd.	1036	Eastern Townships Machine Works Ltd.	1036
Entreprises Paul Brodeur Limitée.	1037	Entreprises Paul Brodeur Limitée.	1037
Expert Candy Mfg. Ltd.	1037	Expert Candy Mfg. Ltd.	1037
Garage Bellehumeur Ltée.	1037	Garage Bellehumeur Ltée.	1037
Gittleson Holdings Incorporated.	1038	Gittleson Holdings Incorporated.	1038
Glencairn Development Co. Ltd.	1038	Glencairn Development Co. Ltd.	1038
Graphic Finishers Inc.	1038	Graphic Finishers Inc.	1038
Henri Jacob & Fils Inc.	1039	Henri Jacob & Fils Inc.	1039
Homeland Construction Co. Ltd.	1039	Homeland Construction Co. Ltd.	1039
Hôtel New Vendôme Inc.	1039	Hôtel New Vendôme Inc.	1039
House of Originals Inc.	1040	House of Originals Inc.	1040
Industrial Cable and Tool Corp.	1040	Industrial Cable and Tool Corp.	1040
Industrial Hardware Co. Ltd.	1041	Industrial Hardware Co. Ltd.	1041
I. Rubin & Company.	1041	I. Rubin & Company.	1041
Jean-Roch Gariépy Inc.	1041	Jean-Roch Gariépy Inc.	1041
J. Élie Gagnon Ltée.	1042	J. Élie Gagnon Ltée.	1042
Joseph Couture Inc.	1042	Joseph Couture Inc.	1042
Kislev Investment Corp.	1042	Kislev Investment Corp.	1042
Laminex Products Limited.	1043	Laminex Products Limited.	1043
L'Association Forestière de la Rive Sud Incorporée.	1043	L'Association Forestière de la Rive Sud Incorporée.	1043
Les Entreprises Nanco Ltée.	1044	Les Entreprises Nanco Ltée.	1044
Les Entreprises Portneuf Inc.	1044	Les Entreprises Portneuf Inc.	1044
Les Publications Interprovinciales Inc..	1044	Les Publications Interprovinciales Inc..	1044
Man-Rose Sportswear Inc.	1045	Man-Rose Sportswear Inc.	1045
Metropolitan Drive Inc.	1045	Metropolitan Drive Inc.	1045
Meubles Bellehumeur (Val d'Or) Limi- tée.	1045	Meubles Bellehumeur (Val d'Or) Limi- tée.	1045
Mobro Corporation Ltd.	1045	Mobro Corporation Ltd.	1045
Newman's Tool Agency Ltd.	1046	Newman's Tool Agency Ltd.	1046
New Way Restaurant Equipment and Store Fixtures Limited.	1046	New Way Restaurant Equipment and Store Fixtures Limited.	1046
Olympia Realities Co. Ltd.	1047	Olympia Realities Co. Ltd.	1047
Oslind Properties Ltd.	1047	Oslind Properties Ltd.	1047
Overhead Door Company of Quebec Limited.	1047	Overhead Door Company of Quebec Limited.	1047
P. Bellerose Inc.	1048	P. Bellerose Inc.	1048
Phaeton Realities Inc.	1048	Phaeton Realities Inc.	1048
Pinegrove Development Inc.	1048	Pinegrove Development Inc.	1048
Pont Viau Realities Inc.	1049	Pont Viau Realities Inc.	1049
Port Service Equipment Inc.	1049	Port Service Equipment Inc.	1049
Printex Company.	1049	Printex Company.	1049
Proval Realities Inc.	1050	Proval Realities Inc.	1050
Rosebun Investment Corp.	1050	Rosebun Investment Corp.	1050
Saxonia Realty Services Inc.	1050	Saxonia Realty Services Inc.	1050
Shafter Bros. Ltd.	1051	Shafter Bros. Ltd.	1051
Sivan Investment Corp.	1051	Sivan Investment Corp.	1051
Steel Mart Corporation.	1051	Steel Mart Corporation.	1051
Steve Transport Co. Ltd.	1052	Steve Transport Co. Ltd.	1052
St. James Development Co. Ltd.	1052	St. James Development Co. Ltd.	1052
Teveth Investment Corp.	1052	Teveth Investment Corp.	1052
The Jamieson Paint and Chemical Corp.	1053	The Jamieson Paint and Chemical Corp.	1053
Trans-Continental Steel Corp.	1053	Trans-Continental Steel Corp.	1053
Triangle Development Corporation.	1053	Triangle Development Corporation.	1053
Vildex Inc.	1054	Vildex Inc.	1054
Windsor Shoe Limited.	1054	Windsor Shoe Limited.	1054

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

L. G. Beaubien Cie — L. G. Beaubien Co.	1054
Maison L. G. Beaubien Incorporée.	1055
Société de Placements Renault Ltée.	1055
Winer & Chazonoff Inc.	1055

MINISTÈRE DES FINANCES:

Assurances:

Aeterna-Vie, Compagnie Mutuelle d'As- surance.	1088
Association Nationale de Bénéfices Mu- tuels.	1089

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

L. G. Beaubien Cie — L. G. Beaubien Co.	1054
Maison L. G. Beaubien Incorporée.	1055
Société de Placements Renault Ltée.	1055
Winer & Chazonoff Inc.	1055

DEPARTMENT OF FINANCE:

Insurance:

Aeterna-Life Mutual Assurance Com- pany.	1088
National Mutual Benefit Association.	1089

SIÈGES SOCIAUX:

Belleville Woodwork Inc.....	1089
Consolidated Plywood Corporation....	1090
Federal Converters Company.....	1090
Gold Stamps Co. Ltd.....	1090
Kingsway Investment Corp.....	1090
Laminex Products, Limited.....	1089
Metropole Club Incorporated.....	1089
Prudential Investment Corporation....	1090

HEAD OFFICES:

Belleville Woodwork Inc.....	1089
Consolidated Plywood Corporation....	1090
Federal Converters Company.....	1090
Gold Stamps Co. Ltd.....	1090
Kingsway Investment Corp.....	1090
Laminex Products, Limited.....	1089
Metropole Club Incorporated.....	1089
Prudential Investment Corporation....	1090

SOUSSIONS:

Roxboro, comm. scol. cath.....	1092
St-Gabriel-de-Stratford, comm. scol....	1093
Ste-Odile-sur-Rimouski; paroisse.....	1094
St-Pierre, ville.....	1091

TENDERS:

Roxboro, cath. school comm.....	1092
St-Gabriel-de-Stratford, school comm....	1093
Ste-Odile-sur-Rimouski, parish.....	1094
St-Pierre, town.....	1091

VENTE, LOI DE FAILLITE:

Achmea, Héritiers d'Alexandre.....	1096
------------------------------------	------

SALE, BANKRUPTCY ACT:

Achmea, Heirs of Alexander.....	1096
---------------------------------	------

VENTES POUR TAXES:

Argenteuil, comté.....	1098
Malartic, ville.....	1096
Saint-Maurice, comté.....	1097

SALES FOR TAXES:

Argenteuil, county.....	1098
Malartic, town.....	1096
Saint-Maurice, county.....	1097

VENTES PAR SHÉRIFS:

BEAUCE:

Huard vs Rancourt.....	1108
------------------------	------

SHERIFFS' SALES:

BEAUCE:

Huard vs Rancourt.....	1108
------------------------	------

GASPÉ:

Pabos Motor Sales, Ltd vs Lapointe....	1108
--	------

GASPÉ:

Pabos Motor Sales, Ltd vs Lapointe....	1108
--	------

MONTRÉAL:

Phillips vs Rayside.....	1109
--------------------------	------

MONTREAL:

Phillips vs Rayside.....	1109
--------------------------	------

QUÉBEC:

Poulin vs Dubé.....	1109
---------------------	------

QUEBEC:

Poulin vs Dubé.....	1109
---------------------	------

SAGUENAY:

Bouchard vs Duchesne.....	1110
---------------------------	------

SAGUENAY:

Bouchard vs Duchesne.....	1110
---------------------------	------

TÉMISCAMINGUE:

L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Perron.....	1110
---	------

TÉMISCAMINGUE:

Quebec Farm Credit Bureau vs Perron.	1110
--------------------------------------	------

TERREBONNE:

Beaulne vs St-Denis.....	1111
--------------------------	------

TERREBONNE:

Beaulne vs St-Denis.....	1111
--------------------------	------

